Vol. 5 No. 12 • Du 5 au 11 Octobre 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

HONTE ABSOLUE : GARRY CONILLE RATIFIÉ !

voir page 4


En fait avec Martelly à la présidence et Gary Conille ancien chef de cabinet de l'ex-Président américain Bill Clinton, co-président de la CIRH, à la Primature, c'est de toute façon Bill Clinton qui aura tous les leviers complets du pouvoir en Haiti



Tony Savino

VERS UNE ARMÉE DE RÉPRESSION CONTRE LE PEUPLE

VOIR PAGE 4

Des gens se souviennent des moments noirs, des familles exécutées, des personnes estropiées, torturées et d'autres disparues, l'ancienne Force Armée d'Haïti était à l'origine de ces nombreux actes criminels, assassinats, tortures. Domestiquée par la dictature des Duvalier, elle a été impliquée dans de nombreux Coups d'Etat criminels



30 Septembre 1991-30 Septembre 201 : 20 ans après, le peuple dit NON à l'armée criminelle !

Page 3



Haïti, un pays occupé !

Page 7



USA, Europe, Occident : Déclin et chute de certains

Page 10



La Guyane, la favela de la France en Amérique Latine

Page 17

Haïti: quelle déception !

Par Berthony Dupont

La question n'est pas nouvelle. On peut se rappeler que Préval, parlant du chef de la police eut à dire que c'est l'internationale qui l'avait choisi. Depuis, on savait pertinemment que tout était désormais conclu pour la descente aux enfers de la Nation Haïtienne, c'était clair. Depuis un laps de temps, pour ne pas dire depuis le dernier coup d'état, le pays n'a cessé de s'enfoncer dans l'arbitraire, le déshonneur, le défaitisme et le fatalisme sous l'occupation coloniale de la Communauté Internationale. En définitive, tout ce qui se passe relève de leur responsabilité parce que voulu et minutieusement planifié par eux

Les élections de 2010 ont nettement illustré le délabrement de la société haïtienne, car il n'y a eu aucune voix, sauf au sein de la faible minorité progressiste, pour dire non, et que les choses ne peuvent plus continuer ainsi. Aucune instance à soulever l'émoi de chaque citoyen conscient et conséquent pour dire que le pays ne peut pas se démettre aussi facilement. On s'est laissé aller malgré les mises en garde des secteurs progressistes, jusqu'à ce que les forces impérialistes aient catapulté Martelly à la présidence du pays. Nous autres, nous avions fait de notre mieux, puisque dès la genèse de l'affront qui allait nous tomber dessus, nous avions désigné du doigt le danger et les conséquences désastreuses qui pourraient en résulter, tandis que, certaines presses et autres instances du pays dansèrent au Carnaval de la dégénérescence, ce qui fut pour elles un moyen de soutirer de l'argent de la bamboche.

Une malédiction morale et politique nommée Joseph Michel Martelly s'est abattue sur le pays et ce n'est que maintenant, certains commencent à se frotter les yeux. Mais à quoi de mieux devrait on s'attendre d'un homme qui sans se gêner a eu à déclarer qu'il avait l'habitude d'utiliser pour mille dollars de drogue par jour ? Quelle société sérieuse accepterait un tel énergumène en tant que candidat à la présidence voire pour être président. Pourtant, il y a eu ce trio de journalistes choisi pour conduire le «débat» présidentiel entre les deux derniers candidats en lice et qui ont gaspillé leur salive à adresser des questions à un Martelly qui ne méritait pas tant qu'on lui accorda autant d'importance, car c'était bien connu que l'homme n'était simplement pas présentable, ni intellectuellement, ni moralement.

Que de chemin parcouru depuis cette date ! Où en sommes nous aujourd'hui, quand ces mêmes presses qualifient de « bavures ou nouveau dérapage » l'arrogance et le non-respect de Martelly non seulement pour la presse haïtienne mais pour le peuple haïtien en général, les femmes en particulier, suite à son dernier acte d'agression verbale contre un journaliste: véritable provocation à l'endroit de la presse et mépris pour le pays.

Ce qui se passe aujourd'hui sous la présidence de Martelly n'est que la pointe de l'iceberg. On n'aura encore rien vu. Martelly a clairement démontré pour qui travaille- t-il. C'est qu'il n'a aucun compte à rendre au peuple haïtien. Tout récemment au sujet de sa nouvelle armée qu'il compte former, on n'en a eu vent que par des rumeurs. A-t-il débattu avec les instances nationales concernées de la conformité d'un tel projet ? Non, mais alors, à qui a t-il eu l'amabilité de le soumettre ? Sauf qu'aux représentants diplomatiques, ses patrons des forces impériales ? Il est même permis de soupçonner qu'il a eu cette initiative avec la bénédiction et les conseils de ses tuteurs.

Le pillage de nos richesses est l'un des éléments déterminants qui explique la situation dramatique de honte, de dégradation et d'humiliation existant dans le pays. Et ce n'est pas le fait du hasard, si les forces occupantes avaient misé sur le bonhomme, puisque aux yeux des vautours impériaux, les ressources haïtiennes restent une espèce de réserve qui leur permettra de poursuivre l'oppression et l'exploitation. Ce bilan tragique explique le degré abyssal de la faillite de la classe politique indigène inféodée aux forces coloniales, incapable de reconnaître son échec.

Par ailleurs, le chef civil de la Minustah, Mariano Fernández Amunategui dans une lettre ouverte, s'est dit « inquiété de l'absence de gouvernement 5 mois après l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président et de la lenteur observée dans le processus de renforcement des institutions haïtiennes et de l'état de droit». Une certaine presse n'ayant trouvé aucun inconvénient n'a pas adressé de réponse aux détracteurs de la Minustah. Cette presse dont nous reprochons le laxisme se devait de répondre par une seule question à cet effronté envahisseur. Nous nous permettons donc de poser cette question: qui en est donc responsable ? Le peuple haïtien, ou les dirigeants incapables que la Minustah, bras armé impérialiste a placés pour défendre les intérêts des multinationales ?

Dans sa plaidoirie, Amunategui continue « Nous sommes d'avis que cette fois-ci, la stratégie de sortie de la Minustah a pour but de ne jamais revenir, car Haïti mérite de vivre comme un pays en charge de sa sécurité intérieure ». Mais pardon M. Amunategui, qui donc en fait a payé des mercenaires pour déstabiliser le pays ? Le pays était bien en paix, quand les forces du mal de la Communauté internationale fomentèrent le coup d'état du 30 septembre 1991, ce que le peuple vient de commémorer. Qui en 1991 employa Raoul Cédras, Michel Francois, Michel Martelly, Stanley Lucas, Emmanuel « Toto » Constant et Louis Jodel Chamblain pour terroriser la population ? En 2003, quels mercenaires Andy Apaid, Charles Henri Baker avaient-ils embauchés ? N'étaient-ce pas les Guy Philippe, Chamblain et consorts ? Et pour couronner le crime de lèse-souveraineté nationale, n'étaient-ce pas des forces spéciales américaines qui étaient venues arrêter le président légitime d'alors pour l'exiler en Afrique?

A présent, nos caricatures de parlementaires ne font que continuer la note de cauchemar en votant un Premier ministre illégal, en contravention avec les lois du pays, juste pour des postes ministériels ou en échanges d'un visa. Est-on jamais descendu aussi bas ?

Face à l'entêtement criminel du pouvoir et des forces tutrices, peu importent nos différences ou nos divergences. L'essentiel est de mettre un frein à ce train de déception pour libérer notre pays et construire une nouvelle société dans l'égalité, la justice et la dignité.

Notre devoir est d'organiser et de mettre en œuvre où que nous soyons, la résistance, sous toutes ses formes à ces gouvernants qui ont perdu toute légitimité.



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

30 Septembre 1991-30 Septembre 2011 : 20 ans après, le peuple dit NON à l'armée criminelle !

Par Pierre Junior Dessalines

A l'occasion du 20e anniversaire du Coup d'Etat criminel, sanguinaire de Cédras et Michel François, contre un président démocratiquement et constitutionnellement élu le 16 décembre 1990, Jean Bertrand Aristide, les partisans et les sympathisants de l'Organisation politique Fanmi Lavalas ont gagné les rues, le vendredi 30 Septembre 2011, dans deux (2) quartiers populaires de la capitale, Bel-Air et Cité Soleil pour exiger justice, réparation pour toutes les victimes du Coup d'Etat 29-30 Septembre 1991. Ils ont exigé la restitution de l'argent dû à Haïti et le départ immédiat des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah en Haïti. Les manifestants ont dit NON à la résurrection de l'armée dont le président Martelly parle en remplacement des casques bleus de l'ONU décriés par le peuple haïtien. Une fois de plus, les organisations de base de Fanmi Lavalas ont prouvé qu'elles peuvent continuer à contrôler le béton, sept (7) ans après le second Coup d' Etat contre leur leader charismatique et historique, Jean-Bertrand Aristide.

Ils étaient des milliers à Cité Soleil et des centaines au Bel-Air. A Cité Soleil, à l'initiative de trois (3) organisations de base « Mas Popilè Fanmi Lavalas de Cité Soleil, Coordination Fanmi Lavalas de Cité Soleil et Aba Satan », des milliers de personnes se sont investis les rues de la commune de 400 mille habitants réputée le bastion des partisans d'Aristide. Des bandes mettant l'animation, sorties de plusieurs coins du plus grand bidonville du pays se sont rassemblées sur le Wharf de la Cité. Banderole, poster et photos de Jean-Bertrand Aristide en mains, dans une ambiance de Carnaval, les manifestants ont longé le boulevard de Cité Soleil jusqu'à la route nationale #1, puis sont retournés à l'intérieur de la Cité en passant sur la place Fierté située sur la route 9 où les principaux leaders de la Cité ont fait leur première déclaration avant de terminer cette manifestation monstre sur la place Immaculée jonchée d'immondices s'étalant sur 5 à 10 mètres de longueur et 5 à 6 mètres de haut, comme partout dans la Cité.

Sur tout le parcours, les manifestants ont énergiquement dénoncé l'armée sanguinaire qui se mettait au service des grandes puissances impérialistes et néocolonialistes pour fomenter des troubles en Haïti par des Coups d'Etat-kidnapping contre le peuple haïtien appauvri. Ils ont également lancé des propos hostiles contre les attachés de l'ancienne armée de Cédras et de Michel François qui ont tué plusieurs milliers d'Haïtiens, pendant les trois ans qui ont suivi le Coup d'Etat criminel. « Abas Coup d'Etat 91 ! Abas Minustah-Choléra-Kadejakè ! Vive la justice pour toutes les victimes du Coup d'Etat… », lançaient les manifestants. Des chansons pro-Aristide ont retenti tout au cours du parcours : « Vive Aristide ! Ceux qui ne sont pas contents, voici mes fesses, venez me fouetter. Pour Aristide nous irions au cimetière. Vive Aristide président, nous ne le trahirons jamais. Aristide était président, il s'en est allé, il est de retour, il va être président encore…».

A la fin de la manifestation de force, les organisateurs ont produit des déclarations suivantes : « Nous sommes trois (3) organisations qui ont planifié et réalisé le mouvement d'aujourd'hui. Tout le monde sait quelle date nous sommes, aujourd'hui c'est le 30 septembre 2011, nous savons ce qui est arrivé en Haïti, le 30 septembre 1991, spécialement à Cité Soleil, lorsque l'armée et les autres forces réactionnaires d'ici et d'ailleurs ont fomenté un violent Coup d'Etat contre le président Aristide. Nous nous souvenons de toutes les cruautés qui se sont produites durant la période du Coup d'Etat à Cité Soleil, des chiens et des Porcs dévoraient la chair humaine. Aujourd'hui, Cité Soleil se mobilise en mémoire de toutes les victimes de l'armée criminelle de l'époque pour exiger justice et réparation pour nos frères et sœurs», a déclaré Vanel Joseph Paul de Masse Populaire Fanmi Lavalas de Cité Soleil.



Etienne Gétro de Aba Satan a enchainé en ce sens : « Nous les habitants de Cité Soleil élevons nos voix pour demander justice et réparation pour toutes les victimes du Coup d'Etat sanguinaire du 30 Septembre 1991. Cité Soleil se mobilise pour dire NON à l'armée-macoute qui a semé le deuil dans les familles haïtiennes. Cité Soleil exige l'école, la Santé, la Nourriture pour tous ses fils et la restitution pour Haïti. »

Le représentant de la Coordination de Fanmi Lavalas à Cité Soleil qui a donné la lecture de la déclaration finale, Jean Adam a abondé dans ce sens : « 30 Septembre 1991-30Septembre 2011, cela fait exactement 20 ans depuis que l'armée « san manman » a tué plusieurs d'entre nous à Cité Soleil. Le sang de nos frères et sœurs coulait comme de l'eau dans la rivière. Nous n'avons jamais cédé pour les assaillants. En force, nous traversions les barricades de Coup d'Etat. A cette époque un animal valait mieux qu'un être humain. Nous avons tenu ferme jusqu'à ce que nous soyons arrivés à accoucher du retour physique du président Jean-Bertrand Aristide, le 15 Octobre 1994 (applaudissements). Dans ce sens, nous disons à tout le peuple de Cité Soleil, à tous les militants vaillants qui restent attachés aux idéaux du 16 décembre 1990, soudés au docteur Jean Bertrand Aristide, que nous condamnons tous les Coups d'Etat et nous travaillons ardemment pour que cela ne se reproduise jamais dans l'histoire de notre pays (applaudissements) »

La manifestation s'est bel et bien terminé sans aucun incident en compagnie de la Police Nationale d'Haïti à l'heure prévue. Des délégations de diverses organisations populaires et progressistes du pays dont Tèt Kole òganizasyon Popilè yo, Komisyon Mobilizasyon Fanmi Lavalas ont apporté leur support entier à la mobilisation contre les Coups d'Etat en Haïti.

Dans la foulée, à Cité Soleil, on remarquait sur tous les murs les inscriptions: « A bas Martelly ! A bas Michel Martelly ! » Les images disaient le reste.

Tandis qu'au Bel-Air, les manifestants criaient haut et fort : « Martelly, Martelly, Bel-Air n'était pas de son côté, la Saline et Cité Soleil non plus. *Kote pou l ta pase* ? D'autres ont répondu: les magouilles des étrangers ONU-OEA-Union Européenne, Minustah et autres.

Des centaines de militants Lavalas venant de plusieurs autres quartiers populaires de la capitale : Solino, Canapé-Vert, Pétion-Ville, Delmas, Tabarre, Carrefour-feuille, La Saline…ont sillonné les rues du Belair pour condamner le Coup d'Etat criminel du 30 Septembre 1991 et demander justice et réparation pour toutes les victimes.

L'un des porte-parole du mouvement de protestation du Bel-Air, Roody Pierre-Paul a déclaré au micro des journalistes que : « 30 Septembre 1991-30 Septembre 2011, cela fait 20 ans de lutte contre les crimes économiques, 20 ans de lutte contre les crimes contre l'humanité, 20 ans de bataille pour le respect des droits humains, pour que tous les Haïtiens vivent comme des êtres humains, 20 ans de lutte pour le respect du droit à la vie de tous les Haïtiens et Haïtiennes.

Chaque Coup d'Etat en Haïti apportait 3 ans de franchises douanière pour les bourgeois. Ceux qui sont riches devenaient 100 fois plus riches. La pauvreté menace les éléments de la classe moyenne, les pauvres sombrent dans la misère abjecte. La vie chère et l'insécurité augmentent quotidiennement, sans oublier les persécutions politiques, les révocations arbitraires, les prisonniers politiques etc.... »

D'aucuns disent que chaque Coup d'Etat en Haïti facilite l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. Chaque Coup d'Etat en Haïti apporte l'occupation étrangère sur ce territoire national. Chaque Coup d'Etat en Haïti renforce la domination, l'exploitation, la violation du droit à l'autodétermination du peuple haïtien, la souveraineté du peuple haïtien.

Non à une autre armée criminelle, non aux coups d'Etat ! Vive le peuple haïtien !

Révocations et répression sur des syndicalistes

Par Yves Pierre-Louis

Après le lancement, le 16 Septembre dernier, du Syndicat des Ouvriers d'entreprises de sous-traitance, ONE World Apparel et Genesis, établies sur le Site de la Société des Parcs-industriels (SONAPI) situé au Nord de la capitale, une vague de révocation et de répression syndicales a été exercée sur des syndicalistes par les patrons. Le 23 Septembre 2011, le porte-parole du SOTA, Johnny Deshommes a été contraint de signer sa démission par le patron de GENESIS, après avoir refusé d'accomplir des heures supplémentaires de travail, alors qu'il était malade. Brévil Claude, Wilner Eliacint et Cénatus Vilaire, trois autres membres du Comité exécutif du SOTA ont été également révoqués deux jours plus tard. Mitial Rubin lui, a été révoqué pour avoir tenté de sensibiliser et informer les travailleurs sur la formation du syndicat et un autre proche des ouvriers syndiqués a même été victime de révocation illégale et arbitraire.

Dans une note datée du vendredi 30 Septembre 2011 et signée par Yannick Etienne, Batay Ouvriye condamne et dénonce cette vague de révocation et de répression syndicales. Les responsables de Batay Ouvriye s'étaient dits prêts à accompagner les victimes par devant la justice et l'Organisation International du Travail (OIT) afin de mettre un frein à cette vague de violations des droits des travailleurs en Haïti.

Par ailleurs, le vendredi 30 Septembre dernier, la Plate-forme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains (POHDH) a organisé une conférence-débat autour du thème : « La Justice Haïtienne face au Respect des Droits des Travailleurs ».

Dans un texte remis à la presse, la Plate-forme a rappelé le rôle de l'Etat Haïtien dans l'application des lois liées aux droits des travailleurs.

L'État en tant que premier défenseur des citoyens et des citoyennes doit pouvoir assurer et garantir du même coup un minimum de bien-être aux fils et filles du pays.

Cependant, les dirigeants de l'Etat Haïtien au lieu d'assumer cette noble responsabilité vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses, préfèrent appuyer la classe possédante dans la mise en place de toute une série de mesures au détriment de la classe dominée. D'ailleurs, ces mesures visent en conséquence à renforcer le système d'exploitation. Aussi, cette position de classe aggrave, de plus en plus la situation des travailleurs, travailleuses et rend même vulnérable celle de la classe ouvrière haïtienne.

Brièvement, un simple exercice en référence à la proposition de loi sur le salaire minimum, sans compter de nombreux cas de violations des droits des travailleurs et travailleuses dans les industries d'assemblage et les zones franches nous permettra de comprendre le niveau de conscience de nos dirigeants face aux travailleurs/ travailleuses en exhibant très clairement leur position anti-ouvrière, antipeuple. Il est clair que autant une société est basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, autant les droits des travailleurs seront tiujours bafoués, foulés aux pieds. La lutte pour le respect des droits humains, notamment les droits des travailleurs doit nécessairement passer par l'éradication de l'exploitation dans notre société.

L'État de droit dont nous rêvons, l'établissement d'une société juste, équitable, fondée sur la justice sociale ne pourront être effectifs que si les citoyens et citoyennes conséquents (es) s'engagent dans la lutte pour une véritable transformation sociale.

Augmentation de cas de Choléra en Haïti

A l'approche du premier anniversaire de l'apparition de l'épidémie de Choléra en Haïti, importée par les soldats de l'ONU, les cas de décès et d'infection ne cessent d'augmenter régulièrement. Une note rendue publique par Médecins sans Frontières (MSF), le vendredi 30 septembre 2011, indique qu'à la fin du mois Aout 2011, les cas de décès sont passés de 6000 à 6300 et les cas d'infection passant de 400.000 à 446.000.

Dans les Centres de traitement de Choléra, à Carrefour, Delmas et Martissant, les équipes de MSF ont constaté une nette augmentation du nombre de patients admis : « En un mois, nous sommes passés de moins de 300 admissions par semaine à plus de 850, ce qui laisse présager une aggravation de la situation dans les semaines à venir », a fait savoir, le chef de mission du MSF, Romain Gitenet.

L'organisation humanitaire a fait état d'une augmentation significative du monde de cas recensés dans les centres de traitements.

En Haïti des organisations populaires et progressistes ont exigé justice et réparation pour toutes les victimes du Choléra de l'ONU/Minustah. Des études scientifiques ont déjà prouvé que le Choléra propagé en Haïti provient de l'Asie, importé par les soldats népalais des casques bleus de l'ONU.

Honte Absolue : Garry Conille ratifié !

Par Mona Péralte

On s'attendait à ce que les sénateurs, tout comme les députés du reste, approuvent les documents du choix de l'impérialisme en la personne de Garry Conille, fils d'un ancien ministre de Duvalier, le docteur macoute Serge Conille. Aux toutes premières heures du mercredi 5 octobre, il est devenu Premier ministre ratifié, grâce à un vote en accroc à la Constitution. Car il est clair que Conille n'a pas résidé dans le pays pendant 5 années consécutives.

C'est le 5 septembre 2011 que Conille a été désigné par Michel Martelly comme candidat pour la Primature. Il a fait le dépôt de ses pièces le 8 septembre à la chambre basse et le vendredi 16 septembre les députés l'avaient voté à l'unanimité. Après ce vote, une Commission spéciale a été formée au cours de la séance plénière du 20 septembre 2011 au sénat. Elle avait pour membres:

1. Sénateur Dieuseul Simon Desras	Président
2. Sénateur Fritz Carlos Lebon	Rapporteur
3. Sénateur John Joël Joseph	Membre
4. Sénateur Steven I. Benoit	Membre
5. Sénateur François Anick Joseph	Membre
6. Sénateur Moïse Jean Charles	Membre
7. Sénateur Jean Willy Jean Baptiste	Membre
8. Sénateur Nènèl Cassy	Membre

Au terme de son travail, la Commission avait soumis son rapport à l'Assemblée des Sénateurs le 29 septembre 20100 avec certaines recommandations pour vote favorable à l'homme de Bill Clinton : « Honorables Collègues de l'Assemblée, le moment est venu pour nous de prendre une chance, pas pour nous, mais pour Haïti. La patrie est aujourd'hui menacée par des actions illégitimes au sein de l'Administration Publique que seul un gouvernement établi peut arrêter. Toutefois, ce gouvernement aura le souci de l'équilibre démocratique, d'une bonne gouvernance et d'un partage équitable des pouvoirs. De part et d'autre, il faudra accepter la concertation. Haïti d'abord!

Nous sommes tout aussi convaincus, chers collègues de l'assemblée, que le temps est venu pour nous, au-delà de notre petite personne, d'offrir une chance aux générations montantes et de fermer à jamais, chez nous, les portes de l'angoisse.

Il est grand temps de pouvoir dire à nos filles et nos fils que: «Demain ne sera plus comme hier et qu'il leur est permis de reprendre confiance en eux-mêmes et dans leur pays»

Honorable Président, Messieurs les Membres du Bureau, chers Collègues de l'Assemblée, l'installation d'un nouveau Gouvernement en Haïti constitue aujourd'hui une condition sine qua non pour le bon fonctionnement des institutions et l'avancement du pays. Sans avoir la prétention d'avoir accompli une œuvre parfaite, la Commission est convaincue d'avoir fait un travail qui saura répondre à vos attentes.

Nonobstant certains points encore discutables qui ont fait l'objet des débats animés au cours de nos séances de travail au cours desquelles les points de vue contradictoires ont été également appréciés, et tenant compte des impératifs d'une conjoncture nationale dont il faut reconnaître la précarité, la Commission recommande à l'assemblée des honorables Sénateurs de ratifier le choix du Premier Ministre Désigné, Dr Garry CONILLE. Cette commission dans son rapport avait autorisé un vote favorable au Senat de la République »

Le lundi 3 octobre, les sénateurs du groupe majoritaire ont été négocier leur vote et le sénateur Jean William Jeanty a ironisé sur ces négociations qu›il qualifie de



Le sénateur Jean William Jeanty a ironisé sur ces négociations qu'il qualifie de marchandage. Il s'agit d'une distribution de patates à des sénateurs

marchandage. Il s›agit d›une distribution de patates à des sénateurs qui ne sont pas convaincus de la qualification de M. Conille pour occuper la fonction de Premier Ministre a-t-il insisté. Pour sa part, le chef de file de l'INITE, le Sénateur Joseph Lambert, dont le mandat s'achève en 2012, souhaite occuper une poste de ministre dans le gouvernement de Conille. Sans pudeur, il a avancé : « Dans ce régime ou dans un autre, je pense que je peux continuer à servir mon pays comme Ministre de l'une de ces deux institutions... La question de l'environnement m'interpelle sérieusement...»

Le sénateur Joseph Lambert convoite le ministère de l›Environnement et les sénateurs Kelly Bastien et Evaliere Beauplan le ministère de la santé.

Après les décomptes, 15 des 16 membres du G-16 ont voté pour, plus les Sénateurs Youri Latortue (Artibonite, nord) et Edwin «Edo» Zenny (sud-est). Le sénateur Moïse Jean-Charles pour sa part a voté contre, ainsi que Jean William Jeanty (Korenip). Parmi les neuf abstentionnistes figurent les six élus de la plateforme Alternative.

En fait avec Martelly à la présidence et Gary Conille ancien chef de cabinet de l'ex-Président américain Bill Clinton, co-président de la CIRH, à la Primature, c'est de toute façon Bill Clinton qui aura tous les leviers complets du pouvoir en Haiti, ses deux subalternes faisant office de figurants. On ne l'appellera plus coprésident de la CIRH mais Président tout court.

La ratification de Gary Conille : une honte absolue.

Vers une armée de répression contre le peuple

Par Thomas Péralte

Dans un document de 23 pages, le président de la République, Michel Joseph Martelly, sans se préoccuper de débat au niveau national a soumis à l'appréciation de ses patrons de l'International, son plan de sécurité intitulé : « Politique de défense et de Sécurité Nationales » daté du mois Aout 2011. Cette politique de défense et de Sécurité nationale sera exécutée par le « Conseil National de défense et de Sécurité (CNDS) » regroupant toutes les directions des domaines sensibles (frontières, environnement, intelligence, immigration, économiqe, Collectivités Territoriales, services d'identification nationale, Douane, UCREF, ULCC, DGI…) de la vie nationale autour de la nouvelle force publique comme pivot et outil d'exécution sous le contrôle du chef de l'Etat.

Selon ce document, les institutions qui concourent à appliquer la politique de défense et de sécurité de la nation peuvent être nombreuses, cependant les institutions de base demeurent : Le secrétariat exécutif du CNDS, le ministère de la défense et de la protection civile, le bureau du secrétaire d'Etat à la sécurité publique, le Service d'intelligence nationale (SIN) à redynamiser, la Police Nationale d'Haïti et la nouvelle Force Armée.

« Le Conseil National de défense et de Sécurité est une structure politique située au sommet de l'Etat et présidée par le chef de l'Etat. Il est composé du : Premier ministre, des ministres de la défense, de l'Intérieur, de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Economie et des Finances ou toute autre personne désignée par le président. Sa gestion est assurée par un secrétariat général dénommé Secrétariat exécutif du Conseil de défenses et de Sécurité nationale où sont représentées de manière permanente les institutions composant le CNDS.

Dans ce même document, une unité spéciale baptisée : « Service d'Intelligence National (SIN) sera redynamisé et réorienté. Sa mission est de rechercher, regrouper, traiter archiver l'ensemble des informations Collectées par différents entités afin de permettre aux hautes autorités de l'Etat d'avoir une idée exacte de la situation sécuritaire du pays et de prendre des mesures préventives contre des activités susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale.

L'objectif du SIN est de : « 1) Prévenir et lutter contre le [terrorisme]; 2) Prévenir et lutter contre toute forme d'activités et de réseau de trafiquants illégaux de toutes sortes 3) Surveiller les organisations et mouvements extrémistes visant à semer l'anarchie dans le pays ; 4) Prévenir et lutter contre la cybercriminalité ; 6) Surveiller les installations et les sites stratégiques », liton dans le document.

La formation d'un Corps de milices politiques au service du président doit rappeler au peuple haïtien le décret émis par François Duvalier en Avril 1969 interdisant les «doctrines importées», et qui était implicitement une loi anti-communiste pour combattre toute révolte contre la dictature de Duvalier. Aujourd'hui, le projet de Martelly prévoit de combattre soi-disant le terrorisme, les extrémistes, la cybercriminalité et autres.

Au cours du mois d'Octobre, le recrutement des premiers 500 soldats devrait être effectif pour arriver à 3,500, l'effectif prévu pour cette nouvelle force de défense, qualifiée par plus d'un de milice politique de Martelly. Un budget de 95 millions de dollars US est également prévu pour la création de cette force et un montant de 15 millions de dollars étasuniens sera consacré au dédommagement des ex-membres des Forces Armés d'Haïti (FAD'H), alors que des milliers de victimes du Coup d'Etat sanglant du 29-30 Septembre 1991 vieux déjà de 20 ans continuent de revendiquer justice et réparation. Depuis plus de 25 ans, des milliers de victimes du régime dictatorial des Duvalier exigent justice et dédommagement. Des milliers de victimes du séisme de 12 janvier 2010 croupissent toujours sous des tentes un peu partout à la capitale, exposés à la menace d'expulsion forcée. Rien n'est prévu pour toutes ces victimes, mais 15 millions seront mis à la disposition de bourreaux criminels, voilà donc la politique appliquée par le Président Martelly.

Depuis le dévoilement du plan de Martelly de reconstituer les Forces Armées d'Haïti, des réactions ne cessent d'agiter les débats dans divers secteurs tant en Haïti qu'à l'extérieur du pays. Des gens se souviennent de moments noirs, des exactions qu'ils ont subies, des familles exécutées, des personnes estropiées, torturées et d'autres disparues. Pour certains, l'ancienne Force Armée d'Haïti était à l'origine de nombreux actes criminels, assassinats, tortures. Domestiquée par la dictature des Duvalier, elle a été impliquée dans de nombreux Coups d'Etat criminels ou instigatrice de flagrantes violations des droits humains.

« Je suis contre le retour de l'armée, Haïti n'est en guerre avec aucun pays dans les Caraïbes, notre existence n'est pas menacée. Pourquoi dépenser de l'argent dans une entité dont nous n'avons pas réellement besoin ? a soutenu un critique.

D'autres vont plus loin : « Martelly propose l'armée comme solution aux problèmes de sécurité en Haïti en remplacement de la Minustah. Moi, j'ai été à Rio de Janeiro et à Mexico, villes de deux (2) pays dotées d'une armée professionnelle, et j'ai constaté que la situation sécuritaire est pire qu'en Haïti», avance un compatriote. Un autre Haïtien, victime directe des actes criminels des membres de l'ancienne armée a déclaré à son tour : « Pour avoir été personnellement victime des actions inconsidérées des criminels de l'ancienne Force Armée d'Haïti, nous sommes de ceux-là qui la détestent. Mais nous sommes pour le renforcement des unités spécialisées de la Police Nationale d'Haïti pour assurer la surveillance de nos frontières et maintenir l'ordre public. »

L'ancienne candidate à la présidence, Mirlande Manigat fixe également sa position en ces termes : « maintenant, il faut se poser la question fondamentale, est-ce que pour la sécurité des citoyens, nous avons besoin d'une force militaire qui est différente : les militaires on leur apprend à faire la guerre, c'est pour ça qu'on entraine les militaires. Tandis que les policiers, on leur apprend à maintenir l'ordre public, à porter secours, à avoir des contacts avec la population civile. Les militaires n'ont pas de contact avec la population civile. Nous avons pris position et nous avons dit que l'armée qui existait [n'était] pas bonne. Vous ne pouvez pas avoir une armée contre la population… », a-t-elle indiqué.

Pour les secteurs ouvriers et paysans, la nouvelle force armée de Martelly qui sera directement placée sous le contrôle du président de la République va être une force de répression en plus contre le peuple haïtien dans la lutte contre l'exploitation et pour la possession de la terre. Les organisations populaires et progressistes du mouvement social haïtien d'ores et déjà qualifient cette nouvelle force de milice politique de Martelly qui aura pour mission réelle de réprimer toute forme de protestation populaire et de mettre la presse sous contrôle. Ce sera une menace pour les libertés publiques.

Après plus de 25 ans de lutte contre toute force répressive et 7 ans de bataille contre les forces d'occupations de l'ONU, le peuple haïtien qui continue la lutte pour la récupération de sa souveraineté nationale ne veut pas non plus se laisser imposer une autre force assoiffée de sang et de vengeance que l'armée d'Haïti. Le projet de reconstitution de cette force entend en faire une entité centrale du gouvernement, une institution étatique répressive contre les masses défavorisées, à la manière des anciennes Forces Armées Haïtiennes.

Un rejeton de Michel Martelly fait appel à son père

Il s'appellle Patric Alfredo Martelly. Il est âgé de 21 ans, ne sait apparemment ni lire ni écrire. Il vit en République dominicaine dans le quartier de Los Cocos de Enriquillo dans le sud de la République dominicaine, non loin de Barahona et il affirme qu'il serait le fils du président de la République d'Haïti, Michel Joseph Martelly qui ne l'a pas officiellement reconnu. C'est ce que le jeune Alfredo Martelly a rapporté lors d'une entrevue accordée au journal dominicain Listin Diario. Ce rejeton du président serait le produit d'une liaison entre son père Michel Martelly et sa mère, une dominicaine, aujourd'hui décédée, du nom de Magdalena Garó.

Selon le Listin Diario, Patric Alfredo Martelly Garó détiendrait une pièce d'identification mentionnant qu'il est né en Haïti le 9 février



Patric Alfredo Martelly Garó.

1990, de père musicien avec Martelly comme nom de famille. La mère serait décédée peu de temps après avoir emmené son fils, âgé de 5 ans, en République dominicaine. Le jeune homme, fils présumé du président élu avec moins de 20% des voix de l'électorat attend du président Martelly « *Qu›il vienne se soumettre à un test d›ADN. Ce qui m›intéresse, c›est confirmer ce que ma mère a toujours répété et cela, bien avant que Martelly devienne président d›Haïti* ».

Le quotidien dominicain rapporte que peu de temps après le décès de la mère de fiston Martelly, une femme du nom de Marie Gué, qui serait une amie du musicien Sweet Micky, s'était rendue en République dominicaine à la recherche de l'enfant. A quelles fins ? Le journal ne le mentionne pas. Alors la balle est dans le camp de Martelly qui – il ne faut pas l'oublier– est passionné de foot et de scolarité gratuite.

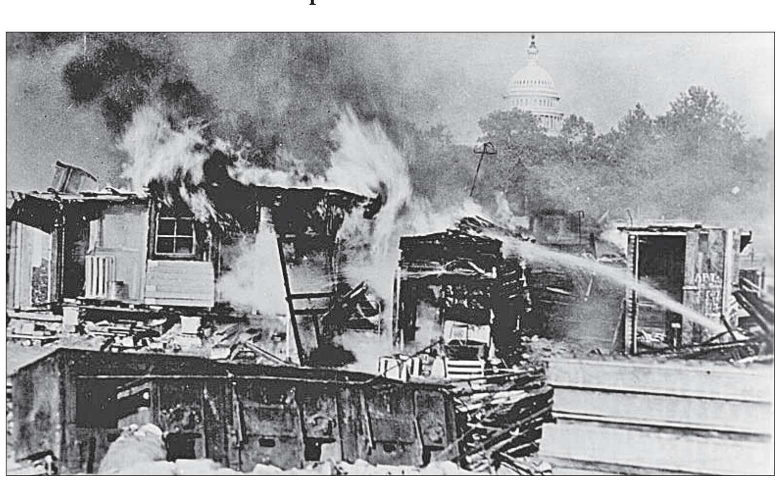
A bas messieurs les sénateurs, laissez bouillir la marmite !

Par Fanfan La Tulipe

Au répertoire des chansons politico-goguenardes de ma grand-mère maternelle, j'en ai puisé une remontant à l'époque des empoignades entre firministes-progressistes et tontonnordistes-bacouloutistes. Grand-mère chantait alors : *aba mesye lèsenatè, lese mamit la bouyi, e kan vyann lan di, fò w lese li lage*. La granmounn ne livrait pas tous ses secrets, encore moins ses analyses de «la conjoncture», cette interminable conjoncture en dents de scie qui ne finit pas de détruire le pays. Mais je suis porté à imaginer que du côté des firministes, l'idée était qu'il fallait laisser bouillir la marmite conspirationniste pour faire ramollir le crétinisme politique ambiant, jusqu'à déboucher sur une république à sortir des chemins rocailleux et trop accidentés de la politicaillerie à la Boisrond Canal, à tirer du «*fonctionnement despotique des institutions, du manque de formation politique des élites, de la gestion calamiteuse des finances publiques qui confine à l›économie de rapine*».



Hier c'était le «printemps arabe», est-ce que dès aujourd'hui commence à nous hanter le spectre d'un «hiver américain» ?



Campement de la Bonus Army en feu à Washington DC, suite à la violence de l'armée (1932)

La marmite des vétérans américains de la «Bonus Army»

La **Bonus Army**, aussi nommée **Bonus March** était un rassemblement d'environ 20.000 **vétérans américains de la Première Guerre mondiale**, y compris leurs familles. Ils manifestèrent du printemps jusqu'à l'été **1932** pour demander le paiement immédiat de primes, de bonus qui leur avaient été concédés dans le cadre de la loi dite du *World War Adjusted Compensation Act* de 1924. Ces primes sous forme de certificats, ne devaient être payables, en principe, qu'en…1945, soit 21 ans plus tard. Or, ces vétérans étaient en majorité des sans-abri. Il y avait donc là une marmite qui allait finir par bouillir à grande *jèd*.

En effet, lors de la Grande Dépression, les vétérans mangeant la vache enragée, convergèrent sur Washington, D.C, avec leurs familles pour demander que la date des paiements fût avancée. L'octroi de ce « bonus » était urgent. Le retraité du Corps des Marines, le major général Smedley Butler, l'une des figures militaires les plus populaires de l'époque, visita le camp pour soutenir les efforts des Vets et les encourager. Pourtant, le 28 Juillet 1932, le procureur général américain William D. Mitchell ordonna l'évacuation des vétérans de toutes les propriétés du gouvernement. La police de Washington rencontra beaucoup de résistance; même des coups de feu furent tirés et deux anciens combattants furent gravement blessés. Ils devaient décéder par la suite.

Le président Herbert Hoover ordonna alors à l'armée de faire évacuer par la force le campement des anciens combattants. Le chef d'état-major, le général Douglas Mac Arthur se mit à la tête de l›infanterie et de la cavalerie avec l'appui de six tanks. Il était assisté de deux militaires qui par la suite allaient devenir célèbres en Europe : Dwight Eisenhower et George Patton. Après la charge par la cavalerie, l›infanterie entra dans le camp, baïonnette au canon, lançant du gaz émétisant à l'arsenic, expulsant brutalement les anciens combattants, leurs familles et leurs supporters. Les vétérans fuirent en désordre en traversant la rivière Anacostia vers un plus grand campement.

Le président Hoover ordonna d'arrêter l›assaut. Cependant le général MacArthur, obsédé par l'idée que la «Bonus Army» était une tentative communiste de renverser le gouvernement américain, ignora l'ordre présidentiel et ordonna une nouvelle attaque. Cinquante-cinq anciens combattants furent gravement blessés et 135 arrêtés. Les manifestants de la Bonus Army ainsi que leurs épouses et leurs enfants furent sauvagement chassés du campement, leurs abris et biens brûlés. La femme d'un vétéran eut une fausse couche. Deux bébés dont l'un de 12 semaines, Bernard Myers, décédèrent à l›hôpital par asphyxie causée par les gaz à l'arsenic. Une enquête gouvernementale rapporta que Myers était mort… d›une entérite. Le bilan final fut lourd avec plus de 1 000 blessés. L›opinion publique fut critique vis-à-vis des décisions politiques et de la répression militaire. Mais les hommes en kaki restèrent à leur poste, *djanm*.

A bas Hoover ! A bas Mac Arthur ! Eux qui n'ont pas voulu laisser bouillir la marmite. Ces messieurs avaient peur de voir la casserole des revendications des vétérans chauffer jusqu'à ce qu'une grande explosion sociale fasse tâche d'huile et mette le système à genoux. Ils choisirent de laisser en l'état la viande des justes demandes des anciens combattants, de ne pas la laisser ramollir, *pa kite l lage*, pour que les exploités de la société américaine ne viennent goûter au bouillon socialo-communiste. *Anpil zonbi ta leve kanpe*. C'est finalement sous le mandat du président suivant, **Franklin Delano Roosevelt** que le « bonus » devint une réalité dès 1936.

La marmite des manifestants anti-Wall Street à New York

On sait que l'appel du magazine canadien anticonsumériste *Adbusters* et du groupe de désobéissance civile *Anonymous* à protester contre les excès du capitalisme à Wall Street est à l'origine des manifs des «indignés» de Manhattan, NY. Depuis deux semaines, des militants du mouvement «Occupons Wall Street» campent à Liberty Plaza, dans le quartier de la finance. C'est là qu'une manifestation a débuté dans l'après-midi du samedi 1er octobre.

Des centaines de personnes se sont ensuite dirigées vers le pont de Brooklyn, selon la police qui a précisé que la majorité des manifestants étaient restés sur le trottoir, sans incident. Des manifestants arboraient des pancartes écrites à la main incitant à «en finir avec la Fed», la Réserve fédérale, ou à braquer des «bombes au poivre sur Goldman Sachs», grande banque d'investissement new-yorkaise mise en cause pour son rôle dans la crise des «subprimes» ou emprunts à risque, qui a dégénéré en crise économique générale en 2008.

Les manifestants «ont bloqué pendant deux heures la circulation sur le pont de Brooklyn, en direction de Brooklyn», a expliqué un porte-parole de la police new-yorkaise, contredisant une déclaration antérieure. En dépit du caractère pacifique de la manifestation, «plus de 700 personnes ont été arrêtées. La plupart pour «atteinte à l'ordre public»». Langue de bois bien connue des agents de l'ordre, à New York comme à Londres, à Port-au-Prince comme à Athènes. Certains des manifestants ont été relâchés après quelques heures tandis que d'autres devaient être détenus 24 heures ou faire l'objet de poursuites, a-t-on indiqué de source policière.

Une semaine plus tôt, la police newyorkaise en avait arrêté 80. Mais au lieu de les intimider, la police semble au contraire avoir dynamisé les «indignés de Wall Street». En deux semaines, le mouvement avait pris de l'ampleur à New York où une marche vers le quartier général de la police avait rassemblé près de 3000 personnes vendredi. Plusieurs syndicats de la ville se sont ralliés pour la première fois aux manifestants. Les manifestations s'étendent aussi depuis quelques jours dans d'autres villes des États-Unis. Boston, Los Angeles, Seattle, Tampa, Chicago ont déjà leur «Occupy» locaux.

Ces militants d›«Occupons Wall Street», s›inspirant des mouvements pro-démocratiques du printemps arabe, campent dans ce parc du sud de Manhattan pour traduire leur «mécontentement provoqué par l›actuel climat politique et économique», pour faire bouillir la marmite. La viande wallstreetienne est trop dure à mâcher. *Fò l lage*. «Nous sommes de toutes les races, de tous les sexes, de toutes les croyances. Nous sommes la majorité. Nous sommes les 99%. Et, nous ne voulons plus être silencieux», ont expliqué les «occupants» de Wall Street sur leur site internet (www.occupywallst.org) où les manifestants se présentent comme des représentants «des syndicats, des étudiants, des enseignants, des familles et des sans-emploi».

En 2009, **le scandale AIG * ne quittait plus les gros titres de la presse américaine. Sauvé à coups de milliards par le gouvernement, l'assureur avait décidé de verser 165 millions de dollars de bonus à ses dirigeants. La Maison blanche avait** alors vu rouge. Dénonçant "*l'outrage*» fait aux contribuables, Barack Obama avait demandé à son administration «*d'user de tous les moyens légaux*» pour bloquer le versement de ces primes. **Hélas !** Wall Street bouffe encore l'argent des pauvres. Des paroles en l'air à la Préval. Les «occupants» de Wall Street veulent que finisse la valse des bonus mirobolants alors que le gros de la population ne sait plus à quel saint se vouer.

A bas messieurs les sénateurs, à bas les membres du Congrès qui ont voté quatre plans de sauvetage successifs en faveur de AIG, entraînant la mobilisation de plus de 170 milliards de dollars de fonds publics ! Les manifestants veulent voir la marmite bouillir davantage pour que ça pète de partout, *pou vyann koripsyon an lage*, pour que le contribuable américain puisse enfin respirer un peu, pour que le rêve américain cesse de tourner au cauchemar, pour que tout l'argent jeté en Afghanistan par les fenêtres d'un gaspillage éhonté et effréné revienne aux masses nécessiteuses, à cette mythique «middle class» réduite à une peau de chagrin, pour qu'enfin 1% de la nation n'ait plus à vivre de l'exploitation et de la mystification des 99%.

A bas messieurs les sénateurs, députés, dirigeants, membres inutiles de la société civile, ministres repus et corrompus de tous les pays du monde qui ne veulent pas laisser la marmite bouillir parce que transis de peur, peur de voir les masses se mobiliser autour de revendications justes dont l'une d'entre elles est de *lese vyann nan lage*, pour qu'elle soit bien cuite, pour que tous puissent en trouver et manger à leur faim, pour que chaque aube ne soit plus le prolongement d'une nuit de désespérance et de misère froide. *Vyann nan fenk kòmanse lage* à Manhattan et ailleurs aux Etats-Unis.

Hier c'était le «printemps arabe», est-ce que dès aujourd'hui commence à nous hanter le spectre d'un «hiver américain» ?

NDLR. * L'**American International Group, Inc**. (**AIG**) est un leader mondial de l'assurance et des services financiers. Son réseau s'étend à plus de 130 pays.

Mobilizasyon pou fòse otorite yo respekte dwa pou moun jwenn kay nan peyi Dayiti

Nan okazyonn jounen mondyal lojman ak mobilizasyon kont tout fòm degèpisman, lendi 3 Oktòb 2011 lan, Kolektif Oganizasyon k ap defann dwa lojman, te akonpanye yon santèn viktim tranblemann tè 12 janvye 2010 la, k ap viv jouk jounen jodi a nan Kan deplase entèn yo, toupatou nan kapital la, nan yon Sitin yo te fè devan lokal ministè Afè Sosyal la ak Travay la. Objektif Sitin sa a se te mande otorite yo nan peyi a kanpe sou tout fòm represyon ak ekspilsyon fòse k ap fèt sou moun nan Kan yo. Mande dirijan yo aplike atik 22 manman lwa peyi a, ki di : « Leta rekonèt dwa pou tout moun jwenn bon jan kay pou yo viv ak diyite. » Mande palmantè yo mete kòb nan bidjè ministè Afè Sosyal pou EPPLS ka jenn mwayen pou konstwi bon jan kay bay moun k ap viv anba tant yo depi plis pase 20 mwa.

Manifestan yo ki te anviwon yon santèn te sòti nan divès Kan nan kapital la, tankou : Kan Imakile, nan Site Solèy,, kan Babankou 17, sou wout Ayewopò a, OIM te degèpi moun sa yo, pran yo al lage yo nan lakou komisarya Delmas 33 a kouwè chyen, kote yo te pase plizyè jou san manje. Manifestan yo te bloke devan ministè a, machin pa ka ni monte ni rantre nan ministè a ni pase devan l pandan 1nèd tan. Bandwòl ak pankat nan men yo, pwotestatè yo t ap chante : « Bon jan kay pou nou rete, nou bouke anba tant, nou bouke. Mare vant nou, nou pa ka sipòte prela ankò, nou pa ka viv nan chèltè, nan kalòj, nou pa pijon. Lè w boule tant nou, ki kite w voye n, lè w mete n deyò, ki kote w voye n, ki kote n prale. Anmwey, nou rele anmwey, pèp la anba tant, Martelly ap boloze, Minustah ap touye moun. Ministè Afè Sosyal, EPPLS pran responsabilitew.. »

Sou pankat yo tout moun t ap li : « Jistis ak reparasyon pou deplase yo. Aba Clinton ! Aba CIRH, Aba prela, Aba Chèltè ! Clinton se yon nouvo raketè. Aba Leta pèpè ! Pa gen libète nan byenèt, pa gen byenèt san bon jan kay pou tout moun, san diskriminasyon. ONG nou pa pè w, bann sousè, piyajè, piyay la pral fini tande. Kan Imakile mande Leta aplike atik 22 konstitisyon 1987 la. Afè Sosyal pran responsabilite w. » Nan fen sitin nan, òganizatè yo te pote yon lèt remèt minis Afè Sosyal la mande l pou l pran responsabilite l nan dosye plis pase 650 mil Ayisyen k ap viv anba tant, moso twal sal, vye fèy tòl, nan labou, dlo santi, kote Kolera ap fè yo menas chak jou.

N ap raple nan mwa septanm lan, sou plas Fyète nan Site Solèy, lapolis te debake, sou pretèks y ap chache bandi, bat moun, yo kraze tant, met dife nan tant viktim yo. IOM te debake sou plas Babankou 17 sou wout ayewopò a pran tout moun sa yo al lage yo nan komisarya Delmas 33. Tout sa yo se ekspilsyon fòse k ap fèt sou viktim 12 janvye yo nan Kan yo.

Yon lòt kote, platfòm sosyal Je nan Je ki regroupe 10 òganizasyon andedan peyi a lanse yon kanpay ki sòti 26 septanm pou 7 Oktòb sou pwoblematik kay tè nan peyi Dayiti. Nan sans sa a, Kowalisyon Rejyonal òganizasyon Sidès yo (KROS) ak Fanm Deside te òganize yon mach dimanch 2 oktòb la nan vil Jakmèl (Sidès) ki te reyini kèk santèn moun pou egzije Leta garanti dwa pou moun jwenn bon jan ka yak tè nan peyi dayiti. Mach sa a te demare nan zòn Meyè pou l t al fini nan vil Jakmèl, patisipan yo te mache anviwon 4 kilomèt ak pankat nan men yo, kote yo te denonse ONG yo k ap fè milyon sou do viktim 12 janvye yo ak MINUSTAH k ap touye moun nan peyi a.

KONAMAVID mande jistis ak reparasyon pou tout fanm viktim Koudeta 91 yo

Kòdinasyon Nasyonal Fanm Viktim Koudeta sanglan 29-30 septanm 91 lan, nan yon konferans pou laprès vandredi 30 Septanm lan, kontinye ap egzije jistis ak reparasyon pou tout fanm lame kriminèl Cedras ak Michel François te touye pandan tout peryòd Koudeta a. Fanm yo mande lajistis peyi Dayiti fè travay li, jije kriminèl yo k ap manifeste volonte yo pou retounen sou pouvwa ak tout enstriman kriminèl yo kouwè : Lame ak kò milis yo pou vin kontinye teworize pèp ayisyen an. « 30 septanm1991, 30 Septanm 2011 sa fè 20 lane depi yon pakèt atoufè san fwa ni lwa te touye mari nou, pitit nou, kouche nou epi fè pitit nou kouche nou, poutèt nou pat dakò ak koudeta a.

Eske pa dakò ak koudeta 30 Septanm 91 lan se yon krim oubyen yon peche mòtèl ? Nou menm fanm KONAMAVID, revandikasyon nou depi 20 lane se jistis ak reparasyon.

Eske nou jwenn jistis ak reparasyon ? Non. Kilè ? Kijou n ap rive jwenn jistis ak reparasyon vre ? Eske se Bondye k ap repare nou oubyen k ap fè nou jwenn jistis n ap chèche a. Kòm nou konnen jistis Bondye se kabwèt bèf, yon jou nap jwenn jistis la kanmenm. Ekip ki te fè koudeta 91 lan ki te touye plis pase 5000 moun, ki rezilta yo t ap tann ? Ekip ki te fè koudeta-kidnapin 29 Fevriye 2004 la ki te touye plizyè milye moun nan, ki rezilta yo tap tann ? Se retounen ak makout ki te touye nou yo ! Se vini ak Minustah-Kolera-Kadejakè pou touye pèp ayisyen an, vyole jenn fi ak jenn gason nou yo. San nou pa bliye prezidan Fondasyon Trent Septanm, Lovensky Pierre Antoine ki disparèt, nou pa wè jis jounen jodi a nou poko janm jwenn li. Ansanm ak anpil lòt moun nan katye popilè yo tankou : Bèlè, Site Solèy, Solino, Matisan, elatriye, fòs fènwa ak fòs okipan yo touye e disparèt.

Nou menm fanm KONAMAVID ak fanm lòt òganizasyon yo, aprè kriminèl yo te fin boule kay nou, detwi jaden nou jiska prezan pitit nou pa ka ale lekòl, n ap dòmi nan lari, n ap mande jistis ak reparasyon .Men sèl garanti nou genyen se lidè nou an ki te akonpaye nou, e n ap kontinye batay la ak li jodi a, ki te pase 7 lane an egzil, li retounen e nou konnen avèk prezans Jean Bertrand Aristide nou espere n ap jwenn jistis ak reparasyon. Nou menm Fanm KONAMAVID ak tout lòt fanm viktim yo jounen jodi a, nou sèmante 7 fwa 77 fwa, nou pa dakò e nou pap janm dakò pou makout ak Lame kriminèl san manman gwo peyi enperyalis yo retounen sou pouvwa ankò. Fòk kriminèl yo jije epi ba nou jistis ak reparasyon.

Nou menm fanm viktim yo nou mande : Jistis ak Reparasyon pou fanm yo ! Viv lit fanm yo! Rèv fanm yo paka mouri fòk nou kontiye lit la jiskaske nou jwenn viktwa final la.

Peyi a fin tounen yon savann anba titèl entènasyonal la fòk nou mete fen nan sa!



Chèf sivil Minista Mariano Fernández Amunátegui ak Martelly, Amunátegui gen pouvwa yon gouvènè jeneral epi li ka foure bouch li nan tout sektè estratejik Leta a.

Mwa sa a n ap fè bilan MINISTA nan peyi a. Sòti 1993 rive 2007, Konsèy Sekirite ONU an pran 25 rezolisyon sou sitiyasyon Ayiti a. Li voye 4 misyon pou kenbe lapè nan peyi a. Misyon kenbe lapè yo fèt an jeneral pou: 1e) evite akochay ant 2 Leta; 2e) fè pwomosyon demokrasi nan yon peyi; 3e) fè respekte dwa moun nan yon nasyon. Men, misyon Konsèy Sekirite voye nan peyi a an 2004 la, MINISTA a, sou baz rezolisyon 1529 la, ki swadizan dwe kreye yon anviwònman sekiritè ak estab nan peyi a, se yon veritab titèl li mete sou Ayiti. Chèf misyon an gen pouvwa yon gouvènè jeneral epi misyon an ka foure bouch li nan tout sektè estratejik Leta a. Sèt (7) lame titèl Meriken-MINISTA a fè Ayiti tounen yon peyi lòbèy.

Depi plis pase 2 lane, eskandal koumanse pete tanzantan andedan kan twoup militè MINISTA yo. Bri ap kouri sou twoup sa yo, sou jan yo enplike nan trafik dwòg ak zam nan peyi a. Lè se pa pitit malere y ap antrene nan move mès, nan dwòg ak nan detounman minè, se dechè kontamine yo lage nan flèv Latibonit ki gaye kolera, ki pat ekziste an Ayiti, nan kò popilasyon an toupatou. Ka ki pi grav la se kadejak sòlda irigweyen yo fè sou yon jèn gason 18 lane nan Pò Sali. Fwa sa a, gen prèv kidonk ONU blije rekonèt briganday la.

MINISTA a ta sipoze ede Ekzekitif peyi a nan estabilize Leta a ak sitiyasyon politik la. Sou Boniface-Latortue, sitiyasyon sekirite a te degrade nèt ak krim epi kidnapin. Preval te negosye ensekirite a ak bandi yo; li te fè yon ti bese. Apati ane 2009 la, ensekirite a rekòmanse pi rèd. Nan menm epòk la, enstitisyon Leta yo rekòmanse ap degringole. MINISTA ak pouvwa Preval la, apre tranbleman tè a, enpoze nasyon an yon eleksyon ki te yon veritab maskarad. Depi lè pouvwa Martelly a monte, ensekirite a ak gagòt nan Leta a rekòmanse pi bèl.

Meriken bat pou se Nasyonzini ki pran tèt misyon an isit, paske depi koumansman ane 1990 yo se li ak Inyon Ewopeyèn ki te gen kontwòl ONU. Sekretè jeneral ONU an, sou bò pa l, nonmen Bill Clinton kòm reprezantan espesyal li an Ayiti. Se yon veritab gògmagòg pou youn ede lòt mete pye sou kou peyi a pandan anpil nan dirijan lakay yo ap fè lajan sou do nou. Tranblemanntè a pote yon okazyon bab ak moustach ba yo. Nan kouri prese, yo fòse gouvènman ak palman an monte yon CIRH ak Clinton nan tèt li. Plis pase 2 milya dola èd entènasyonal la pou ijans imanitè ak rekonstriksyon pase pa CIRH. Men se pa anyen serye k ap regle ; se lajan y ap simaye bay zanmi yo ki gen gwo konpayi ak gwo ONG. Dènye kou ki fè tout popilasyon an espanta se lè Prezidan Martelly, apre li fin mande pou pwolonje manda CIRH la, nonmen menm Bill Clinton sa a nan tèt yon lòt komisyon prezidansyèl sou kesyon envestisman nan peyi a.

Lapolis ki ta sipoze garanti sekirite piblik nan peyi a, meriken vle se yo sèl ki pou mete direktè jeneral nan tèt li ; MINISTA sipoze ba l akonpayman. Men, apre 16 lane ekzistans, se non kò lapolis PNH la pote. Fòmasyon yo bay polisye yo pa adapte ak reyalite peyi a ; chak enstriktè, suivan nasyonalite l, gen tyala pa l. Pa gen chèn kòmandman nan mitan PNH la ; dilè dwòg pran l an otaj ; se ak kout lajan polisye yo pran grad ; komisè ki nan tout kalite trafik ap separe sa yo fè a ak direktè jeneral la. Dènye eskandal ki pete a se konfli ant direktè jeneral la ak enspektè jeneral an chèf la sou zak kriminèl komisè Petyonvil la.

Tout brigandaj sa yo nan Leta ak nan sosyete a se siy titèl meriken-MINISTA a echwe an Ayiti.

Si, ane pou ane, 200 lane apre endepandans peyi a, an 2004 nou antre anba titèl, se paske majorite elit ekonomik, politik ak entèlektyèl yo trayi kòz nasyonal la depi lanmò Lanprè Dessalines epi enstale yo nan yon mantalite depandans vizavi kominote entènasyonal la. Mantalite sa a koumanse parèt apati lane 1820 yo. Li devlope ak premye okipasyon meriken ant 1915 ak 1934 epi li vin ranfòse ak pouvwa Duvalier yo ant 1957 ak 1986 pou tounen yon mantalite restavèk ki gaye nèt depi lè a nan mitan majorite sektè nan elit yo.

Majorite elit ayisyèn yo, espesyalman oligachi a, genyen yon rejè pou pèp la. Yo kenbe pèp la nan yon sitiyasyon ki se ti frè lesklavaj. Yo pa sou kreye yon veritab nasyon avè l. Yo vag devan efondremam Leta a ak degradasyon akselere peyi a. Se rezon sa yo ki esplike se yo menm ki rele kominote entènasyonal la pou vin mete peyi a anba titèl, pou ba yo pwoteksyon epi garanti enterè mesken pa yo.

Meriken ak Nasyonzini echwe ak titèl yo a an Ayiti. Titèl la fayi sou plan sekirite ak estabilite Leta a. Titèl la fè zewo bare sou plan ekonomik: pwodiksyon yo gen tandans bese; yo pa rive genyen okenn relans. Titèl la nil sou plan sosyal ak imanitè : grangou, lavi chè, ensekirite ak lamizè se tribilasyon majorite popilasyon an.

Jodia, patriyòt yo, pwogresis yo pa kapab se nan radyo ak nan televisyon y ap suiv mouvman manifestasyon etidyan yo ak moun nan zòn ki viktim yo kont titèl Meriken-MINISTA a. Yo gen pou misyon ak devwa ede popilasyon an devlope yon estrateji batay initè pou kapote titèl la. Sa k ap pèmèt nou reprann Leta a anmen ak rekonstwi l pandan n ap sòti ekonomi an nan liberalizasyon ki anpeche l devlope epi garanti sosyete a rejwenn diyite l.

Jean Jacques AINÉ
Santinèl pèp la # 6



Il faut retirer les forces d'occupation d'Haïti



La Minustah est formée de plus de 12 mille soldats et policiers, qui pour 40 pour cent proviennent de neuf pays latino-américains

Par Raúl Zibechi

Cette semaine le Sénat haïtien s'est prononcé à l'unanimité en faveur du retrait de toutes les troupes d'occupation de la Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (Minustah) à partir du 15 octobre 2012. Une deuxième résolution réclame une réparation pour les 6 mille 200 victimes du choléra qu'a provoquées la Mission et pour les centaines de personnes qui ont été l'objet d'agressions sexuelles.

Cette résolution, qui n'est pas contraignante pour le Pouvoir exécutif, se produit en pleine crise politique et sociale, avec des manifestations quotidiennes contre la présence de la Minustah. La diffusion sur Youtube.com d'images où apparaissent des soldats uruguayens en train de violer un jeune Haïtien a déchaîné une vague de protestations avec à leur tête les étudiants qui manifestent le rejet de la société à l'endroit des troupes d'occupation.

Les responsables de la Mission, en particulier le gouvernement du Brésil, ont opté pour un retrait graduel de l'île, ce qui implique la reconnaissance tacite de leur échec total. La Minustah est formée de plus de 12 mille soldats et policiers, qui pour 40 pour cent proviennent de neuf pays latino-américains, la majeure partie de gouvernements qui s'autodéfinissent comme progressistes. Les deux plus grands contingents, avec plus de mille soldats chacun, appartiennent au Brésil, qui dirige la Mission, et à l'Uruguay.

Bien que le président uruguayen José Mujica se soit excusé face à l'État haïtien, il a assuré que c'était un fait isolé. Cependant, le Réseau national de défense des droits humains a émis un communiqué le 4 septembre où il fait état de dizaines d'abus des Casques bleus contre la population depuis leur arrivée dans l'île le premier juin 2004, suite à l'invasion franco-étatsunienne qui a renversé le président légitime Jean Bertrand Aristide.

Comme il arrive dans ces cas, les cinq soldats uruguayens ont été jugés dans leur pays et non pas en Haïti, étant donné que les Casques bleus sont au-dessus de la législation haïtienne. Les cas restants qui incluent des viols, meurtres et agressions y compris, causés par des policiers haïtiens, restent dans l'impunité.

Un article récent de deux sociologues et militants haïtiens, Michaëlle Desrosiers et Franck Seguy, signale que la Mission de l'ONU utilise le viol comme arme de guerre et qu'elle humilie, exploite et soumet les plus pacifiques, ceux qui n'entrent en contact avec elle que pour garantir leur survie, ou simplement parce qu'ils sont pauvres.

L'étude montre les différences entre l'occupation d'Haïti par les États Unis, entre 1915 et 1934, et l'actuelle dirigée par des troupes de gouvernements progressistes. Dans la première la répression frappait indistinctement noirs et mulâtres, riches et pauvres, ce qui avait mené à la formation d'un ample front social interclassiste contre l'occupation. À présent les choses sont plus subtiles et, conformément aux nouveaux temps globaux, les envahisseurs répriment presque exclusivement les plus pauvres, pour s'assurer la légitimité auprès de la bourgeoisie haïtienne et de

Suite à la page (16)

Haïti, un pays occupé !

Par Eduardo Galeano

Consultez n'importe quelle encyclopédie. Cherchez à savoir quel fut le premier pays libre d'Amérique.

Vous recevrez toujours la même réponse: les Etats-Unis. Mais les Etats-Unis ont déclaré leur indépendance quand ils étaient une nation de 650 000 esclaves, qui sont restés esclaves pendant un siècle, et dans sa première constitution il a été établi qu'un Noir était l'équivalent de trois cinquièmes d›une personne.

Et si vous demandez à n›importe quelle encyclopédie quel a été le premier pays à abolir l›esclavage, vous recevrez toujours la même réponse: l›Angleterre. Mais le premier pays à abolir l›esclavage n›était pas l›Angleterre, mais Haïti, qui expie encore le péché de sa dignité.

Les esclaves noirs d'Haïti avaient vaincu la glorieuse armée de Napoléon Bonaparte et l'Europe n'a jamais pardonné cette humiliation. Pendant un siècle et demi, Haïti a payé à la France, une gigantesque indemnité pour être coupable de sa liberté, mais même cela n'a pas suffi.

Cette insolence des Noirs continue de faire mal aux maîtres blancs du monde.

De tout cela, nous savons peu ou rien.

Haïti est pays invisible.

Elle est devenue célèbre seulement lorsque le séisme de l'année 2010 a tué plus de 200 000 Haïtiens.

La tragédie a fait que le pays occupe, de façon fugace, le devant de la scène des médias.

On ne connaît pas Haïti pour le talent de ses artistes, magiciens de la ferraille capables de transformer des déchets en beauté, ni pour ses actes héroïques dans la guerre contre l'esclavage et l'oppression coloniale.



Jusques à quand les soldats étrangers continueront-ils de rester en Haïti? Ils y sont venus pour stabiliser et aider, mais voilà sept ans qu'ils n'apportent aucune aide et qu'ils sont en train de déstabiliser un pays qui ne veut pas d'eux

Cela vaut la peine de le répéter une fois de plus, pour que les sourds entendent : Haïti a été le pays fondateur de l'indépendance de l'Amérique et le premier à mettre l'esclavage en déroute dans le monde.

Elle mérite beaucoup plus que la notoriété née de ses malheurs.

Actuellement, les armées de plusieurs pays, y compris le mien, continuent d'occuper Haïti.

Comment justifier cette invasion militaire? En affirmant que Haïti met en danger la sécurité internationale.

Rien de nouveau.

Tout au long du XIXe siècle, l'exemple d'Haïti a été une menace pour la sécurité des pays qui pratiquaient encore l'esclavage. Thomas Jefferson l'avait déjà dit : la peste de la rébellion vient d'Haïti. En Caroline du Sud, par exemple, la loi permettait de mettre en prison tout marin noir, pourvu que son navire fût accosté dans le port, à cause du risque qu'il pourrait répandre la peste antiesclavagiste. Et au Brésil, cette peste s'appelait haïtianisme.

Déjà au XXe siècle, Haïti considérée comme un pays dangereux pour les créanciers étrangers a été envahie par les Marines. Les envahisseurs ont commencé à s'emparer de la douane et ils ont remis la Banque Nationale à la National City Bank de New York. Et comme ils y étaient, ils y sont restés pendant dix-neuf années.

Le poste frontalier entre la République dominicaine et Haïti s'appelle Le mauvais passage.

Suite à la page (16)

Faut-il une nouvelle force armée en Haïti ?



Jamais, depuis sa création par les États-Unis d'Amérique, pendant la période de l'occupation d'Haïti (1915-1934), cette Garde d'Haïti, devenue sous la présidence de François Duvalier, Forces Armées d'Haïti (FAD'H), n'aura eu une quelconque utilité pour la collectivité nationale

Par Catherine Charlemagne

S'il y a une chose qu'on ne peut reprocher au Président de la République, Michel Joseph Martelly, c'est d'être constant dans son projet de rétablissement de l'armée en Haïti. C'était l'une de ses promesses de campagne, lors de l'élection présidentielle de 2010. Certains disent qu'il a fait de ce dossier une idée fixe tant qu'il s'obstine à le réaliser le plus vite possible. Il est même persuadé que ce sera sa part dans l'histoire haïtienne. Au moment où tout le monde l'attendait sur la rentrée des classes en ce mois d'octobre, dans le plus grand secret, le chef de l'Etat, entouré de ses conseillers, travaillait sur le projet de sa Nouvelle Armée d'Haïti. Quel sera le véritable nom de cette nouvelle force armée appelée à prendre en charge la sécurité du territoire national ? Pour le moment mystère.

En tout cas, depuis que l'affaire est apparue, d'abord dans le *New York Times* et l'*Associated Press* ensuite dans la presse haïtienne, les débats vont bon train. Tout le monde y va de ses commentaires. Des anciens officiers de l'armée se sont exprimés, donnant leur avis sur le fond et la forme de ce projet intitulé : « *Politique de Défense et de Sécurité Nationale* » dont nous nous sommes procuré une copie. Les politiques ne sont pas en reste. Certains responsables de Partis conseillent au Président de la République de se rapprocher du Parlement afin de légitimer son entreprise et de favoriser sa mise en place. Certains parlementaires, en effet, s'inquiètent de l'avancement en solo du futur chef des armées sur un dossier aussi sensible, s'agissant du rétablissement ou de la création d'une armée nationale.

Mais le plus surprenant, dans tous ces débats c'est qu'on ne relève aucune hostilité forte des uns et des autres sur la création d'une nouvelle force de sécurité dans le pays. Certains, pour des considérations historiques, crient « Grenadier à l'assaut » en applaudissant des deux mains le Président pour son volontarisme sur ce dossier. D'autres mettent en avant l'aspect politique. Ils craignent qu'une fois constituée cette nouvelle armée ne devienne un outil ou une arme politique dans les mains du pouvoir exécutif comme il en fut jadis. Mais, vu qu'il y a consensus sur la question du départ au plus vite du pays de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti), l'on parle plutôt de créer des garde-fous pour garantir l'indépendance de cette nouvelle force armée.

Somme toute, le problème n'est ni une nouvelle armée ni une police nationale renforcée. La vraie question est ce que les pouvoirs publics comptent y faire. Sera-t-elle une armée citoyenne au service du développement durable et nationale ? Ces forces armées ne serontelles pas détournées de leur mission première qu'est la protection de l'intégrité du territoire ? Depuis la dissolution officielle mais non constitutionnelle des Forces Armées d'Haïti (FADH) en 1994 par le Président Jean-Bertrand Aristide, les pouvoirs publics et la société haïtienne dans son ensemble font face à une problématique, se demandent comment protéger le pays contre un éventuel ennemi extérieur et surtout comment, sur le plan intérieur, sécuriser la population contre les inévitables faits de sociétés, entre autres, la délinquance urbaine et rurale, l'insécurité de toute nature et le phénomène de kidnapping que connait le pays à des périodes régulières. Lorsque le Président Aristide avait pris la décision de mettre fin à cette machine à tuer qu'était l'ancienne armée haïtienne, la quasi-totalité des Haïtiens avait applaudi cette décision.

Aujourd'hui encore, malgré le manque de moyens matériels, l'insuffisance technique et les innombrables problèmes posés par la police nationale, il n'y a pas grand monde pour pleurer l'absence de cet ancien corps répressif. C'est une réalité, l'Armée d'Haïti n'était pas à la hauteur de sa mission qui consistait à la protection de l'intégrité du territoire national. Son rôle se résumait à une sorte de « police politique » au service du pouvoir en place, bras armé de certains secteurs pour d'éventuels coups d'État.

Jamais, depuis sa création par les États-Unis d'Amérique, pendant la période de l'occupation d'Haïti (1915-1934), cette Garde d'Haïti, devenue sous la présidence de François Duvalier, Forces Armées d'Haïti (FAD'H), n'aura eu une quelconque utilité pour la collectivité nationale. Bref, sa dissolution en guise de « punition » absolue après son dernier coup d'État en septembre 1991 contre un Président légitime élu et constitutionnel reconnu, n'avait ému personne. Mais, si cette force fut considérée par tout le monde de part son armement, sa formation et sa mission comme une quantité négligeable, elle ne fut pas moins une force de dissuasion contre la grande délinquance.

La présence en effet d'un simple gendarme dans les coins les plus reculés du pays suffisait pour mettre en échec les bandits et les criminels les plus endurcis. Car après tout, l'élément principal de la réussite de tout corps armé constitué, reste la discipline, la dissuasion et le respect de la hiérarchie. L'ancienne armée d'Haïti possédait ces trois principes lui ayant permis de fonctionner au sein de la population qui lui était hostile pour ses comportements anti-démocratiques. L'ancienne FADH était crainte et respectée pour ses capacités de maintien de l'ordre.

Suite à la page (16)

Haïti: nouveau cas de viol collectif de la MINUSTAH

Par Michaëlle Desrosiers et Franck Seguy

Port-Salut, petite ville côtière au Sud de la république d'Haïti, est réputée pour ses plages attrayantes et son paysage rayonnant comme une carte postale. Depuis plus d'une semaine, elle ajoute un nouvel élément à sa réputation: au moins quatre parmi les militaires uruguayens de la mal nommée Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) qui y sont cantonnés ont violé collectivement Johnny Jean, un jeune garçon de 18 ans.

Si l'acte a été perpétré le jeudi 28 juillet 2011, c'est seulement vers la fin du mois d'août qu'il a commencé à occuper la une de l'actualité. En partie, grâce ou à cause de la vidéo du crime diffusée sur Internet. En effet, les militaires eux-mêmes ont filmé la scène. Ils s'en sont servis après comme film, faisant des projections pour se gargariser de leur prouesse. Qui pis est, en présence de jeunes adolescents de la zone, tous amis de la victime. Et c'est justement l'un d'eux qui a utilisé son téléphone portable pour capter quelques séquences de la vidéo qui a été diffusée par l'agence en ligne Haiti Press Network (HPN). La vidéo n'aura été visible que quelques heures sur le Web. On ne sait pas trop s'il s'agit d'une action diplomatique du gouvernement uruguayen ou de l'ONU elle-même – Youtube ayant argué de sa politique de non-promotion de la haine pour justifier le retrait de la vidéo, étant donné que pas mal de commentaires (plus de 4000) commençaient à fuser pour condamner la barbarie onusienne.

Il a fallu le déploiement des soldats de la MINUSTAH pour sortir Port-Salut de sa posture de havre de paix. En 1995, par exemple, la ville comptait à peine 40 policiers. Tandis que l'effectif de la police nationale n'a cessé d'augmenter, Port-Salut, elle, ne comptait que 7 policiers en 2004. Car, il était presque impossible d'enregistrer un incident plus grave que le vol d'un cabri ou de quelques lots de patates. Pourtant, paradoxalement, depuis cette même année de 2004, avec la nouvelle occupation du pays par la MINUSTAH, il a fallu y déployer un contingent militaire, pour la (dé)stabiliser. Etant donné que la nature a horreur du vide et que, comme on le sait bien, l'oisiveté est la mère de tous les vices, les militaires ont dû faire travailler ce dont ils disposent de méninge pour trouver un artifice capable de justifier leur présence. Petit à petit, ils ont introduit: prostitution de mineurs et de mineures, le «cambiar» — pratique d'échange de nourriture contre des services tels achat de produits hallucinogènes et/ou illicites comme le tabac, l'alcool, la marijuana… Tout cela ressort du rapport rendu public par le Réseau national de défense des droits humains (Rnddh) [1], le lundi 4 septembre 2011.

Le viol du jeune Johnny doit être compris dans ce cadre-là. En effet, pour gagner leur survie quotidienne, pas mal d'adolescents et de jeunes fils et filles de paysans appauvris comme Johnny nouent des relations de proximité avec les soldats onusiens déployés dans différentes régions du pays. Le jeune Johnny s'était particulièrement lié d'amitié avec l'un des soldats du contingent uruguayen, un certain Pocho. Ce dernier apparemment n'a pas pris part à l'acte. Il aurait même été empêché de lui porter secours. Car, les bandits avaient fermé la porte de la chambre dans laquelle ils accomplissaient cet acte criminel pour empêcher que les cris du jeune garçon n'arrivent aux oreilles de son «ami» Pocho.

L'opulence dans laquelle vivent les soldats onusiens installés en Haïti est, le moins que l'on puisse dire, offusquante. Dans les villes, ils s'installent dans les meilleurs hôtels, ils se pavanent sur les plages en semaine comme en week-end, encore plus à Port-Salut où celles-ci sont particulièrement belles. En contrepartie, ils achètent les plus jeunes, les prostituent et… les violent. Non seulement ces militaires bénéficient d'une impunité absolue qui ne leur inspire aucune retenue ni légale ni de mœurs – leur statut de soldats onusiens les plaçant au-dessus des tribunaux haïtiens –, mais également l'épaisseur de leur salaire représentent plus qu'une insulte pour les pauvres policiers et autres fonctionnaires de l'Etat haïtien. A titre de comparaison: le soldat uruguayen reçoit en Uruguay un salaire équivalent à 400 dollars. Au sein de la MINUSTAH, il perçoit 6000 dollars par mois. Il est vrai que le gouvernement uruguayen en déduit une bonne partie, mais le soldat uruguayen de la MINUSTAH dispose quand même d'assez d'argent et d'autorité pour se croire tout permis en Haïti. En général, ils économisent assez pour qu'au retour dans leur pays, ils puissent s'acheter un bel appartement et… se la couler tranquille. On peut d'ailleurs se demander si la prompte plainte du gouvernement contre ses propres soldats déployés en Haïti ne vise pas d'abord à préserver au sein de la MINUSTAH la présence uruguayenne économiquement rentable pour l'Etat uruguayen. Ce dévouement du gouvernement uruguayen cherche également à faire passer le message que ce viol collectif perpétré contre Johnny Jean n'est qu'un incident inhabituel dont ne seraient coupables que les quatre soldats uruguayens et non un mode d'agir des forces d'occupation. Voilà pourquoi il est toujours utile de raviver la mémoire.



Des soldats Uruguayens de la Minustah

La MINUSTAH n'est pas à son premier viol collectif

Tout de suite, il faut signaler que la MINUSTAH n'est pas à son premier viol collectif. En effet, moins d'un an près son débarquement en Haïti, plus précisément le 18 février 2005, trois agents pakistanais de la mission ont violé une jeune fille du nom de Nadège Nicolas. Cependant, en dépit du fait qu'il s'est agi d'un acte criminel qui a, très certainement soulevé la colère de plus d'un, surtout des organisations féministes, il était, selon toute apparence, plus admissible que le viol collectif d'un homme. Jusqu'à présent, ce cas est d'ailleurs resté impuni et classé sans suite. Aujourd'hui, en violant collectivement un jeune garçon, la MINUSTAH s'est attaquée de plein fouet à la morale chrétienne, machiste, dominante et très forte en Haïti. Les chrétiens n'ont pas tardé à crier à l'abomination, les hommes de loi et autres directeurs d'opinion à la destruction de la dignité et de l'identité du jeune garçon. En d'autres termes, il aurait cessé d'être homme par le fait d'avoir été violé par quatre hommes armés – ce qui dans la culture machiste signifie qu'il a cessé d'exister.

D'ores et déjà, il faut souligner que ce jeune garçon est issu de la couche populaire de la paysannerie haïtienne. Son niveau d'études éclaire fort bien cette réalité. A 18 ans, Johnny ne fréquente que la cinquième année scolaire élémentaire. Il n'a pas pu se rendre à l'école pour l'année académique 2010-2011 par manque d'argent. Il est le quatrième fils de sa mère. Ses frères ou, pour parler correctement, ses demi-frères, ne sont pas du même père que lui. La différence des signatures attestée par le rapport du RNDDH permet de relever ce fait significatif.

Avoir plusieurs fils de pères différents est le résultat de deux phénomènes intrinsèquement liés que l'on rencontre au niveau des couches populaires haïtiennes: l'abandon paternel et son corollaire, la monogamie en série. La femme-mère d'un enfant abandonné par son géniteur se lie avec un autre homme pour survivre avec son enfant. De cette liaison naît un nouvel enfant, encore abandonné par son géniteur. Elle recommence avec un troisième homme dans le même souci: trouver de quoi survivre avec ses «enfants sans papa». Dans la foulée, elle aura ainsi plusieurs enfants de pères différents, de nom de famille différent, bien sûr, si ceux-là ont eu la «chance» d'être légalement reconnus par leur géniteur.

La MINUSTAH, dans toutes ses exactions, s'est systématiquement dirigée contre les appauvri·e·s. Ses viols, ses assassinats ou attentas sont dirigés contre les quartiers délabrés tels Cité-soleil [2], des jeunes femmes, des jeunes hommes sans défense. A ce propos, le RNDDH rapporte le cas bien connu de la pendaison d'un mineur de 16 ans, Gérald Jean-Gilles, dans une base militaire népalaise dans le Nord du pays, à Carénage, Cap-Haïtien (deuxième ville du pays). La MINUSTAH avait tout fait pour faire passer ce crime pour un suicide. Sauf que le suicide est une étrangeté pour l'entendement populaire haïtien. Tout comme Johnny Jean, Gérald Jean-Gilles faisait du «cambiar» avec les agents onusiens, c'est-à-dire il leur rendait des services en échange de nourriture. Ainsi, en vraie force d'occupation, la MINUSTAH utilise le viol comme arme de guerre. Elle humilie, exploite, rabaisse et soumet les plus paisibles, ceux qui n'entrent en contact avec elle que pour assurer leur survie, ou tout simplement parce qu'ils sont pauvres; celles et ceux-là dont le teint est très foncé parce que leur peau a brûlé sous le soleil de plomb d'Haïti; celles et ceux-là qui ont eu le malheur d'habiter à Cité Soleil et autres «zones-de-non-droits».

En s'attaquant presque exclusivement aux plus appauvris·e·s, la MINUSTAH, comme troupe d'occupation, introduit une différence de taille par rapport à ses aînés dans la pratique des invasions militaires sur le sol haïtien. En effet, sous l'occupation étasunienne officielle d'Haïti (1915-1934), innovant sur le sol haïtien, l'arsenal raciste étatsunien s'était déchainé tant contre les mulâtres que contre les Noirs riches et appauvris. Ceci a contraint ceux et celles-là qui, dans un premier temps appuyaient l'invasion, à intégrer la lutte anti-occupation. Bien que sous sa forme la plus «pacifique», la propagande écrite. Il va sans dire que cette contribution a renforcé la lutte et a donné un autre souffle au mouvement des Cacos, auparavant traités de vagabonds tant par les envahisseurs que par la classe dominante majoritairement mulâtre. Donc la MINUSTAH, plus vigilante, pourrait-on dire, s'attaque presque exclusivement aux plus méprisé·e·s, aux plus humbles, aux plus appauvri·e·s. Ainsi, elle s'assure d'une légitimité somme toute malsaine auprès de la grandonarco-bourgeoisie [3] haïtienne et de la petite bourgeoisie, parmi laquelle elle recrute l'essentiel de son personnel civil local. Ainsi, peut-elle se pavaner, violer, pendre, contaminer et mentir à tout bout de champs, tranquillement vu que ses intérêts font corps avec ceux des «citoyens respectables».

Parlant de mensonge, le viol collectif de ce jeune homme n'est pas le dernier acte de la MINUSTAH dénoncé par la population de Port-salut. En effet, au cours de ce même mois d'août, une organisation locale avait dénoncé dans une note de presse des «mauvais agissements» du contingent uruguayen. En réponse, la MINUSTAH avait réalisé sa propre enquête sur elle-même. Cette enquête s'est, évidemment, soldée par la négation totale et catégorique des faits, pour conclure qu'il ne s'agissait que d'«allégations de mauvaise conduite dénuées de tout fondement». Parmi les actes reprochés aux soldats: «La prostitution de mineurs, voyeurisme, pollution de l'environnement, consommation de marijuana en présence de mineurs, comportement humiliant, méprisant, insultant, irrespectueux et malhonnête envers les citoyens de Port-salut» [4]. L'intéressant dans tout cela c'est que quelques jours avant la publication de la vidéo du viol collectif du jeune garçon de 18 ans sur Internet, la force onusienne se gargarisait de sa prétendue enquête, et était à deux doigts d'accuser l'organisation CREDOP de diffamation. Or, le viol et sa publication sur Internet indiquent que non seulement les militaires ont violé, humilié le jeune homme mais qu'ils y ont pris un très sale plaisir. L'ahurissant dans tout cela, c'est que dans sa demande d'excuses suite à la diffusion de la vidéo et de ses suites, le Chilien Mariano Fernandes, chef de la MINUSTAH, ne s'est pas excusé pour le rapport d'enquête mensonger divulgué sur Port-Salut, il y a de cela moins d'un mois.

Si la MINUSTAH occupe une nouvelle fois la Une de l'actualité en Haïti, à un moment où les esprits seraient plus enclins à se préoccuper de la formation du nouveau gouvernement ou de la réouverture des classes, ce n'est même pas parce qu'une nouvelle étude vient de démontrer son implication dans la transmission criminelle de l'épidémie de choléra [5] – épidémie, qui, à cette date, aurait déjà tué plus de 5000 Haïtiens et Haïtiennes. Ce n'est non plus pas à cause d'une nouvelle accusation de déversement de matières fécales dans les rivières du pays [6], comme elle s'est donnée l'habitude de le faire depuis octobre 2010.

Ceux et celles dont la bonne foi jusqu'ici n'avait jamais été ébranlée doivent finalement saisir que la MINUSTAH n'est pas une mission très angélique. Au contraire! On pourrait même dire qu'elle est particulièrement «maléfique»! Ses méfaits sont aussi grotesques et scandaleux que leur impunité et admission plus ou moins masquées par l'internationale communautaire [7]. La MINUSTAH est machiste et raciste. Elle est ouvertement en guerre contre les couches populaires. Sa participation active dans la répression contre les manifestations dans tout le pays surtout de celles ayant eu lieu dans le cadre de la lutte pour le réajustement salarial constitue un vibrant témoignage. A ce propos, le même rapport du RNDDH indique: «Le 12 mai 2011, Géna WIDERSON élève en septième (7ème) année fondamentale au Collège Centre de Formation Classique de Verrettes, département de l'Artibonite, âgée de quatorze (14) ans, est atteinte de deux (2) projectiles tirés par des agents de la MINUSTAH. Cet incident s'est produit au moment où des élèves du Lycée Jacques Stephen Alexis organisaient une manifestation contre la révocation d'un (1) enseignant.» En fait, la répression contre toute velléité populaire et de classe est systématique de la part de la mission onusienne. Museler, humilier, violer, prostituer: voilà le crédo de la MINUSTAH.

Voici un extrait de quelques cas de viols, de vols, de bastonnades, d'assassinats et d'arrestations illégales et arbitraires perpétrés par la MINUSTAH relatés dans le rapport du RNDDH :

1. Le 18 février 2005, trois (3) agents Pakistanais du contingent de la MINUSTAH basés aux Gonaïves ont violé Nadeige NICOLAS;

2. Le 20 mars 2005, Robenson LARAQUE, Journaliste de Radio Télé Contact a été mortellement atteint par des projectiles tirés par des agents de la MINUSTAH qui délogeaient les anciens militaires du Commissariat de Police de Petit-Goave;

Suite à la page (15)

New York:

Haitians Plan March Across Brooklyn Bridge to Join with Occupy Wall Street Movement



Haitians demonstrating in front of the United Nations in August

New York's Haitian community will march across the Brooklyn Bridge to Manhattan's Liberty Plaza to show solidarity with the Occupy Wall Street protestors on **Friday, October 7, 2011** at 5 p.m. The Haitian community will rally at **Cadman Plaza Park at 4 p.m.** and then walk across the bridge to arrive at **Liberty Plaza at 6 p.m.**, where they will rally for one hour.

"*For the past seven and a half years, UN troops have occupied Haiti, shoring up the 2004 coup d'état which Washington led against Haiti's elected government and enforcing Wall Street's austerity policies which are strangling our people,*" said Ray Laforest of the International Support Haiti Network (ISHN). "*Now Washington and Wall Street are trying to strangle the U.S. working class in the same way. But the people are standing up to carry out a counter-occupation. We Haitians are fighting the same battle as those demonstrating on Wall Street, so we are going to join forces.*"

On April 20, 1990, over 100,000 Haitians poured across the Brooklyn Bridge and tied up downtown Manhattan to protest a Center for Disease Control (CDC) prohibition against Haitians donating blood because they were supposedly more at risk for HIV infection. Since then, Haitians and their supporters have reenacted the historic demonstration several times, with thousands marching in October 1991 to protest the Sep. 30, 1991 coup d'état against former President Jean-Bertrand Aristide, in August 1997 to protest the police sexual brutalization of Abner Louima, and in April 2000 to protest the police killing of Patrick Dorismond.

The Haitians demonstrators will also be demanding an immediate end to the UN military occupation of Haiti, whose Security Council mandate expires on Oct. 15; a stop to Haitian President Michel Martelly's moves to resurrect the repressive Haitian Army, which has been demobilized for over 16 years; and the take-over of the Bill Clinton-led Interim Haiti Recovery Commission (IHRC) by a governing council representing the Haitian people. The IHRC is deciding how to spend the $10 billion in earthquake recovery aid which Haiti will receive over the next three years.

"*It's time for the people of the world to link arms against this small cabal of billionaire bankers who are driving millions of people the world over into misery,*" said Ray Laforest. "*The Occupy Wall Street movement resonates with us Haitians and with decent, working people everywhere.*"

The October 7 march across the Brooklyn Bridge has been initiated by a coalition of Haitian community groups and individuals including the Fanmi Lavalas New York chapter, the International Support Haiti Network (ISHN) and the Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA), among others.

The last time Haitians crossed the bridge was in a candle-light march on the bitterly cold night of January 29, 2010. The demonstration, called by the Coalition to Stand With Haiti, was to honor the memory of those killed in Haiti's January 10, 2010 earthquake and to show solidarity with the Haitian survivors struggling with hunger, disease, and homelessness.

Haiti, Occupied Country

By Eduardo Galeano

Consult any encyclopedia. Ask which was the first free country in America. You will get the same answer: the United States.

But the United States declared its independence when it was a nation with 650,000 slaves who remained so for another century, and its first Constitution said that a black slave was equal to three fifths of a person.

And if you ask any encyclopedia which was the first country to abolish slavery, you will always get the same answer: England.

But the first country that abolished slavery was not England, but Haiti, which is still expiating the sin of its dignity.

The black slaves of Haiti defeated Napoleon Bonaparte's glorious army, and Europe never forgave the humiliation. For over a century and half, Haiti paid France a huge compensation for being guilty of its freedom, but not even that was enough.

This black insolence still hurts the world's white masters. Of all that, we know very little or nothing.

Haiti is an invisible country. It only attained fame after the earthquake of January 2010 that killed more than 200,000 Haitians. The tragedy put the country fleetingly in the media spotlight.

Haiti is not known by the talent of its artists: scrap magicians capable of transforming garbage into beauty. Nor is it known for its historical feats in the war against slavery and colonial oppression.

It is worth repeating it once again, so that the deaf can hear: Haiti was the founding country of the independence of America and the first one that defeated slavery in the world. It deserves much more than the fame sprung from its misfortunes.

At present, the armies from several countries, including mine, are occupying Haiti. How is this military invasion justified? By alleging that Haiti endangers international security. Nothing more.

Throughout the 19th century, Haiti's example was a threat to the security of countries that still continued practicing slavery. Thomas Jefferson has said: "*From Haiti came the pest of rebellion.*"

In South Carolina, for example, the law allowed imprisonment of any black sailor while his ship was at dock, because of the risk that he could contaminate with the anti-slavery pest. And in Brazil, this pest was called "*Haitianism.*"



Uruguayan author Eduardo Galeano: "Haiti does not need anyone to come and multiply its misfortunes."

In the 20th century, Haiti was invaded by the U.S. Marines for being an insecure country for its foreign creditors. The invaders began by taking possession of the customs offices and giving the Haitian National Bank to the City Bank of New York. Since they were already there, they decided to stay for 19 years.

The crossing of the border from the Dominican Republic to Haiti is named: "*The wrong step.*"

Maybe the name is a call to arms: Are you entering the black world, black magic, witchcraft?...

Vodou, the religion that slaves brought from Africa, was nationalized in Haiti; it has no right to be called a religion. From the point of view of proprietors of civilization, Vodou is a black thing, ignorance, backwardness, pure superstition. The Catholic Church, with plenty of followers capable of selling the saints' fingernails and the Archangel Gabriel's feathers, enabled this superstition to be officially forbidden in 1845, 1860, 1896, 1915, and 1942, without the people paying that any mind.

But for a few years now, evangelical sects have been in charge of the war against superstition in Haiti. Those sects come from the United States, a country that does not have a 13th floor in its buildings, nor row 13 in its airplanes, and that is inhabited by civilized Christians who believe God made the world in one week.

In that country, the evangelical preacher Pat Robertson explained on television the earthquake of the year 2010. This shepherd of souls revealed that the Haitian blacks had won their independence from France with a Vodou ceremony that invoked the Devil's help from the depths of the Haitian jungle. The Devil, who gave them their freedom, sent the earthquake to collect.

How long will foreign soldiers remain in Haiti? They arrived to stabilize and help, but for seven years, they've been eating their breakfast and destabilizing this country which does not want them.

The military occupation of Haiti is costing the United Nations more than $800 million a year.

If the UN dedicated these funds to technical cooperation and social solidarity, Haitians could get a good boost to develop their creative energies. Then they would be saved from their armed saviors who have a certain tendency to violate, kill, and give fatal illnesses.

Haiti does not need anyone to come and multiply its misfortunes. Neither does it need anyone's charity. Or as an ancient African proverb goes: "*The hand that gives is always above the hand that receives.*"

But Haiti does need solidarity, doctors, schools, hospitals, and a true collaboration that makes possible the rebirth of its food sovereignty, killed by the International Monetary Fund, the World Bank, and other philanthropic societies.

For us, Latin Americans, that solidarity is a debt of gratitude: it will be the best way to say thanks to this little great nation that in 1804 opened for us, with its contagious example, the doors of freedom.

(This article is dedicated to Guillermo Chifflet who was forced to resign from Uruguay's Chamber of Deputies when he voted against sending soldiers to Haiti.)

Eduardo Galeano is a Uruguayan journalist, writer and novelist, whose best known works are "Memoria del Fuego" (Memory of Fire Trilogy, 1986) and "Las venas abiertas de América Latina" (Open Veins of Latin America, 1971). He gave this speech on Sep. 27, 2011 at the National Library in Montevideo in a panel debate entitled "Haiti and Latin America."

Harvard Group's Report Criticizes UN Troops for Abuses and Calls for Force's Withdrawal

On Oct. 4, 2011, Harvard students, as part of a group of Canadian and U.S. human rights advocates, doctors, public health experts, and journalists, released an extensively researched white paper reviewing and evaluating the record of the United Nations Stabilization Mission in Haiti (known by its French acronym, MINUSTAH) and recommending the withdrawal of the force from Haiti. Entitled "*MINUSTAH: Keeping the peace, or conspiring against it?*", the report comes at a time of heightened scrutiny of MINUSTAH due to high profile human rights abuses and widespread anti-MINUSTAH sentiment in Haiti. The UN Security Council's meeting to renew MINUSTAH's mandate for the next year is scheduled for Oct. 15, 2011.

The report, published by the HealthRoots Student Organization at the Harvard School of Public Health, describes the historical and legal underpinnings of MINUSTAH's mandate and its political context, while thoroughly reviewing its human rights record since the 2010 earthquake.

Human rights violations perpetrated by the UN force include sexual violence, violent responses to political protests, and the introduction of cholera into Haiti, followed by the failure to accept responsibility or offer adequate resources for cholera treatment, prevention, and compensation to victims' families.

Beyond these direct abuses, MINUSTAH has also violated its mandate through failure to protect the internally displaced from forced evictions and gender-based violence, poor security coordination and lack of communication with Haitian groups, and subversion of democratic processes by failing to respond to

continued on p(16)



MINUSTAH:
Keeping the peace,
or conspiring against it?

A review of the human rights record of the United Nations Stabilization Mission in Haiti 2010-2011

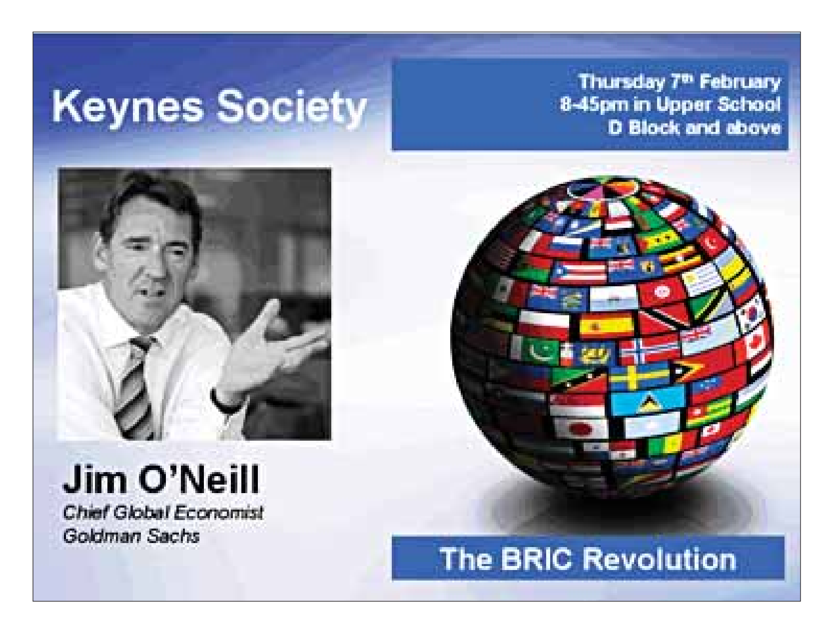


HealthRoots Student Organization
Harvard School of Public Health

October 2011

HealthRoots is an officially recognized student organization at the Harvard School of Public Health.

USA, EUROPE
DÉCLIN ET CHUT



Jim O'Neill, qui a créé le néologisme BRIC est maintenant président de Goldman Sachs Asset Management

Par Pepe Escobar *

Il y a plus de 10 ans, avant 11/09, Goldman Sachs prédisait que les pays du BRIC (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine) feraient partie des 10 plus grandes économies mondiales, mais pas avant 2040. Une décennie s'est écoulée et l'économie chinoise occupe déjà la deuxième place, le Brésil est numéro sept, l'Inde 10, et même la Russie n'est pas très loin. En parité de pouvoir d'achats, ou PPP en anglais, le classement est meilleur. La Chine est deuxième, l'Inde est alors quatrième, la Russie sixième, et le Brésil septième.

Rien de surprenant que Jim O'Neill, qui a créé le néologisme BRIC et qui est maintenant président de Goldman Sachs Asset Management, ait souligné que « le monde ne dépend plus du leadership des Etats-Unis et de l'Europe ». Après tout, depuis 2007, l'économie de la Chine a progressé de 45 %, l'économie américaine de moins de 1 %, des chiffres suffisamment étonnants pour que n'importe qui révise ses prédictions.

L'anxiété et le désordre américain ont atteint de nouveaux sommets quand les dernières projections du Fonds monétaire international (FMI) ont indiqué que, au moins pour certains indicateurs, l'économie chinoise dépasserait les Etats-Unis en 2016. (Jusqu'à il y a peu Goldman Sachs pointait 2050 pour ce changement à la première place).

D'ici les 30 prochaines années, les cinq premiers seront probablement, selon Goldman Sachs, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil et le Mexique. L'Europe occidentale ? Bye-bye !

Un système dépouillé de son essence

De plus en plus d'experts sont d'accord que l'Asie est maintenant l'exemple pour le monde, même si elle met à nu des absences manifestes dans le discours de la civilisation de l'Occident. Mais parler de « déclin de l'Occident » est une proposition dangereuse. Une référence historique clé est l'essai d'Oswald Spengler de 1918 avec ce titre. Spengler, un homme de son époque, a pensé que l'humanité fonctionnait au moyen de systèmes culturels uniques, et que les idées occidentales ne seraient pas pertinentes ou transférables à d'autres régions de la planète. (Racontez ce conte aux jeunes égyptiens de la Place Tahrir).

Spengler a saisi le Zeitgeist [l'esprit du temps] dominé par l'Occident d'un autre siècle. Il voyait les cultures comme les organismes qui vivent et meurent, chacune avec son âme unique. L'Est ou Orient était « magique » tandis que l'Occident était « Faustien ». Un misanthrope réactionnaire, il était convaincu que l'Occident avait déjà atteint le statut social suprême possible dans une civilisation démocratique, et par cela qu'il était destiné à vivre l'expérience du « déclin » de son titre.

Si vous pensez que cela sonne comme un avant-la-lettre de « Le choc des civilisations » de Huntington, vous pouvez être pardonné, parce que c'est exactement cela .

En parlant de chocs de civilisations, quelqu'un a-t-il remarqué ce « maybe » [peut-être] dans une récente Une de Time qui reprenait des sujets « spengleriens » et titrait « le déclin et la chute de l'Europe (et Peut-être de l'Occident) » ? [1] Dans notre époque post-spenglerienne, « l'Occident » est sûrement les Etats-Unis, et comment ce magazine a-t-il pu se tromper ? Peut-être ?

Après tout, une Europe maintenant dans une profonde crise financière sera « en déclin » aussi longtemps qu'elle demeure inextricablement entremêlée avec et continue à déférer à « l'Occident » - c'est-à-dire Washington - alors même qu'elle est témoin de l'ascension économique simultanée de ce qu'on nomme parfois avec dérision « Le sud ».

Il faut penser l'époque actuelle du capitalisme globale non comme un « clash », mais un « cash de civilisations ».

Si Washington est maintenant sonné et géré sous pilote automatique, c'est en partie parce que, historiquement, son époque comme « unique superpuissance » du monde ou même « hyper-puissance » a à peine duré les célèbres 15 minutes de célébrité d'Andy Warhol, de la chute du Mur de Berlin et le collapsus de l'Union Soviétique au 11-09 et la doctrine de George W Bush. Le nouveau siècle américain a été rapidement étranglé en trois étapes pleines d'arrogance, le 11-09 (réaction) ; l'invasion de l'Irak (guerre préventive) ; et la catastrophe l'effondrement de Wall Street en 2008 (capitalisme de casino).

Pendant ce temps, on peut argumenter que dans les faits l'Europe a encore des opportunités non-Occidentales dont la périphérie rêve de plus en plus avec des sous-titres européens, non américains. Par exemple, le « Printemps Arabe » a fixé son attention sur la démocratie parlementaire de style européen, non sur un système présidentiel américain. De plus, aussi inquiète soit-elle du point de vue financier, l'Europe reste le plus grand marché du monde. Dans une série de domaines technologiques, maintenant elle rivalise ou dépasse les Etats-Unis, tandis que les monarchies régressives du Golfe Persique claquent leur argent en euros (et biens immobiliers de premier rangs à Paris et à Londres) pour diversifier leurs portefeuilles.

Cependant, avec « des leaders » comme le néo-napoléonien président Nicolas Sarkozy, le Premier ministre David (d'Arabie) Cameron, le Premier ministre Silvio (« bunga bunga ») Berlusconi, et la chancelière Angela (« chère Prudence ») Merkel qui, en grande partie, manquant d'imagination ou de compétence, l'Europe n'a certainement pas besoin d'ennemis.

Déclin ou pas, elle pourrait trouver une toute nouvelle période en ignorant son Atlantisme et en pariant audacieusement sur son destin eurasien. Elle pourrait ouvrir ses sociétés, économies et cultures à la Chine, Inde et Russie, tout en poussant l'Europe du sud à se connecter d'une manière plus profonde avec une Turquie qui monte, le reste du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique (et non plus au moyen de davantage de bombardements « humanitaires » de l'OTAN).

Sinon, les faits sur le terrain indiquent quelque chose qui va beaucoup plus loin que le déclin de l'Occident : c'est le déclin d'un système dans l'Occident qui, durant ces dernières années, a été dépouillé de sa cruelle essence. L'historien Eric Hobsbawn a saisi l'état d'âme du moment quand il a écrit dans son livre « Comment changer le monde » que « le monde transformé par le capitalisme » que Karl Marx a décrit en 1848 « dans des passages d'éloquence laconique, obscure est de manière reconnaissable le monde du début du XXIe Siècle ».

Dans un paysage où la politique est réduite à un miroir (brisé) qui reflète les finances, et où le fait de produire et épargner a été supplanté par la consommation, quelque chose de systémique saute aux yeux. Comme dans la fameuse ligne du poète William Butler Yeats : « Le centre ne peut tenir », et il ne le fera pas d'ailleurs.

Si l'Occident cesse d'être le centre, qu'est-ce qui précisément est allé de travers ?

Êtes-vous avec moi ou contre moi ?

Cela vaut la peine de rappeler que le capitalisme a été « civilisé » grâce à la pression incessante des mouvements courageux de la classe travailleuse et la menace permanente de grèves et même de révolutions. L'existence du bloc soviétique, un modèle alternatif de développement économique (bien que déformé), a aussi aidé.

Pour compenser l'URSS, les groupes dirigeants de Washington et d'Europe ont eu à acheter l'appui de leurs masses en défendant que personne ne rougisse du dit « mode de vie occidental ». S'est forgé un contrat complexe, qui implique des concessions du capital.

Rien de plus. Pas à Washington évidemment. Et de plus en plus, pas non plus en Europe. Ce système a commencé à être détruit aussitôt que – parlez d'un triomphe idéologique total ! – le néolibéralisme est devenu l'option unique. Il y avait une seule super autoroute partant là bas et cela a balayé directement les secteurs les plus fragiles de la classe moyenne vers un nouveau prolétariat postindustriel, ou simplement dans la condition de « chômeurs ».

Si le néolibéralisme est le vainqueur pour le moment, c'est parce que n'existe aucun modèle réaliste, alternatif de développement, et malgré ce qu'il a gagné, il est plus que jamais controversé. Pendant ce temps, excepté au Moyen-Orient, les progressistes du monde entier sont paralysés, comme s'ils espéraient que le vieil ordre se dissolve de lui-même. Malheureusement, l'histoire nous apprend que, à des croisements semblables du passé, vous risquez de trouver les raisins de la colère, la droite au style populiste, ou toute autre chose, ou pis encore, le fascisme.« L'Occident contre le reste » est une formule simpliste qui ne permet pas de décrire un tel monde. Il faut imaginer au lieu, une planète dans laquelle « le reste » essaie d'aller au-delà de l'Occident de différentes façons, mais a aussi absorbé cet Occident de manières trop profonde pour les décrire. C'est l'ironie, alors : oui, l'Occident « déclinera », y compris Washington, mais laissera partout derrière quelque chose de lui.

Désolé, votre modèle pue

Supposez que vous êtes un pays en développement, achetant le supermarché du développement. Vous regardez vers la Chine et vous pensez voir quelque chose de nouveau – un modèle de consensus qui est sous les projecteurs partout – vraiment ? Après tout, il est possible que la version chinoise d'une apogée économique sans liberté politique ne se trouve pas être un grand modèle à suivre pour d'autres pays.

En quelques sortes, cela pourrait être une espèce d'engin létal inapplicable, une bombe à fragmentation du concept Occidental de modernité marié à une formule de base léniniste où un seul parti contrôle le personnel, la propagande, et – crucialement - l'Armée populaire de Libération.

En même temps, c'est un système qui essaie évidemment de démontrer que, alors même que l'Occident a unifié le monde – du néo-colonialisme à la globalisation – cela ne devrait pas impliquer qu'il va diriger pour toujours en termes matériels ou intellectuels.



Après tout, une Europe maintenant dans une ... aussi longtemps qu'elle demeure inextricabl... à « l'Occident » - c'est-à-dire Washington - a... économique simultanée de ce qu'on no...



Cependant, avec « des leaders » comme de ga... Prudence ») Merkel qui, en grande partie, m... néo-napoléonien président Nicolas Sarkozy, ... Berlusconi, et le Premier ministre David (d'A... pas besoin...

De son coté, l'Europe annonce un modèle d'intégration supranationale comme moyen de résoudre les problèmes et conflits du Moyen-Orient à l'Afrique. Mais tout consommateur peut voir maintenant l'évidence d'une Union Européenne au bord de la rupture au milieu des bagarres interminables inter-européennes qui incluent révoltes nationales contre l'euro, mécontentement sur le rôle de l'OTAN comme Robocop global, et un style d'arrogance culturelle européenne continuelle qui la rend incapable de comprendre, pour prendre un exemple, pourquoi le modèle chinois a tant de succès en Afrique.

Disons alors que notre consommateur regarde vers les Etats-Unis, puisque ce pays est encore, après tout, l'économie numéro un du monde, son dollar est encore la monnaie de réserve du monde, et ses forces armées continuent d'être numéro un en terme de pouvoir destructif et a encore des effectifs militaires sur une grande partie du globe.

Cela semblerait certainement impressionnant, si ce n'était pas du au fait que Washington est visiblement en déclin, oscillant largement entre un popu-

, OCCIDENT :
TE DE CERTAINS



e profonde crise financière sera « en déclin » ement entremêlée avec et continue à déférer alors même qu'elle est témoin de l'ascension omme parfois avec dérision « Le sud »



uche à droite : la chancelière Angela (« chère anquant d'imagination ou de compétence, le le Premier ministre Silvio (« bunga bunga ») Arabie) Cameron, l'Europe n'a certainement d'ennemis

lisme bancal et une orthodoxie rance, et promouvant le capitalisme de casino par derrière à temps perdus. C'est une puissance gigantesque enveloppée dans une paralysie politique et économique à la vue du monde entier, et de façon non moins visible, incapable de trouver une stratégie de sortie.

Vraiment, achèteriez-vous un modèle à l'un d'eux ? En fait, où dans un monde en confusion croissante, où est on supposé regarder à la recherche de modèles ?

L'un des motifs clefs du « Printemps Arabe » c'était les prix hors contrôle des aliments, poussés en grande partie par la spéculation. Les manifestations et les troubles en Grèce, en Italie, en Espagne, en France, en Allemagne, en Autriche et en Turquie étaient des conséquences directes de la récession globale. En Espagne, presque la moitié des jeunes entre 16 et 29 ans – une « génération perdue » superformée – est maintenant sans travail, un record européen.

Cela pourrait être pire en Europe, en Grande-Bretagne, 20 % des jeunes entre 16 et 24 ans sont au chômage, à peu près la moyenne du reste d'Union Européenne. À Londres, presque 25 % des personnes en âge de travailler sont au chômage. En France, 13,5 % de la population sont officiellement maintenant pauvres c'est-à-dire vivent avec moins de 1.300 dollars par mois.

Comme beaucoup l'ont vu en Europe occidentale, l'État a déjà cassé le contrat social. Les Indignés de Madrid ont parfaitement perçu l'esprit du moment : « Nous ne sommes pas contre le système, le système est contre nous ».

Cela éclaire l'essence de l'échec abject du capitalisme néo-libéral, comme l'a expliqué David Harley dans son dernier livre : « The Enigma of Capital ». Il fait comprendre comment une économie politique « de dépossession massive, de pratiques prédatrices jusqu'au vol en plein jour, particulièrement aux pauvres et aux vulnérables, aux peu sophistiqués et qui manquent d'une protection légale, est devenue l'ordre du jour ».

L'Asie sauvera t-elle le capitalisme global ?

Pendant ce temps, Pékin est trop occupé redessinant son destin comme le Royaume du Milieu global – déployant des ingénieurs, des architectes, et des travailleurs de l'infrastructure -du genre bombarde pas-, du Canada jusqu'au Brésil, de Cuba jusqu'à l'Angola – pour être vraiment distrait par les ardeurs atlantistes en MENA (c'est-à-dire la région qui inclut le Moyen-Orient et le Nord de l'Afrique).

Si l'Occident a des problèmes, le capitalisme global a eu un répit – pour combien bien de temps nous ne le savons pas – avec l'émergence d'une classe moyenne asiatique, pas seulement en Chine et en Inde, mais aussi en Indonésie (240 millions de personnes en expansion) et au Viêt-Nam (85 millions). Je ne finis jamais de m'émerveiller quand je compare les miracles instantanés et la bulle immobilière actuelle en Asie à mes premières expériences quand je vivais là en 1994, quand ces pays étaient encore dans les années du « Tigre Asiatique », juste avant la crise financière de 1997.

Rien qu'en Chine, 300 millions de personnes – « seulement » 23 % de la population totale – vivent actuellement dans des zones urbaines moyennes ou grandes et jouissent de ce qu'on appelle de « revenus disponibles ». Dans les faits, ils constituent en soi une nation, une économie qui est déjà deux tiers de celle de l'Allemagne.

Le McKinsey Global Institute remarque que la classe moyenne chinoise comprend maintenant 29 % des 190 millions de foyers du Royaume du Milieu, et atteindra un étonnant 75 % des 372 millions de foyers en 2025 (si, bien sûr, l'expérience capitaliste de la Chine n'est pas tombée dans un précipice d'ici là, et sa bulle potentielle immobilière / financière n'a pas éclaté et noyé la société).

En Inde, avec sa population de 1.200 millions, il y a déjà, selon McKinsey, 15 millions de foyers avec un revenu annuel d'au moins 10.000 dollars ; dans cinq ans, on projette que 40 millions de foyers, ou bien 200 millions de personnes, seront dans ce groupe de revenus. Et en Inde en 2011, comme en Chine en 2001, le chemin unique va vers le haut (encore aussi longtemps que ce répit dure).

Les Usaméricains pourraient considérer cela irréel (ou commencer à faire leurs valises d'expatriés), mais un revenu annuel de moins de 10.000 dollars signifie une vie confortable en Chine ou en Indonésie, tandis qu'aux Etats-Unis, avec un revenu moyen par foyer d'environ 50.000 dollars, on est pratiquement pauvre.

Nomura Securities prévoit que dans seulement trois ans, les ventes au détail en Chine dépasseront celles des Etats-Unis et que, de cette façon, la classe moyenne asiatique peut certainement « sauver » pour un temps le capitalisme global, mais à un prix si élevé que la Dame Nature ourdit une sérieuse vengeance catastrophique à travers ce qu'on a l'habitude d'appeler le changement climatique et qui est connu maintenant d'une manière plus courante comme « un temps bizarre ».

Retour aux Etats-Unis.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, le président Barack Obama, prix Nobel de la Paix, continue d'insister pour que nous vivions tous sur une planète américaine. Si cette ligne résonne encore à l'intérieur, cependant, il est toujours plus difficile de vendre dans un monde où le premier chasseur jet stealth (furtif) chinois réalise un vol test tandis que le secrétaire de Défense des Etats-Unis est en visite en Chine.

Ou quand l'agence de presse Xinhua, se faisant l' écho de son maître Pékin, est fumasse contre les politiciens « irresponsables » de Washington qui ont été les étoiles du cirque récent du plafond de la dette, et pointe la fragilité d'un système « sauvé » de la chute libre par la promesse de la Réserve fédérale de faire pleuvoir de l'argent gratuit sur les banques pendant au moins deux ans.

Pas plus que Washington n'a été vraiment futé en affrontant la direction de son plus grand créancier, qui a 3,2 trillions (des millions de millions) de dollars de réserves en monnaie américaine, 40 % du total global, et est toujours intrigué devant l'exportation létale continue « d'une démocratie pour des idiots » depuis les côtes US jusqu'aux zones de guerre Af-Pak, Irak, la Libye et d'autres points sensibles au Grand Moyen-Orient. Pékin sait parfaitement que toute autre turbulence du capitalisme global générée par les Etats-Unis pourrait radicalement réduire ses exportations, mener au collapsus sa bulle immobilière et amener les classes travailleuses chinoises à un mode révolutionnaire assez dur.

Cela signifie – malgré des voix montantes comme celles de



Rick Perry / Michele Bachmann aux Etats-Unis – qu'il n'y a pas de conspiration « maligne » chinoise contre Washington ou l'Occident. En fait, derrière le saut de la Chine après l'Allemagne comme principal exportateurs du monde et de sa désignation comme l'usine du monde, demeure une part importante de production qui est contrôlée en réalité par des compagnies US, européennes et japonaises.

A nouveau, le déclin de l'Occident, oui, mais l'Occident est déjà impliqué si profondément en Chine qu'il ne va pas disparaître de sitôt. Quiconque monte ou baisse, dès à présent, reste seul un système de développement de source unique dans le monde, qui s'effiloche en Atlantique, et explose au Pacifique.

Si tous les espoirs de Washington sur « les changements » en Chine sont un mirage, quand cela a à voir avec le monopole global du capitalisme, qui sait quelle sera finalement la réalité ?

Retour à la terre vaine

Les « épouvantails » proverbiaux de notre monde – Oussama Ben Laden, Sadam Hussein, Muamar Gadafi, Mahmud Ahmadinejad (comme c'est curieux, tous musulmans !) – ont l'intention évidente d'agir comme quelques mini trous noirs qui absorbent toutes nos craintes. Mais ils ne sauveront pas l'Occident de son déclin, ou la superpuissance unique du châtiment dû.

Paul Kennedy, de Yale, cet historien du déclin, nous rappellerait indubitablement que l'histoire balaiera l'hégémonie étasunienne de façon aussi certaine que l'automne remplace l'été (aussi certain que le colonialisme européen a été balayé, malgré les guerres « humanitaires » de l'OTAN).

Déjà en 2002, dans les préparatifs pour l'invasion de l'Irak, l'expert en système mondial, Immanuel Wallerstein, a placé le débat de cette façon dans son livre « Le déclin du pouvoir américain » : La question n'est pas si les Etats-Unis sont en déclin, mais s'ils trouveront un chemin pour tomber gracieusement, sans trop de dommage pour eux-mêmes ou le monde. La réponse fut depuis ce temps-là assez claire : non.

Qui peut douter que, 10 ans après les attaques de 11-09, la grande histoire globale de 2011 ait été le « Printemps Arabe », qui en soi est certainement une trame secondaire du déclin de l'Occident ? Tandis que l'Occident terrassait dans un bourbier de peur, d'islamophobie, une crise financière et économique, et même, en Grande-Bretagne, dans des émeutes et des pillages, du Nord de l'Afrique au Moyen-Orient, les gens ont risqué leurs vies pour essayer la démocratie occidentale.

Ce rêve a été dérangé, au moins en partie, grâce au fait de ce que la Maison médiévale de Saud et ses acolytes du Golfe Persique ont grossièrement opéré, avec une stratégie implacable de contre-révolution, tandis que l'OTAN aidait en changeant le discours en un bombardement « humanitaire » pour réaffirmer la grandeur occidentale.

Comme l'a cruellement dit le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen : « Si on n'est pas capable de déployer des troupes au-delà de ses propres frontières, on ne peut pas exercer de l'influence sur le terrain international et cet espace sera rempli par les puissances émergentes qui ne partagent pas nécessairement les mêmes valeurs et les pensées ».

Par conséquent, résumons la situation tandis que 2011 va vers l'hiver. En ce qui concerne la zone MENA, l'intention de l'OTAN est de maintenir les Etats-Unis et l'Europe dans le jeu, les membres du BRICS dehors, et les « natifs » à leurs places. Pendant ce temps, dans le monde Atlantique, les classes moyennes subsistent à peine dans un désespoir silencieux, même alors que, dans le Pacifique, la Chine explose, et globalement tout le monde retient sa respiration en attendant que le prochain lancé de chaussure (allusion à la chaussure lancée à Bush) économique tombe sur l'Occident (et ensuite le suivant).

C'est dommage qu'il n'y ait pas un néo- TS Eliot pour décrire cette terre vaine néo médiévale qui s'empare de l'axe Atlantiste. Quand le capitalisme entre en unité de soins intensifs, ceux qui paient la facture de l'hôpital seront toujours les plus vulnérables, et la facture se paie invariablement par le sang.

* Pepe Escobar est l'auteur : « Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War » (Nimble Books, 2007) ; « Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge » ; « Obama does Globalistan » (Nimble Books, 2009).

Asia Times Online. China, le 27 Septembre 2011

Traduit de l'espagnol par Estelle et Carlos Debiasi

El Correo. Paris, le 1er octobre 2011.

Notes

[1] « The Decline and Fall of Europe (and Maybe the West) »

Chávez, Evo et Obama
(deuxième partie et fin)



Que de profondes vérités contiennent les paroles d'Evo!

Par Fidel Castro

Il se peut – ce qui reste à prouver – que notre Prix Nobel cherche à se tromper lui-même, ce qui expliquerait les contradictions incroyables de ses raisonnements et la confusion qu'il instille à ses auditeurs.

Il n'y a pas un iota d'éthique, voire de politique, dans sa tentative de justifier sa décision déjà annoncée d'opposer son veto à toute résolution favorable à la reconnaissance de la Palestine comme un État indépendant membre de plein droit des Nations Unies. Jusqu'à des hommes politiques qui sont loin d'avoir une pensée socialiste et dirigent des partis qui ont été des alliés proche d'Augusto Pinochet, proclament le droit de la Palestine à être membre de l'ONU.

Les déclarations de Barack Obama sur le point principal discuté aujourd'hui à l'Assemblée générale de cette organisation ne peuvent soulever les applaudissements que des canons, des missiles et des bombardiers de l'OTAN.

Le reste de son discours n'est fait que de mots creux, dénués d'autorité morale et de signification. Constatons par exemple la vacuité de ses idées quand, dans un monde affamé et pillé par les transnationales et la surconsommation des pays capitalistes développés, il affirme :

Pour stopper les maladies qui traversent les frontières, nous devons renforcer notre système de santé publique. Nous continuerons de lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Nous mettrons l'accent sur la santé de la mère et de l'enfant. Et nous devons œuvrer de concert pour prévenir, dépister et combattre toutes sortes de danger biologique, qu'il s'agisse d'une pandémie comme le H1N1, ou d'une menace terroriste ou d'une maladie curable.

[…] Pour préserver notre planète, nous ne devons pas différer les actions que demandent les changements climatiques. Nous devons exploiter le pouvoir de la science pour sauver les ressources qui sont rares. Et nous devons continuer de travailler ensemble pour prolonger les progrès que nous avons faits à Copenhague et à Cancún, de façon que l'ensemble des principales économies ici présentes persiste dans les engagements que nous avons pris. Nous devons œuvrer de concert pour transformer l'énergie qui fait fonctionner nos économies et soutenir les autres qui vont dans cette direction. Tel est l'engagement que nous demande la prochaine génération.

Et pour garantir que nos sociétés atteignent leur vrai potentiel, nous devons permettre à nos citoyens d'atteindre le leur.

Tout le monde sait que les États-Unis n'ont pas signé le Protocole de Kyoto et qu'ils ont saboté tous les efforts consentis pour préserver l'humanité des terribles conséquences des changements climatiques, bien que ce soient eux qui consomment une part considérable et disproportionnée des carburants et des ressources du monde.

Je ne peux renoncer au plaisir de reproduire les paroles idylliques par lesquelles il a prétendu duper les hommes d'État réunis devant lui : Je sais qu'aucune ligne droite ne conduit à ce progrès, ni aucun chemin isolé au succès. Nous venons de cultures différentes et nous apportons avec nous des histoires différentes. Mais n'oublions jamais que même si nous nous réunissons ici en tant que chefs de différents gouvernements, nous représentons des citoyens qui partagent les mêmes aspirations essentielles : vivre dans la dignité et la liberté ; bénéficier d'une éducation et jouir de possibilités ; aimer nos familles, aimer et adorer notre Dieu ; vivre dans une paix qui rende la vie digne d'être vécue.

C'est la nature de notre monde imparfait qui nous contraint à apprendre constamment ces leçons. […] … ceux qui sont venus avant nous ont jugé que la paix était préférable à la guerre, la liberté à la répression, la prospérité à la pauvreté. Tel est le message qui émane, non des capitales, mais des citoyens, de notre peuple.

Et quand la première pierre de cet édifice a été posée, le président Truman est venu à New York et a dit : « Les Nations Unies sont essentiellement une expression de la nature morale des aspirations humaines. » La nature morale des aspirations humaines. Comme nous vivons dans un monde qui change à une allure époustouflante, c'est là une leçon que nous ne devons jamais oublier.

La paix est dure à instaurer, mais nous savons qu'elle est possible. Ainsi donc, faisons donc en sorte, ensemble, qu'elle soit définie par nos espoirs, non par nos peurs. Bâtissons ensemble la paix, mais une paix – ce qui est le plus important – qui soit durable.

Je vous remercie.

L'écouter jusqu'au bout mérite plus que de la gratitude : un prix ! Comme je l'ai déjà dit, le président de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales Ayma, a pris la parole en début d'après-midi, entrant rapidement dans le vif des points essentiels :

…la différence est très claire entre la culture de la vie et la culture de la mort ; entre la vérité et la fausseté ; entre la paix et la guerre.

…je sens qu'il va nous être difficile de nous comprendre dans le cadre de politiques économiques qui concentrent le capital en quelques mains. Les données prouvent que 1 p. 100 de la population mondiale concentre 50 p. 100 des richesses. Avec de si profonds clivages, comment peut-on liquider la pauvreté ? Et si nous ne liquidons pas la pauvreté, comme pourra-t-on garantir une paix durable ?

Quand j'étais enfant, je me rappelle parfaitement que, quand les peuples se soulevaient contre le système capitaliste, contre les modèles économiques de pillage permanent de nos ressources naturelles, on accusait les dirigeants syndicaux, les dirigeants politiques de gauche d'être des communistes et qu'on les arrêtait ; qu'on réprimait militairement les forces sociales à coups de confinements, d'exils, de massacres, de persécutions, d'incarcérations, d'accusations d'être des communistes, des socialistes, des maoïstes, des marxistes-léninistes. Je constate que ce n'est plus le cas maintenant : on ne nous accuse plus de marxistes-léninistes, on nous accuse de narcotrafiquants ou de terroristes…

…des interventions se préparent contre les présidents, contre les gouvernements, contre les peuples qui ne sont pas en faveur du capitalisme et de l'impérialisme.

…on nous parle d'une paix durable. Mais quelle paix durable peut-elle exister avec tant de bases militaires étasuniennes ? Quelle paix durable peut-elle exister devant tant d'interventions militaires ?

À quoi servent donc ces Nations Unies si un petit groupe de pays y décide d'interventions, de massacres ? Si nous voulons que cette organisation-ci, les Nations Unies, ait assez d'autorité pour faire respecter ses résolutions, eh bien, nous devons commencer par penser à la refonder…

Tous les ans, la quasi-totalité des membres des Nations Unies – exception faite des USA et d'Israël – vote la levée du blocus économique imposé à Cuba. Et pourtant, qui fait respecter cette résolution ? Bien entendu, le Conseil de sécurité ne va jamais faire respecter cette résolution de l'Assemblée générale ! […] J'ai du mal à comprendre comment une organisation de tous les pays du monde ne respecte même pas ses propres résolutions. Qu'est-ce donc que les Nations Unies ?

Je tiens à dire que la Bolivie n'ignore pas la reconnaissance de la Palestine par les Nations Unies : au contraire, la Bolivie donne la bienvenue à la Palestine aux Nations Unies. Vous savez que je proviens du mouvement paysan indigène et que nos familles, quand on parle d'une entreprise, pensent qu'elle a toujours beaucoup d'argent, que ses patrons sont des millionnaires, et elles ne comprenaient pas qu'une entreprise demande de l'argent à l'État pour faire un investissement.

Voilà pourquoi je dis que ces organisations financières internationales font des affaires à travers les entreprises privées, mais qui paie tout ça ? Tout simplement les peuples, les Etats.

…la Bolivie a une demande historique envers le Chili pour recouvrer un accès souverain au Pacifique. Et elle a donc pris la décision de recourir aux cours internationales pour réclamer un accès utile et souverain à l'océan Pacifique.

La résolution 37/10 de l'Assemblée générale de l'ONU, en date du 15 novembre 1982, stipule que « le recours à un tribunal international de justice pour régler des différends entre États ne saurait être considéré comme un acte inamical ».

La Bolivie se prévaut du droit et de la raison pour recourir à une cour internationale, parce que son enfermement est le fruit d'une guerre injuste, d'une invasion. Demander un règlement dans un cadre international représente pour la Bolivie la réparation d'une injustice historique.

La Bolivie est un État pacifiste qui privilégie le dialogue avec ses voisins, et c'est pourquoi elle maintient ouvertes les voies de négociation bilatérale avec le Chili, sans pour autant renoncer à son droit de recourir à une cour internationale…

Les peuples ne sont pas responsables de l'enfermement maritime de la Bolivie. Les fautifs, ce sont les oligarchies, les transnationales qui s'emparent comme toujours de leurs ressources naturelles. Le Traité de 1904 n'a pas apporté la paix ni l'amitié ; il a fait que la Bolivie n'ait pas pu accéder pendant plus d'un siècle à un port souverain.

…en Amérique, un autre mouvement des pays latino-américains et caribéens est en gestation, une nouvelle OEA sans les États-Unis, pour nous libérer de certains diktats. Heureusement, grâce à la petite expérience que nous avons à l'UNASUR […] nous n'avons plus besoin, en cas de différends entre pays […] que quelqu'un vienne d'en-haut et du dehors pour y mettre bon ordre.

Suite à la page (15)

Uruguay : réunion à Montevideo des ministres des affaires étrangères et de la défense sur la Minustah en Haïti



Des manifestants prennent part à une manifestation le jeudi 8 Septembre 2011, par rapport à la Force aérienne du Club de Montevideo (Uruguay), où la réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des membres américains de la mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) ont eu lieu pour discuter de l'avenir de la mission sous l'ombre de l'abus commis par certains de ses troupes en Haïti. Les représentants des ministères se sont réunis pour discuter de la restructuration de la mission, la redéfinition de ses objectifs et pour répondre à la réduction du personnel dans les pays des Caraïbes.

Agencia EFE jeudi 15 septembre 2011

« Occupy Wall Street » grandit et avance



Des manifestants traversant le pont de Brooklyn en solidarité aux indignés qui occupent la place de la Liberté à Wall Street

Par David Brooks *

Pour la première fois depuis qu'a été convoquée la mobilisation « Occupy Wall Street » il y a 10 jours, un syndicat a officiellement déclaré son appui formel à l'occupation, tandis que d'autres syndicats et groupements communautaires prévoient des marches d'appui dans les prochains jours, quelque chose qui pourrait transformer une assemblée à qui manquait jusqu'à présent la présence d'organisations sociales.

La direction de la section de New York du Syndicat de Travailleurs du Transport (TWU) – avec environ 38 000 affiliés, travailleurs du métro et des autobus municipaux – a voté pour approuver son appui à « Occupy Wall Street » , a confirmé un porte-parole à La Jornada. Avec cela, a-t-il affirmé, qu'il y aura une plus grande présence des représentants du syndicat sur la dite Place de la Liberté, à deux pas de Wall Street, où entre 100 et 200 manifestants occupent l'endroit depuis le 17 septembre. « C'est assez courageux ce que les manifestants font et ont réussi à donner un nouvel objectif public à ce que nous avons maintenu tout ce temps : que Wall Street, les banques et les entreprises qui ont provoqué cette catastrophe … ne partagent pas le sacrifice pour affronter à cela. Ce sont les travailleurs qui doivent se sacrifier tandis que les riches s'en sortent », a déclaré un autre porte-parole de TWU, Jim Gannon, à un média local. Par cela, il a affirmé que l'appui formel du syndicat est « une alliance naturelle avec les jeunes et les étudiants qui donnent voix à notre message. Pourquoi ne pas nous joindre ?, nous sentons une affinité avec eux ».

D'un autre côté, des sources syndicales ont informé La Jornada qu'elles organisent une marche d'appui « travail / communautaire » avec plusieurs groupements corporatifs et sociaux locaux pour la semaine prochaine. Les transporteurs rejoindront cette manifestation.

Ainsi, ce qui fut une occupation formée par des individus non syndiqués, en majorité étudiants blancs d'université, avec une mosaïque de vieux activistes, qui ont répondu à une convocation par Internet et les réseaux cybernéticiens presque sans effort pour se lier avec des organisations sociales ou estudiantines, pourrait changer de profil si tout à coup commencent à s'ajouter ces groupements.

Suite à la page (18)

Plus de 700 manifestants anti-Wall Street arrêtés à New York

Des manifestants "ont bloqué pendant deux heures la circulation sur le pont de Brooklyn, en direction de Brooklyn", a expliqué un porte-parole de la police new-yorkaise. En dépit du caractère pacifique de la manifestation, "plus de 700 personnes ont été arrêtées. La plupart pour atteinte à l'ordre public"

Quelque 700 personnes ont été arrêtées samedi à New York parce qu'elles bloquaient la circulation sur le pont de Brooklyn, provoquant sa fermeture, pour protester contre les effets de la crise économique, a annoncé la police.

Des manifestants "ont bloqué pendant deux heures la circulation sur le pont de Brooklyn, en direction de Brooklyn", a expliqué un porte-parole de la police new-yorkaise.

En dépit du caractère pacifique de la manifestation, "plus de 700 personnes ont été arrêtées. La plupart pour atteinte à l'ordre public", a-t-il précisé à l'AFP.

Certains des manifestants ont été relâchés après quelques heures tandis que d'autres devaient être détenus 24 heures ou faire l'objet de poursuites, a-t-on encore indiqué de source policière.

La manifestation avait débuté dans l'après-midi à Liberty Plaza, dans le quartier de la finance, où campent depuis deux semaines des militants du mouvement "Occupons Wall Street". Des centaines de personnes se sont ensuite dirigées vers le pont de Brooklyn, selon la police qui a précisé que la majorité des manifestants étaient restés sur le trottoir, sans incident.

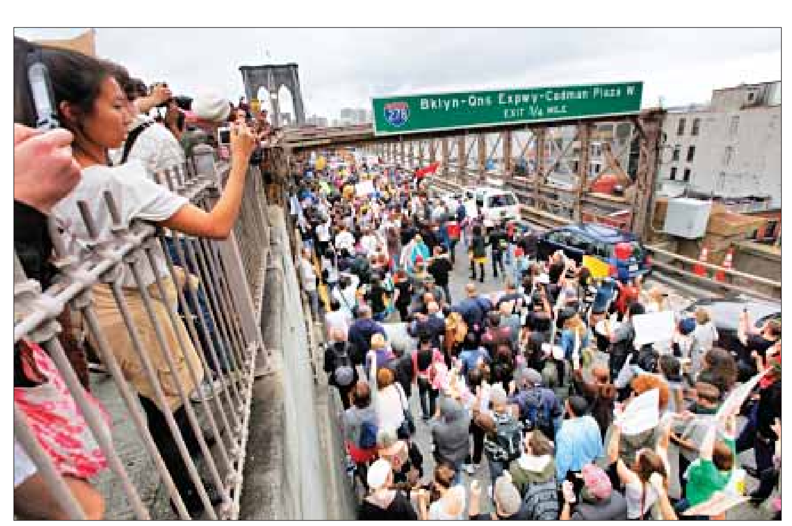
Des manifestants arboraient des pancartes écrites à la main incitant à "en finir avec la Fed", la Réserve fédérale, ou à braquer des "bombes au poivre sur Goldman Sachs", grande banque d'investissement new-yorkaise mise en cause pour son rôle dans la crise des "subprime" ou emprunts à risque, qui a dégénéré en crise économique générale en 2008.

Des militants d'"Occupons Wall Street", qui s'inspire des mouvements pro-démocratiques du printemps arabe, campent dans un parc du sud de Manhattan pour traduire leur "mécontentement provoqué par l'actuel climat politique et économique".

"Nous sommes de toutes les races, tous les sexes, toutes les croyances. Nous sommes la majorité. Nous sommes les 99%. Et, nous ne voulons plus être silencieux", ont-ils expliqué sur leur site internet.

Une manifestation dans le même esprit a également eu lieu à Boston (nord-est), aux abords des bureaux de la Bank of America. Vingt-quatre personnes ont été arrêtées. Selon les organisateurs, 3.000 personnes y ont participé.

L'Humanité 2 Octobre 2011



Les manifestants ont bloqué la circulation sur le pont de Brooklyn pour protester contre les effets de la crise économique



Quelque 700 personnes ont été arrêtées samedi à New York parce qu'elles bloquaient la circulation sur le pont de Brooklyn

Occupons Wall Street ensemble !



Soit vous rejoignez les protestations qui se déroulent à Wall Street et dans les quartiers financiers d'autres villes du pays, soit vous vous retrouverez du mauvais côté de l'histoire. *(Photo : Edgard Lafond)*

Par Chris HEDGES

Il n'y a plus d'excuses. Soit vous rejoignez les protestations qui se déroulent à Wall Street et dans les quartiers financiers d'autres villes du pays, soit vous vous retrouverez du mauvais côté de l'histoire. Soit vous vous élevez, de la seule manière qui nous est laissée, c'est à dire la désobéissance civile, contre le pillage opéré par la classe criminelle de Wall Street et contre la destruction de l'écosystème qui permet l'existence de la race humaine soit vous devenez un complice passif d'un crime inouï. Soit vous goûtez à la liberté et à la révolte et vous vous laissez séduire par leurs parfums, soit vous sombrez dans le désespoir et l'apathie. Soit vous êtes un rebelle, soit vous êtes un esclave.

Etre considéré comme innocent dans un pays où le droit ne signifie plus rien, où les entreprises privées ont pris le pouvoir par un coup d'état, où les pauvres et les travailleurs des deux sexes sont réduits au chômage et n'ont pas assez à manger, où la guerre, la spéculation financière et la surveillance intérieure sont les seules occupations de l'état, où il n'y a plus d'habeas corpus, où vous, en tant que citoyen, n'êtes rien de plus qu'un outil aux mains des puissances du privé, un outil qu'on utilise puis jette, c'est se montrer complice de ce méfait épouvantable. Rester sur la touche en disant : «Je suis innocent» c'est porter la marque de Caïn ; c'est ne rien faire pour aider les faibles, les opprimés et ceux qui souffrent, c'est renoncer à sauver la planète. Etre considéré comme innocent dans une époque comme la nôtre, c'est être un criminel. Demandez à Tim De Christopher.

Choisissez mais décidez-vous vite. L'état et les puissances privées sont déterminés à écraser la révolte. Ils n'attendront pas après vous. Ils ont trop peur qu'elle ne s'étende. Ils ont de longues phalanges de policiers à moto, des files de paniers à salade, des fantassins pour vous pourchasser dans les rues avec des gaz lacrymogènes et des filets de plastique orange. Ils ont érigé des barricades de métal dans toutes les artères qui mènent au district financier de New York où les mandarins vêtus de costumes de chez Brooks Brothers se servent de l'argent qu'ils vous ont volé pour jouer et spéculer et se gaver pendant qu'un enfant sur quatre à l'extérieur de ces barricades dépend des bons alimentaires pour se nourrir. La spéculation était interdite au 17ième siècle. Les spéculateurs étaient pendus. Aujourd'hui ce sont eux qui dirigent l'état et les marchés financiers. Ils répandent des mensonges qui polluent les ondes. Ils savent, bien mieux que vous, que la corruption et l'escroquerie ont tout imprégné, que le système est entièrement contre vous et que le secteur privé a mis en place une petite oligarchie encadrée de politiciens, juges

Suite à la page (17)





L'un des Cinq Cubains: l'absurde et cruelle décision de la justice US

Par José Pertierra

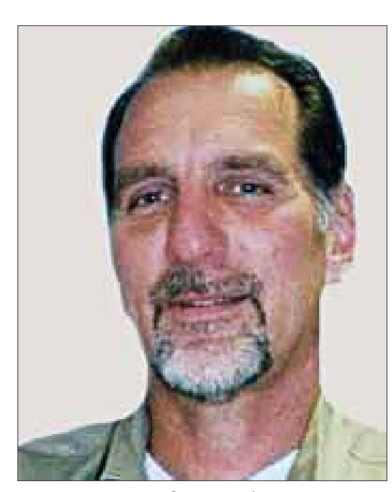
Une juge fédérale de Miami a pris une décision absurde et cruelle contre un des cinq Cubains, dont la peine d'emprisonnement s'achève le 7 octobre prochain : La juge Joan Lenard a déclaré que René Gonzalez, qui a purgé 13 ans de prison pour ne pas s'être inscrit comme agent du gouvernement cubain, sera obligé de vivre les trois prochaines années à Miami, en « liberté surveillée ».

M. Gonzalez avait demandé l'autorisation de revenir à Cuba pour retrouver sa femme Olga et ses filles Ivette et Irma. Il y a plusieurs années, le Département d'État avait décidé de ne jamais donner de visa à Olga afin qu'elle puisse rendre visite à son époux.

Même s'il est citoyen étasunien de par sa naissance, René Gonzalez a été élevé à Cuba et il a la double nationalité. À la demande du gouvernement cubain, il est retourné aux États-Unis afin de surveiller les groupes terroristes de Miami, qui depuis leurs bases dans le Sud de la Floride mènent des actions terroristes contre la population cubaine. Cependant, en s'abstenant d'informer le Département de la Justice de ses activités aux États-Unis, René Gonzalez a violé la loi. Par contre, le FBI n'a jamais arrêté les terroristes que René surveillait : ils sont toujours libres, protégés, et passent des beaux jours à Miami.

Quel intérêt peut bien avoir le gouvernement étasunien pour continuer à sanctionner une personne dont le seul délit est d'avoir lutté contre le terrorisme ? Pourquoi l'obliger à rester à Miami – un foyer de terrorisme anticubain – pendant les trois prochaines années ? Qu'importe si les terroristes – depuis leurs bases aux États-Unis – ont assassiné 3 478 Cubains et laissé handicapés 2 099 autres, au cours des 50 dernières années ? De plus, comment la juge veut-elle que M. Gonzalez applique les conditions de sa « liberté surveillée » à Miami ?

Parmi les conditions imposées par la Cour à René Gonzalez figure l'interdiction de « s'associer avec des individus ou des groupes terroristes, ou avec des membres d'organisations qui prônent la violence ». Elle lui interdit également de « s'approcher ou de se rendre dans des endroits spécifiques où qui pourraient être fréquentés par des individus ou des groupes terroristes ». Cela ne veut-il pas dire que pour accomplir la sentence, Miami est précisément le lieu où il ne devrait pas vivre, cette ville étant le sanctuaire des terroristes aux États-Unis.


René Gonzalez

Les terroristes que René était chargé de surveiller vivent toujours à Miami. Ils soutiennent ouvertement le recours à la violence contre Cuba. En avril dernier, Luis Posada Carriles, le commanditaire du sabotage d'un avion civil cubain dans lequel sont morts 73 personnes, et d'une campagne de terreur contre La Havane, qui comprenait la pose de bombes dans les plus grands hôtels et restaurants cubains, a réaffirmé son engagement dans la lutte armée contre le gouvernement cubain. Or Posada Carriles et ses acolytes vivent à Miami.

Pourquoi mettre en danger la vie de René et l'obliger à vivre les trois prochaines années côte à côte avec les mêmes terroristes qu'il surveillait à Miami lorsqu'il était agent du gouvernement cubain ?

Ce sont des terroristes cubano-américains qui ont assassiné Orlando Letelier (l'ancien ministre chilien des Affaires étrangères) aux États-Unis, Ronni Karpen Moffitt (une citoyenne nord-américaine), Eulalio Negrin et Carlos Muniz Varela (un Cubano-américain favorable au dialogue pacifique avec le gouvernement cubain), et aussi Félix Garcia Rodriguez (un diplomate cubain à l'ONU).

Dans une enquête réalisée la veille du procès contre les cinq Cubains, la psychologue Kendra Brennan a conclu que les Cubano-américains de Miami maintiennent « une attitude guerrière contre Cuba ». En outre, une étude

Suite à la page (18)

La Vérité sur l'Épidémie du Choléra en Haïti: Interview du Dr. Renaud Piarroux

1ère partie

Par Dady Chery

En Octobre 2010, une épidémie de choléra a éclaté en Haïti. L'épidémie continue, et plus de 6000 Haïtiens sont morts du choléra. Avant l'automne 2010, il n'y avait jamais eu de choléra sur l'île d'Hispaniola. Puis, un camion citerne d'un camp de l'ONU (MINUSTAH) fut découvert déversant ses eaux usées dans un fossé. Ce camp fut immédiatement soupçonné d'être la source du choléra.

Le Dr Renaud Piarroux est une autorité scientifique sur les épidémies de choléra, un expert en maladies infectieuses et parasitaires. Il est pédiatre et titulaire d'un doctorat en microbiologie. Il exerce actuellement comme professeur de parasitologie à l'Université Aix-Marseille, Marseille, France. Il a été le chercheur principal d'un article scientifique qui avait mis en évidence le rôle d'un camp des militaires népalais de la MINUSTAH, dans le déclenchement de l'épidémie de choléra d'Haïti en amont du fleuve Artibonite et de son affluent Meille.

Dady Chery: Dr Piarroux, d'abord je veux vous remercier d'avoir accepté de nous accorder cette interview. Vos travaux sont très respectés par les scientifiques du monde entier. Voudriez-vous donner une idée à nos lecteurs, s'il vous plaît, de ce que vous faites?

Renaud Piarroux: Je suis spécialiste en maladies parasitaires et infectieuses, et j'étudie spécifiquement les épidémies qui se sont produites dans les pays en développement. J'essaie de comprendre comment une épidémie peut survenir quelque part et comment elle se propage dans les zones voisines. Ce genre de travail est une condition préalable pour mieux organiser la lutte contre les épidémies et pour prévenir l'apparition de nouveaux foyers. En particulier, j'ai passé plusieurs années à étudier la dynamique des épidémies de choléra dans des pays africains, en vue de fournir aux autorités sanitaires locales des informations clés pour les aider à mettre en place des stratégies efficaces pour combattre le choléra.

DC: Aujourd'hui notre sujet est l'épidémie de choléra en Haïti. Pourriez-vous nous dire, s'il vous plaît, ce que c'est que le choléra. L'agent causal est-il une bactérie ou un virus? Quels sont les symptômes de l'infection? Comment se propagent les épidémies?


Des gens victimes de la maladie du choléra en Haiti

RP: Le choléra est dû à l'infection des patients par une bactérie appelée Vibrio cholerae. L'infection se produit quand quelqu'un avale ces bactéries en buvant, mangeant, ou en mettant les mains sales dans sa bouche. Les symptômes du choléra dépendent de la quantité de bactéries que cette personne avale. Un nombre assez limité de bactéries, ne provoque qu'une diarrhée légère ou même aucun symptôme. Mais si une personne avale une grande quantité de bactéries, cela peut provoquer de graves diarrhées, des vomissements, et entraîner une déshydratation si rapide qu'elle peut conduire à la mort en quelques heures à quelques jours. La sévérité de la maladie dépend aussi de la personne. Chez ceux qui souffrent de malnutrition ou ont un état général affaibli, la quantité de bactéries nécessaires pour provoquer une maladie grave est plus basse que chez des sujet en bonne santé.


Le Dr Renaud Piarroux

DC: En Haïti la première épidémie de choléra a débuté en Octobre 2010, et cet été nous avons vu une résurgence. Pouvez-vous dire à nos lecteurs quelque chose sur la nature socio-politique de cette épidémie? Est-elle différente politiquement des autres épidémies que vous avez étudiées? Est-ce que l'épidémie actuelle pose des problèmes politiques pour les scientifiques?

RP: Je ne sais ce que vous voulez dire par nature socio-politique de cette épidémie. Évidemment, quand une épidémie mortelle se produit sur un territoire, on peut s'attendre à de nombreuses conséquences, et certaines d'entre elles concernent les autorités politiques du pays. En Haïti, en particulier, la gravité de l'épidémie et le fait que le germe a été apporté au pays par les soldats népalais de la MINUSTAH, ont conduit à de nombreux problèmes politiques. Cependant, j'avais été mandaté pour faire une enquête sur cette épidémie, y compris pour comprendre comment elle avait commencé. J'ai décidé de faire mon travail indépendamment des questions politiques.

Suite à la page (19)

Suite de la page (8)

3. Le 26 novembre 2005, au Carrefour Trois Mains, sur la Route de l'Aéroport, Marie Rose PRÉCÉUS a été contrainte de faire une fellation pour un soldat Jordanien avant d'être violée par sodomisation par ce dernier;

4. Le 20 décembre 2006, Stephane DUROGÈNE, étudiant en troisième année au Centre de Formation Classique et Économique (CFCE) a été atteint de projectiles à l'œil gauche tirés par des agents de la MINUSTAH alors qu'il passait près du Commissariat de Delmas 62;

5. Le 3 novembre 2007, cent onze (111) agents Sri-lankais sont impliqués dans un cas d'abus et d'exploitation sexuels dont sont victimes des mineurs;

6. Le 29 mai 2008, le policier Lucknis JACQUES, affecté au Commissariat de Cité Soleil a été molesté par des agents de la MINUSTAH;

7. Le 6 août 2008, les agents de la MINUSTAH ont brutalisé deux (2) policiers Donson BIEN-AIMÉ A2 et Ronald DENIS A3, tous deux (2) affectés au Commissariat de Cité-Soleil. Ces faits ont été perpétrés contre les victimes en dépit du fait qu'ils se soient clairement identifiés;

8. Le 18 août 2010, un mineur orphelin, âgé de seize (16) ans répondant au nom de Gérald JEAN GILLES a été retrouvé pendu à un amandier qui se trouve sur la base des soldats népalais de la MINUSTAH, située à Carénage, au Cap-Haïtien. Ce mineur fréquentait la base et rendait de menus services aux agents qui y sont affectés;

9. A la mi-octobre 2010, les agents Népalais de la MINUSTAH affectés à Mirebalais sont impliqués dans l'apparition et la propagation du choléra en Haïti par le déversement de déchets humains dans les rivières Boukan Kanni et Jenba entraînant des pertes humaines considérables;

10. Le 12 mai 2011, Géna WIDERSON élève en septième (7ème) année fondamentale au Collège Centre de Formation Classique de Verrettes, département de l'Artibonite, âgée de quatorze (14) ans, est atteint de deux (2) projectiles tirés par des agents de la MINUSTAH. Cet incident s'est produit au moment où des élèves du Lycée Jacques Stephen Alexis organisaient une manifestation contre la révocation d'un (1) enseignant.

Ces faits ne sont pas exhaustifs. Cependant, dans tous les cas susmentionnés, le RNDDH met en cause la responsabilité de la MINUSTAH et par voie de conséquence, celle de l'ONU car, il est inconcevable que des agents engagés dans une force onusienne, fonctionnent en dehors de toute règle de recevabilité et s'adonnent à des activités répréhensibles de toutes sortes sous le couvert de leur immunité conférée par l'ONU.

Notes

[1] Suite au tollé causé par cette affaire, le Rnddh s'est rendu à Port-salut pour y mener une enquête. Son rapport est publié par plusieurs médias haïtiens. La version citée dans cet article est publiée sur internet par haiticonnexion.

[2] Le plus grand bidonville haïtien, où, au cours de l'été 2005, la MINUSTAH est entrée et a tué plusieurs dizaines de personne parmi lesquelles femmes enceintes et enfant.

[3] La grandonarcho-bourgoiesie fait référence aux pratiques économico-politiques des bourgeois-grandons haïtiens. Ce concept de grandons-bourgeois ou bourgeois-grandons (grandonboujwa en créole haïtien) a été forgé par Jn Anil Louis-Juste pour qualifier la spécificité du capitalisme haïtien. En Haïti, il est un exercice ardu d'identifier un seul bourgeois qui ne soit en même temps propriétaire terrien (grandon en créole). Toutefois, ces terres ne sont pas insérées dans la production capitaliste, mais travaillées par des paysans ou travailleurs ruraux qui doivent en retour payer le grandon en rente. Quant aux bourgeois, ils se retrouvent principalement dans les activités commerciales d'import-export, particulièrement. Ce qui fait qu'ils ne sont ni grandons seulement ni bourgeois seulement. D'où qu'ils sont des grandons-bourgeois. Nous parlons de grandonarcho-bourgeoisie afin d'attirer l'attention sur le fait que la classe des bourgeois-grandons haïtiens fonctionne fondamentalement comme une famille où très peu de personnes contrôle l'essentiel de l'économie et de la richesse nationales.

[4] www.hpnhaiti.com, 11/08/2011: Haïti: Port-salut dénonce des exactions d'agents uruguayens de la MINUSTAH.

[5] Lire à cet effet, sur www.hpnhaiti.com, Haïti-Choléra: une étude confirme l'origine népalaise, publiée le 24/08/2011.

[6] Lire: Haïti : déversement de matières fécales, la MINUSTAH récidive, publiée sur www.hpnhaiti.com le mercredi 10 aout 2011.

[7] Nous empruntons ce concept du très regretté Jn Anil Louis Juste, assassiné par balles le 12 janvier 2010 quelques trois heures avant le tremblement de terre. L'utilisation de son concept pour désigner la dite communauté internationale, mise en branle pour détruire l'idéal communiste symbolisé par l'Internationale Communiste, déjà au Congrès de Bretton Woods, tire toute sa pertinence dans le souvenir de la lutte du professeur et militant Louis-Juste pour l'émancipation d'Haïti tant des troupes de l'ONU que des relations capitalistes dépendantes et néocoloniales. Il n'est pas superflu de rappeler ici, qu'en 2009, il faisait l'objet de recherche active par les forces d'occupation pour s'être allié à la lutte pour l'ajustement du salaire de misère de l'ouvrier/l'ouvrière haïtien/haïtienne à 200 gourdes, soit 5 dollars par jour.

A l'encontre 8 septembre 2011

Chávez, Evo et Obama

Suite de la page (12)

Je veux aussi saisir l'occasion pour aborder un point clef : la lutte contre le trafic de drogues, que l'impérialisme étasunien utilise à des fins foncièrement politiques. En Bolivie, la DEA étasunienne ne luttait pas contre le trafic de drogues ; elle contrôlait le trafic de drogues à des fins politiques. S'il existait un dirigeant syndical ou un dirigeant politique anti-impérialiste, eh bien la DEA était là pour l'impliquer. Nous avons été de nombreux dirigeants, de nombreux hommes politiques à échapper à ces manigances de l'Empire pour nous impliquer dans le trafic de drogues. Et les tentatives se poursuivent.

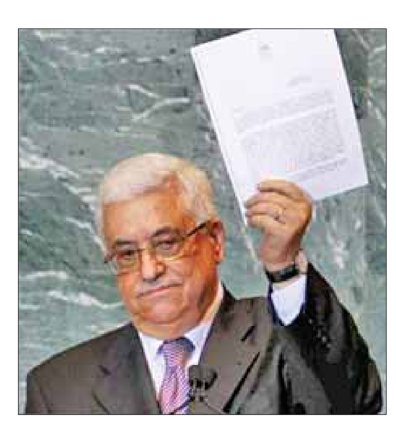
Ces dernières semaines, des médias étasuniens affirmaient que l'avion de la présidence était arraisonné aux USA à cause de traces de cocaïne. Quel mensonge ! Mais c'est bien ainsi qu'on tente de duper la population en orchestrant une sale campagne contre le gouvernement, voire contre l'Etat. Or, que font les Etats-Unis ? Ils « décertifient » la Bolivie et le Venezuela. De quelle autorité morale peuvent se prévaloir les États-Unis pour certifier ou « décertifier » les pays d'Amérique du Sud ou d'Amérique latine ? Alors qu'ils sont le premier consommateur de drogues au monde, alors qu'ils sont les plus gros producteurs de marihuana au monde ! [...] Au nom de quelle autorité morale peuvent-ils donc certifier ou « décertifier » ? C'est là une autre manière de faire peur à nos pays ou de les intimider. N'empêche que la Bolivie lutte contre le trafic de drogues d'une manière absolument responsable.

Ce même rapport des États-Unis, ou plutôt de leur département d'État, reconnaît que la culture de la coca a nettement diminué, que la prohibition s'est améliorée.

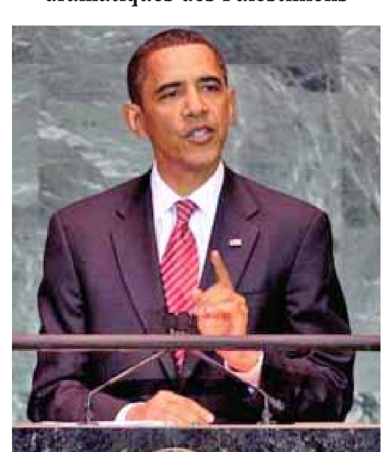
Mais où est donc le marché ? Car c'est le marché qui est à l'origine du trafic de drogues. Eh bien, le marché est ici. Et qui donc « décertifie » les États-Unis pour n'avoir pas réduit leur marché ?

Ce matin, le président mexicain, Calderón, a dit que le marché de la drogue continuait de croître, mais que personne ne prenait la responsabilité de le réduire. [...] Luttons donc en partageant les responsabilités. [...] En Bolivie, nous n'avons pas peur. Finissons-en avec le secret bancaire si nous voulons vraiment lutter contre le trafic de drogues.

L'une des crises, découlant de la crise du capitalisme, est la crise alimentaire. [...] Nous avons une petite expérience en Bolivie : on offre des crédits aux producteurs de riz, de maïs, de blé et de soja, sans aucun intérêt, et ils peuvent même éponger leur dette avec leurs produits. Ce sont des crédits dans des conditions de faveur pour stimuler la production. Et pourtant les banques internationales ne prennent jamais en considération les petits producteurs, ou les associations, les coopératives, qui



Le président de l'Autorité nationale de Palestine, Mahmoud Abbas, qui a pris la parole deux jours plus tard, a exposé les souffrances dramatiques des Palestiniens



Les déclarations de Barack Obama sur le point principal discuté aujourd'hui à l'Assemblée générale de cette organisation ne peuvent soulever les applaudissements que des canons, des missiles et des bombardiers de l'OTAN

peuvent très bien contribuer si on leur en donne la possibilité. [...] Il faut en finir avec le marché dit compétitif.

Dans une compétition, qui donc gagne? Le plus puissant, celui qui a le plus d'avantages. Les transnationales, et toujours elles. Et qu'arrive-t-il alors au petit producteur ? Qu'arrive-t-il alors à la famille qui veut s'en sortir par ses propres efforts? [...] Avec cette politique de concurrence, nous n'allons jamais pouvoir régler la question de la pauvreté.

Je dirai, pour conclure mon intervention, que la crise du capitalisme est désormais irréversible. [...] La crise économique du capitalisme n'est pas conjoncturelle, elle est structurelle. Et pourtant, que font les pays capitalistes ou les pays impérialistes ? Ils cherchent le moindre prétexte pour intervenir dans un pays et pour en récupérer les ressources naturelles.

Le président étasunien a dit ce matin que l'Iraq était désormais libre, que c'étaient les Iraquiens qui allaient maintenant gouverner. Il se peut bien que les Iraquiens gouvernent, mais leur pétrole, aux mains de qui est-il maintenant ? Il s'est félicité : fini l'autocratie en Libye, maintenant c'est la démocratie. Peut-être bien, mais le pétrole libyen, aux mains de qui restera-t-il maintenant ? [...] Les bombardements n'avaient rien à voir avec Kadhafi ou avec quelques rebelles : l'intérêt, c'était la conquête du pétrole libyen.

...Ils veulent donc régler leur crise, la crise du capitalisme, en récupérant nos ressources naturelles, à partir de notre pétrole, de notre gaz, de nos ressources naturelles.

...nous avons une énorme responsabilité : défendre les droits de la Terre nourricière....la meilleure façon de défendre les droits humains, maintenant, c'est de défendre les droits de la Terre nourricière. [...] Nous avons ici une énorme responsabilité : approuver les droits de la Terre nourricière. Voilà soixante ans, on a approuvé la Déclaration universelle des droits de l'homme. Voilà à peine soixante ans qu'on s'est rendu compte aux Nations Unies que l'être humain avait aussi des droits ! Après les droits politiques, après les droits économiques, après les droits des peuples indigènes, nous avons maintenant une énorme responsabilité : défendre les droits de la Terre nourricière.

Nous sommes aussi convaincus que la croissance infinie sur une planète finie est insoutenable, impossible. La limite de la croissance est la capacité de génération des écosystèmes de la Terre. [...] Lançons un appel à [...] un nouveau décalogue de revendications sociales au sujet des systèmes financiers, des ressources naturelles, des services de base, de la production, de la dignité et de la souveraineté, et, sur ces bases, commençons à refonder les Nations Unies, pour qu'elles soient vraiment la plus grande instance où régler les questions de la paix, de la pauvreté, de la dignité et de la souveraineté des peuples du monde.

Nous espérons que l'expérience que j'ai vécue comme président puisse servir à quelque chose, de même que je viens apprendre de beaucoup d'entre vous, afin de continuer de travailler à l'égalité et à la dignité du peuple bolivien.

Je vous remercie.

Après ces concepts clefs d'Evo Morales, le président de l'Autorité nationale de Palestine, Mahmoud Abbas, qui a pris la parole deux jours plus tard, a exposé les souffrances dramatiques des Palestiniens : ...l'énorme injustice historique commise contre notre peuple... Voilà pourquoi décision a été prise d'établir l'État palestinien sur seulement 22 p. 100 du territoire palestinien et sur tout le territoire palestinien occupé par Israël en 1967. Faire ce pas historique, auquel les États du monde ont applaudi, permettrait [...] de ramener la paix sur la terre de la paix.

Notre peuple continuera de résister pacifiquement à l'occupation d'Israël, à ses colonies et à sa politique d'apartheid, ainsi qu'à la construction du mur d'annexion raciste [...], armé de rêves, de courage, d'espoir et de slogans face aux chars, aux gaz lacrymogènes, aux bouteurs et aux balles.

...nous voulons tendre la main au gouvernement et au peuple israéliens pour instaurer la paix. Et je leur dis : construisons ensemble, d'urgence, un avenir pour nos enfants afin qu'ils puissent jouir de la liberté, de la sécurité et de la prospérité. [...] Nouons des rapports de coopération fondés sur la parité, l'équité et l'amitié entre deux États voisins, la Palestine et Israël, au lieu de ces politiques d'occupation, de colonisation, de guerre et d'extermination de l'autre.

Quasiment un demi-siècle s'est écoulé depuis cette occupation brutale, stimulée et appuyée par les États-Unis. Et pourtant, il ne se passe pas un seul jour sans que le mur continue de s'ériger, sans que de monstrueux engins mécaniques ne démolissent des logements palestiniens, sans qu'un jeune, voire un adolescent, palestinien ne soit blessé ou tué.

Que de profondes vérités contiennent les paroles d'Evo!

Fidel Castro Ruz
Le 26 septembre 2011

Il faut retirer

Suite de la page (7)

la petite-bourgeoisie, au sein desquelles ils recrutent l'essentiel de leur personnel civil local.

La réflexion de ces deux Haïtiens fait la lumière sur un aspect soigneusement occulté par ceux qui dirigent la Minustah: la Mission s'inscrit dans la guerre contre les pauvres qui, sous diverses dénominations –la plus connue étant la guerre contre la terreur–, militarise les coins les plus distants du monde. Les militaires brésiliens disent maintenant à voix haute qu'ils utilisent dans les favelas de Río de Janeiro les mêmes tactiques qu'ils expérimentent dans les plus misérables quartiers, comme Cité Soleil, définis comme zones de non-droit.

À cet effet le départ de la Minustah d'Haïti se fait urgent. Car chaque jour qui passe les Casques bleus font un pas de plus dans leur oppression raciste et machiste contre les couches populaires et répriment brutalement toute mobilisation populaire, comme cela s'est produit devant la caserne de Port Salut, où s'étaient réfugiés les violeurs uruguayens.

Jusqu'à présent le Brésil a justifié la Mission parce qu'il désirait gagner la légitimité internationale à sa demande pour l'obtention d'un poste permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que l'Uruguay brandissait des raisons beaucoup plus terre-à-terre, comme le fait qu'il reçoit des fonds qui équivalent à quatre fois la solde de ses soldats. Aucun des deux gouvernements n'a pensé une seconde au peuple haïtien ni au fait honteux d'être en train de faire le travail sale des puissances occidentales.

Il existe en Amérique latine une autre attitude envers le drame d'Haïti. Les gouvernements de Cuba et du Venezuela n'ont pas envoyé de soldats mais des médecins, des ingénieurs et des professeurs pour tenter d'aborder les véritables urgences de la population. L'attitude la plus notable, qui mérite d'être saluée avec ferveur, est celle du Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil, qui en 2008 envoyait la brigade Dessalines (en hommage au héros de la révolution haïtienne), avec quatre membres à l'origine qui se sont multipliés jusqu'au nombre de 30, suite au tremblement de terre de janvier 2010.

La brigade appuie la formation de paysans de diverses organisations, puisqu'elle a opté pour travailler dans les zones rurales, les plus reculées, où vivent 60 pour cent des Haïtiens, et où elle prône l'installation de citernes et la production et l'emmagasinage de semences. Les ONG et la coopération internationale, tout au contraire, se concentrent à Port-au-Prince, où elles reçoivent une ample couverture médiatique.

Ce mois-ci s'achève la formation de 76 jeunes Haïtiens de huit organisations paysannes qui sont restés une année au Brésil, à l'École Florestán Fernández du MST et dans des campements du Mouvement (ALAI, 18 septembre). Le MST enseigne qu'il existe des alternatives au militarisme et trace une voie qui consiste à travailler pour renforcer des sujets collectifs qui, à un moment donné, joueront un rôle dans les changements.

La solidarité entre ceux d'en bas, cette fraternisation dont nous avons tant besoin pour survivre, est l'arme que craignent le plus ceux d'en haut. Aussi bien les guerres que les politiques sociales sont destinées à rompre ce tissu collectif d'autoprotection, car c'est aussi le ciment du monde nouveau.

(Traduit de La Jornada, du 23-09-11 Par G. Roumer

Haïti, un pays occupé !



L'occupation militaire d'Haïti coûte plus de huit cents millions de dollars par an à l'ONU

Suite de la page (7)

Peut-être que le nom est un signal d'alarme, que vous entrez dans le monde noir, la magie noire, la sorcellerie ... Le vaudou, la religion que les esclaves ont amenée d'Afrique et qui a été nationalisée en Haïti, ne mérite pas d'être appelé religion. Du point de vue des propriétaires de la Civilisation, le Voodoo est une affaire de Noirs, d'ignorance, d'arriération, de superstition. L'Eglise catholique, qui ne manque pas de fidèles capables de vendre les ongles des saints et les plumes de l'archange Gabriel, a fait en sorte que cette superstition fût officiellement interdite en 1845, 1860, 1896, 1915 et 1942, sans même que le peuple en ait été informé .

Mais depuis déjà quelques années, les sectes évangéliques se sont chargées de la guerre contre la superstition en Haïti. Ces sectes viennent des États-Unis, un pays qui n'a pas d'étage au numéro 13 dans ses immeubles, ni de ligne 13 sur ses avions, puisqu'habité par des Chrétiens civilisés qui croient que Dieu a créé le monde en une semaine.

Dans ce pays, le prédicateur évangélique Pat Robertson a expliqué à la télévision ce qu'a été le tremblement de terre de 2010. Ce pasteur des âmes a révélé que les Noirs haïtiens avaient gagné leur indépendance de la France suite à une cérémonie vaudou, invoquant l'aide du Diable des profondeurs de la forêt en Haïti. Le Diable, qui leur a donné la liberté leur a envoyé le tremblement de terre pour leur faire payer le compte.

Jusques à quand les soldats étrangers continueront-ils de rester en Haïti? Ils y sont venus pour stabiliser et aider, mais voilà sept ans qu'ils n'apportent aucune aide et qu'ils sont en train de déstabiliser un pays qui ne veut pas d'eux.

L'occupation militaire d'Haïti coûte plus de huit cents millions de dollars par an à l'ONU.

Si les Nations Unies consacraient ces fonds à la coopération technique et à la solidarité sociale, Haïti pourrait recevoir un bon coup de pouce au développement de son énergie créatrice. Et ainsi serait-on sauvé de ces sauveteurs armés, qui ont tendance à violer, tuer et offrir en cadeau des maladies mortelles.

Haïti n'a besoin que personne vienne multiplier ses calamités. Elle n'a besoin non plus de la charité de personne. Comme le dit opportunément un vieux proverbe africain, la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui prend.

Mais Haïti a besoin de solidarité, de médecins, d'écoles, d'hôpitaux et d'une véritable collaboration rendant possible que renaisse sa souveraineté alimentaire assassinée par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres sociétés philanthropiques.

Pour nous, Latino-Américains, cette solidarité est un devoir de reconnaissance : ce serait la meilleure façon de dire merci à cette petite mais grande nation qui en 1804, par son exemple contagieux, nous a ouvert les portes de la liberté.

28 septembre, 2011

(Cet article est dédié à William Chifflet, qui a été obligé de démissionner de la Chambre des Députés de l'Uruguay quand il a voté contre l'envoi de soldats en Haïti).

"Texte lu hier par l'écrivain uruguayen à la Bibliothèque nationale en marge de la table ronde-débat «Haïti et la réponse de l'Amérique latine», à laquelle en outre ont participé Camille Chalmers et Jorge Coscia.

continued from p(9)

significant irregularities during the recent presidential elections.

Co-author Deepa Panchang noted, "*The white paper project emerged because our Haitian partners were angry and frustrated with MINUSTAH's widespread human rights violations in Haiti, yet these violations were not being documented in a systematic way and MINUSTAH was not being held accountable for them. Our goal for the white paper was to present an accessible and accurate report to influence decision-making going forward.*" Panchang is an alumna of the Harvard School of Public Health.

"*The cholera epidemic has been an entirely manmade and preventable disaster for Haiti,*" added co-author Rishi Rattan of Physicians for Haiti. "*Especially given the role of MINUSTAH in bringing this epidemic to Haiti, the significant allocation of funding to MINUSTAH while the cholera response remains underfunded is problematic, to say the least.*"

The white paper sheds light on current human rights abuses being committed by MINUSTAH and raises questions of how the UN can continue to justify the increasingly high human cost of the mission.

"*With the continuous stream of human rights violations attributed to MINUSTAH, if the international community is serious about helping Haiti they will decide that respect for Haitian sovereignty and human rights is incompatible with an extension of the force's mandate,*" said co-author Kevin Edmonds, a doctoral candidate at the University of Toronto.

The report is available on the website of the Institute for Justice and Democracy in Haiti at www.ijdh.org.

Faut-il une nouvelle

Suite de la page (7)

À sa dissolution précipitée, puisque le mandat du Président était compté, on n'avait rien prévu de sérieux pouvant pallier à la succession d'une force de l'ordre, certes contestée, mais utile faute de mieux. Ainsi, à la disparition officielle d'un corps organisé, hiérarchisé et soumis, était né, dans la précipitation et dans l'improvisation la plus totale, un embryon de corps de police avec le même personnel. Seules les règles étaient différentes de l'ancienne institution. D'où, le mélange des genres avait-on observé dans les premières années de la mise en circulation de ces anciens militaires pour lesquels on s'était contenté seulement de modifier la couleur de l'uniforme et la mission.

D'ailleurs, la quasi-totalité des cadres supérieurs de la police nationale est issue des anciens cadres et de l'Etat-major de l'Armée d'Haïti. Des gens qui n'avaient pas été préparés pour servir dans une société en voie de démocratisation. De la police intérimaire, avec l'ancien major des FAD'H Dany Toussaint à sa tête, jusqu'à cette force de police nationale qu'on a aujourd'hui, on est loin, très loin d'une nouvelle institution. Certes, des instructeurs étaient venus des Etats-Unis, de France et du Canada pour donner une formation rudimentaire à ces anciens militaires, ensuite aux nouvelles recrues, dont certains d'entre eux étaient envoyés en formation en Equateur, mais la situation politique et sociale dans laquelle évoluent ces policiers rend quasiment impossible des résultats à la hauteur des enjeux.

Or, dotée d'une simple force de police, loin de pouvoir assurer sa mission qu'est « Protéger et Servir », Haïti, sans aucune autre force de défense du territoire national, se trouve à la merci de tous groupuscules étrangers ou haïtiens hostiles à sa stabilité politique, sociale et économique. Une situation qui doit nous donner à réfléchir sur les crimes organisés, les provocations politiques et les manipulations grossières de tout genre auxquelles on avait assisté dans le passé et que les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, ne peuvent laisser perdurer. Faut-il pour autant faire appel à une nouvelle armée nationale pour seconder l'actuelle PNH ? Ou faudrait-il augmenter le nombre de policiers et accélérer la professionnalisation de l'institution ?

La réponse appartient aux autorités politiques haïtiennes dont les premiers devoirs sont d'assurer la sécurité de tous leurs concitoyens où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Nous avons lu les grands axes du projet de Politique de Défense et de Sécurité Nationale du Président Michel Joseph Martelly soumis à l'approbation de la Communauté internationale, surtout pour son financement. On y a relevé trop de confusions et d'amalgames surtout sur le volet relatif au « Service d'Intelligence Nationale » (S.I.N). Et l'on trouve tout de même curieux, voire suspect, qu'un tel projet ne soit pas d'abord débattu avec les acteurs nationaux en général et la Commission de Défense et Sécurité du Sénat de la République en particulier avant qu'il soit présenté aux étrangers. Les Haïtiens ne sont-ils pas les premiers concernés ?

La Guyane, la favela de la France en Amérique Latine

Par Paco Gómez Nadal

La Guyane française est un lieu stratégique pour Paris. Le Centre Spatial d'où sont lancés des satellites européens et russes justifie tous les efforts. Mais ici, dans l'unique territoire « colonial » qui reste en Amérique du Sud continentale, il y a une résistance indépendantiste qui a des arguments.

Rien comme cela ne devrait être en Guyane française. Elle est française, mais ce n'est pas la France. C'est la Guyane, mais tous les symboles le nient. C'est un lieu de haute technologie d'où sont lancés des satellites et des fusées spatiales, mais il n'y a pas de routes ni de transport public. 35 % de la population sont au chômage absolu mais les prix ce sont ceux de l'Ile-de-France. Essayons de comprendre pourquoi.

Sous une apparence de normalité, la Guyane française est une destination privilégiée pour les nouveaux « colons » français, qui viennent travailler pour quelques années dans l'administration ou dans le Centre Spatial Guyanais (qui est en réalité Européen ou à disposition Russe, mais non guyanais) avec des conditions économiques magnifiques. C'est aussi une île dans laquelle vivent des noirs ou des asiatiques dans une somnolence nourrie par la politique des aides de Paris et par la promesse d'être Européens. « Je ne sais pas si je suis français ou guyanais. Je ne sais pas si j'ai les droits des premiers ou si je suis un citoyen de seconde ». Armand Actillf parle avec sarcasme. Sur son tee-shirt est inscrit « Brigades contre la Négrophobie » et à aucun moment il n'enlève ses lunettes de soleil, malgré la pénombre dans laquelle nous parlons dans le petit bureau du « Mouvement pour la Décolonisation et l'Émancipation Sociale » (MDES).

Voilà la résistance. Il n'y a pas beaucoup plus. Seulement le syndicat de l'Union de Travailleurs Guyanais (UTG), un mouvement d'extrême gauche qui partage les désirs souverainistes du MDES. En Guyane française il n'y a plus d'organisations de la société civile qui ont un regard politique sur la réalité. Il n'y a pas non plus d'organisations de Droits de l'homme.

Armand dit que c'est une colonie, « une colonie raciste », nuance t-il. « Il y a une ségrégation. Tous les chefs, tous les bons travaux sont pour les blancs ». Ce qui est vrai, c' est qu'il faut seulement parcourir le pays pour confirmer cela. Les gendarmes sont blancs, les fonctionnaires sont blancs, les propriétaires d'hôtels sont blancs, les employés de l'armée française sont blancs … des blancs partout, alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population. Les immigrants latins qui maraudent sur la Place des Palmiers pensent aussi que c'est un lieu raciste, bien que la majorité de la population soit de descendance africaine.



La mise en scène la plus évidente de cet état de choses ne se trouve pas à Cayenne, mais à Kourou, une ville au service du Centre Spatial

Politique coloniale

Maurice Pindard, fondateur et encore le président du MDES, l'explique calmement. Il a le ton du maître d'école qu'il est, et le calme dont les causes de l'histoire ont besoin. « La France applique ici une politique systématique depuis l'abolition de l'esclavage (1848) qui s'appuie sur trois piliers : assimilation, assistanat et division ».

L'assimilation est culturelle. 70 % des professeurs de l'enseignement primaire et secondaire en Guyane française viennent de la métropole et imposent un filtre européen qui nie l'évidence de l'histoire. La télévision est produite en métropole, les journalistes, dans leur immense majorité sont blancs, les messages sont clairs : vous êtes français (bien que la réalité et les droits le contredisent).

L'assistanat se prouve avec facilité dans les bureaux de La Poste. Là-bas il y a des queues presque permanentes des français de seconde zone qui ont besoin des allocations pour subsister. « Cet argent les immobilise, ils préfèrent ne pas travailler, mais je crois que cela les étourdit aussi, il les rend dépendants ». Désirée est Dominicaine et a vécu en Guyane des années durant, comme des milliers de ses compatriotes, de brésiliens et de Péruviens, qui représentent déjà autour de 10 % de la population. Cette migration arrive attirée par les salaires en euros et par la possibilité, lointaine, d'obtenir avec le temps le passeport français. Beatrice, une bretonne qui est temporairement à Kourou parce que son mari, militaire, y est basé ici, assure que « les gens de la Guyane ne veulent pas travailler ». Mais après avoir approfondi le sujet, elle avoue que ce lieu ne lui plaît pas . « Il y a trop de tares de l'histoire ».

C'est un peu plus compliqué. Maurice insiste sur le fait que la politique d'assistanat ne soit pas un hasard et qu'elle a un effet favorable envers Paris. « Il y a 10 ans les gens étaient fatigués de la France et voulait changer les choses ». Mais cela a changé, après une série de manifestations dans les colonies, la France a annoncé un référendum d'autonomie pour janvier 2010 mais avant elle a préparé le chemin. « La campagne du NON fut celle de la peur : s'ils votent Oui à l'autonomie alors se terminent les aides », se rappelle André, un autre membre du MDES. Résultat : 69,8 % des 67.000 citoyens en mesure de voter (sur une population de 250.000) ont dit Non à un changement de statut social qui ne leur donnait pas l'indépendance vis à vis de la France mais oui une plus grande autonomie.

Beaucoup d'argent pour peu de gens

L'argent arrive et passe par la Guyane française, mais il n'est pas distribué. Un commerçant péruvien raconte avec fascination comment ici il y a plus de BMW ou Mercedes par habitant que dans aucun autre lieu de l'Amérique. Un lecteur fait un commentaire sur le livre de bord de la Route Otramérica pour dire que mieux avoir un pouvoir colonial qu'une indépendance corrompue. « La mentalité est ainsi. Je crois qu'aucun de nous peut expliquer les ravages que l'esclavage a laissés en nous. Le trafic d'esclaves en finissait avec l'être humain et nous n'avons pas encore pu le reconstruire », termine Maurice.

Le MDES évalue le nombre de ses membres à 300, une force relativement petite mais qui doit être la base pour obtenir que, un jour, le Comité de Décolonisation de l'ONU reconnaisse la Guyane française comme un territoire « non autonome » et pour en faire prendre conscience à la population. « Ce sera un travail de long terme, nous n'allons rien obtenir demain », Maurice Pindard se résigne, bien qu'il dispose d'une certaine joie comme il y a quelques jours, avec l'aide du Mouvement International pour la Réparation (afrodescendientes), ils ont remis les premières cartes d'identité de la Guyane française à 150 personnes.



Maurice Pindard

Un acte symbolique et, donc, important, dans un territoire où est interdit leur drapeau même. Il y en a un seulement au siège du Conseil Général parce que le président est un vieux socialiste qui sympathise à la nécessité d'une identité propre, bien qu'il suive le patron du Parti Socialiste français : un regard encore colonial sur les territoires d'outremer.

La Favela de la France

La mise en scène la plus évidente de cet état de choses ne se trouve pas à Cayenne, mais à Kourou, une ville au service du Centre Spatial. Bien que ce ne soit pas exact de parler d'une ville. C'est, plutôt, une enclave où le personnel du Centre vit, avec quelques bases militaires, y compris une de la Légion Française, et où survit le reste.

Les indigènes (les « amérindiens », comme les nomment les français) ont une présence anecdotique ici, dans la dite Ville Indigène, quelques maisons en face de la mer. Son leader n'est pas présent, mais comptent ceux qui retapent là-bas un toit sous le soleil infernal qui pour la France « sont anecdotiques ». On n'arrive pas à 8 % de la population et la majorité vivent dans des rivières et des montagnes frontalières avec le Brésil ou avec le Surinam. Ils sont d'accord avec le MDES sur le fait que les fonctionnaires coloniaux jouent la division, troisième facteur que Maurice Pindard signalait. Cimarron, Créoles, indigènes et asiatiques roulent chacun pour leur compte et les lois particulières de la colonie jouent sur cette ligne. Par exemple, si un Guyanais veut visiter quelque population indigène il doit demander une autorisation au préfet.

Denis, un émigrant français qui a passé 30 ans dans ces terres mais « caché » dans la forêt, regarde avec résignation ce bordel. « Ne tortillez plus, c'est la favela de la France. Ce qui importe à Paris ce sont les euros d'Ariane et de Soyuz (les modèles spatiaux de l'Union Européenne et de la Russie), et les locaux … si on jette un oeil, on les cantonne à penser seulement à la religion, à manger et à avoir des enfants ».

Génocide par substitution

À regarder … ou à émigrer. L'Université de la Guyane française est une plaisanterie et les bons étudiants vont à la métropole. Ils n'ont pas l'habitude de revenir. C'est pourquoi au MDES ils parlent « d'un génocide par substitution ». Maurice l'explique ainsi : « Nos jeunes, s'ils sont de bons étudiants, rêvent de partir et restent en France parce qu'ici ils n'ont aucune chance, mais les français viennent ici parce que les bons postes de travail sont pour eux. C'est le vieux rêve français de blanchir la Guyane ».

En réalité il semble que l'histoire se répète. Oui, la France n'a jamais prêté d'attention à ce territoire inhospitalier jusqu'à ce qu'elle perde la Guerre de 7 ans et, avec elle, le Canada, la Louisiane et l'Inde. Alors, elle s'est trouvée obligée à regarder Les Antilles et la Guyane comme zone d'approvisionnement. Ensuite elle a perdu de l'intérêt et elle a été réduite à être une province - prison avec Saint Laurent-du-Maroni et les Îles du Salut comme l'épicentre d'un trafic de prisonniers qui est arrivé à atteindre 80.000. Mais les coordonnées de la Guyane française, si proches de l'Équateur, la rendaient idéale pour lancer des satellites. Aussi la France a recommencé à trouver un intérêt et à s'efforcer de maintenir sa colonie à cet endroit : tout flirt indépendantiste mettrait en danger le bijou de la République.

Otramérica, le 21 septembre 2011
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, 4 octobre 2011

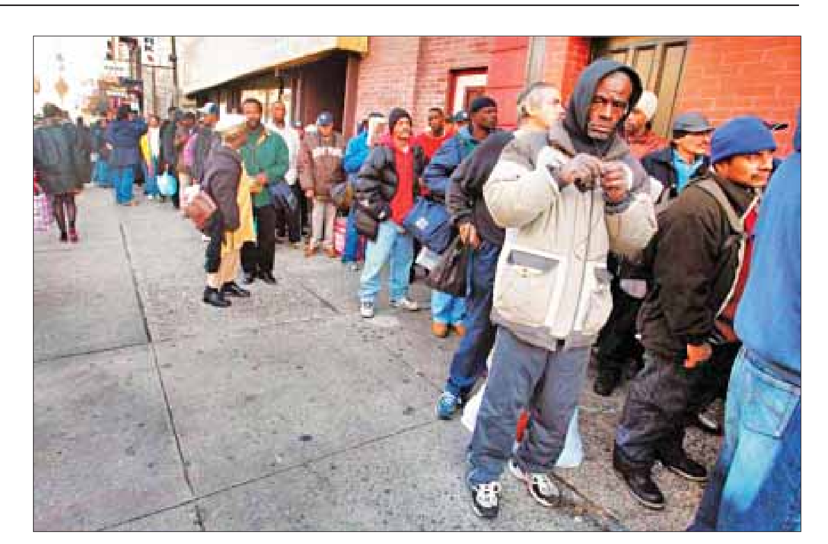
Occupons Wall Street ensemble !

Suite de la page (13)

et journalistes complaisants qui habitent derrière les grilles de leur petit Versailles pendant que 6 millions d'Américains sont jetés à la rue, et il y en aura bientôt 10 millions, qu'un million de personnes par an sont incapables de payer leur notes de soins, que 45 000 personnes meurent par manque de soins, que le chômage tourne autour de 20%, que les citoyens, y compris les étudiants se débattent pour rembourser leurs emprunts avec des petits boulots sans avenir, quand ils ont du travail, dans un monde sans espoir, un monde de maîtres et de cerfs.

Le seul mot que le secteur privé connaisse est «plus». Il est en train de détruire tous les derniers programmes sociaux financés par les contribuables, de l'éducation à la sécurité sociale pour se les approprier et en tirer profit. Qu'importe si les malades meurent ; si les pauvres n'ont pas assez à manger ; si des familles entières sont jetées à la rue ; si les chômeurs pourrissent ; si les enfants des terrains vagues des villes et des campagnes n'apprennent rien à l'école et vivent dans la misère et la peur ; si les étudiants ne trouvent pas, et ne trouveront jamais, de travail à la fin de leurs études ; si le système carcéral, le plus important du monde industriel, s'agrandit pour contenir tous les dissidents potentiels ; si la torture continue ; si les enseignants, les policiers, les pompiers, les postiers, et les travailleurs sociaux rejoignent les rangs des chômeurs ; si les routes, les ponts, les barrages, les digues, le train, le métro, les autobus, les écoles et les bibliothèques s'écroulent ou ferment ; si le réchauffement climatique de la planète, les phénomènes climatiques anormaux, les ouragans, les orages, les inondations, les tornades, la fonte des glaciers polaires, l'empoisonnement des nappes phréatiques, la pollution de l'air augmentent et mettent toutes les espèces en danger.

Qui s'inquiète de tout cela ? Si les actions de ExxonMobil, de l'industrie du charbon ou de Goldman Sachs montent, la vie est belle. Le profit, le profit, le profit. Voilà ce qu'ils chantent derrière leurs barricades de métal. Leurs crocs sont profondément plantés dans votre cou. Si vous ne les faîtes pas lâcher prise très très vite, ils vous tueront. Et ils tueront l'écosystème, condamnant ainsi vos enfants et les enfants de vos enfants. Ils sont trop stupides et trop aveugles pour se rendre compte qu'ils mourront en même temps. Ainsi donc, soit vous vous soulevez contre eux et les mettez hors d'état de nuire, soit vous démantelez l'état privé pour recréer un monde sain, un monde où on ne s'incline plus devant l'idée ridicule que les exigences des marchés financiers doivent gouverner le comportement humain, ou c'est l'autodestruction qui nous attend.



Qu'importe si les malades meurent ; si les pauvres n'ont pas assez à manger ; si des familles entières sont jetées à la rue ; si les chômeurs pourrissent ; si les enfants des terrains vagues des villes et des campagnes n'apprennent rien à l'école et vivent dans la misère et la peur

Chris Hedges écrit régulièrement pour Truthdig.com. Il est diplômé de Harvard Divinity School et a été pendant près de 20 ans correspondant étranger du New York Times. Il est l'auteur de nombreux livres dont : War Is A Force That Gives Us Meaning, What Every Person Should Know About War, et American Fascists : The Christian Right and the War on America. Son dernier livre est : Empire of Illusion : The End of Literacy and the Triumph of Spectacle.

TruthDig 2 octobre 2011
Traduction : Dominique Muselet
LGS 2 octobre 2011

Femme et Société Contribution d'Eleanor Roosevelt

Anna Eleanor Roosevelt naquit à New York, le 11 octobre 1884. En ce temps là presque toutes les femmes américaines ne pouvaient pas voter. Un nombre restreint d'états permettait aux femmes de voter aux élections locales.

Femme de grand courage et de grande détermination, Eleanor encouragea plus d'un à participer au combat pour l'égalité des droits civils, des droits humains et des droits politiques.

Fille de l'élite économique, elle était comblée de privilèges dus à son rang et à sa classe. Elle était la nièce du président Théodore Roosevelt. Par son mariage avec Franklin Delano Roosevelt ancien sénateur de l'état de N Y, elle devint la première femme du monde. Et par là s'engagea à fond sur les problèmes des droits humains à travers le monde. Elle éleva la voix pour les femmes afro américaines et les groupes minoritaires travaillant dans les usines aux Etats-Unis. Par son travail social et son engagement au changement, elle aida son mari à devenir sénateur démocrate pour l'état de NY en 1910.

Sa popularité a grandement aidé son mari à briguer le poste de gouverneur de l'état de NY en 1929 et celui de président des Etats-Unis en1933. Toutefois il faut noter que son mari atteint de polio ne pouvait pas facilement se déplacer alors que la tâche de rencontrer les gens le lui incombait. Comme première dame de la république des Etats-Unis, elle prit position pour la cause des enfants, la cause des pauvres, la cause des groupes minoritaires et la cause des femmes. Comme première dame la république, elle tint une conférence de presse seulement pour les femmes reporters afin d'encourager les medias à employer plus de femmes dans le domaine journalistique.

En 1937, elle refusa de donner un speech à un club qui tenait les juifs



Eleanor Roosevelt

en exclusion. En 1939, elle s'opposa aux Filles de la Révolution Américaine (DAR), une puissante organisation regroupant les femmes blanches de l'élite politique qui refusa à Marian Anderson la fameuse artiste noire de se présenter à Constitution Hall pour une performance. Membre de (DAR) depuis plusieurs années, elle se retira de l'organisation pour protester contre l'attitude raciste des membres. De sa position de première dame de la république, elle ontint un local pour Marian Anderson et ce fut au Lincoln Memorial à Washington, D.C.

La grande dépression et la seconde guerre mondiale marquèrent l'administration du président Franklin Delano Roosevelt. Pour combattre les grands problèmes qu'elles causèrent, le président créa de nouveaux emplois et des programmes d'assistance sous l'influence de sa femme Eleanor dont les observations et connections avec les faibles et les nécessiteux furent déterminantes. Ses nombreux voyages furent pour elle une source d'inspiration profonde. Elle s'éleva à l'avant-garde des réformes sociales. Ses écrits, ses discours reflétèrent ses convictions profondes. En 1941 elle devint Assistante Directrice du Bureau de la Défense civile. Le président Roosevelt mourut en 1945 et le nouveau président Harry Truman la nomma déléguée à l'organisation des Nations Unies. Elle présida la commission chargée de rédiger la **Déclaration universelle des droits de l'homme** qu'adoptèrent en 1948 les Nations Unies. En 1961 le président John F. Kennedy, nomma Eleanor Directrice de la «Commission présidentielle sur le statut de la femme». Elle décéda 7 Novembre 1962 à New City.

Le courage et la détermination de cette femme au grand cœur qui lutta pour les faibles et les opprimés, son engagement en faveur des droits humains, des droits des femmes noires, des femmes juives, son combat pour tous ceux et toutes celles qui aspirent au bien être et à la dignité humaine lui ont valu de mériter le respect et l'admiration de tous. Son combat est semblable à celui des écrivains conscients de ce qu'est l'exploitation " politique, économique." C'est le combat des mouvements de résistance en Haiti contre les classes dominantes qui refusent de payer un salaire décent aux employés de maisons et aux ouvriers-ères des manufactures et de la sous-traitance.

C'est en définitive, le combat contre la pauvreté, la misère, l'analphabétisme qui ravage Haiti, le tiers monde, les pays du sud. En évoquant Eleanor Roosevelt nous avons voulu faire le rapprochement entre le travail accompli par cette grande dame de la société américaine et celui qui doit être accompli par les Haïtiens pour la libération totale d'Haiti.

Harry Sylvestre
Photojournaliste.
Source d'Information: Librairie du Congrès Américain
Traduction : Harry Sylvestre

Commemoration of the Assassination of EMPEROR JEAN-JACQUES DESSALINES



The Bicentennial of Haitian Independence Memorial Plaza
In Roger Williams Park, Providence, Rhode Island

Jean-Jacques Dessalines (September 20, 1758- October 17, 1806) was a leader of the Haitian Revolution and the first ruler of an independent Haiti (1804-1806). He is regarded as Haiti's founding father.

We will honor the spirit and great contribution of Jean-Jacques Dessalines in an event on Sunday, October 16, 2011 from 10:30 am until 12:10pm at the Wyndham Garden Hotel, located at 220 India Street in Providence, Rhode Island.

It will be followed by a ceremony at Roger Williams Park in Providence to lay a commemorative wreath at the Haitian Memorial Plaza, from 12:30 pm to 1:00 pm.

We invite you to join several Haitian community leaders to commemorate the 205th anniversary of the Dessalines' death and to continue to celebrate our history and foster appreciation of our heritage in our young people.

Phone (508) 840 6300
E-mail: rdazulme@yahoo.com

L'un des Cinq Cubains

Suite de la page (14)

sur la communauté cubano-américaine de Miami, publiée par Americas Watch, a révélé que « les forces dominantes et intransigeantes de la communauté des exilés cubains à Miami », tentent de faire taire par la violence les opinions divergentes sur Cuba.

Par exemple, des bombes ont été posées dans des stations de radios et dans les bureaux de revues de Miami. Les personnes qui plaident pour des changements dans la politique à l'égard de Cuba ont été menacées de mort. « Plus d'une dizaine de bombes ont été posées, dirigées contre ceux qui défendent l'idée d'une ouverture plus modérée envers le gouvernement de Fidel Castro », conclut le rapport.

Il est donc irresponsable et dangereux d'obliger René Gonzalez à rester dans cette atmosphère de violence et de terrorisme pendant les trois prochaines années. Sa vie est en danger. La juge Lenard a expliqué qu'elle ne peut évaluer exactement les « circonstances du délit, ou l'histoire et les caractéristiques du condamné ».

Sérieusement, Mme la juge ? Mais si les « circonstances du délit » sont que René Gonzalez n'est pas venu aux États-Unis pour commettre des actes d'espionnage contre le gouvernement ou pour commettre des crimes. Sa seule mission consistait à surveiller les terroristes qui agissent en toute impunité aux Etats-Unis, et dont les cibles sont des civils innocents à Cuba. Son seul objectif était de rassembler des preuves que Cuba a ensuite remises aux FBI pour que Washington agisse contre ces gens.

Ainsi, les terroristes cubano-américains ont préparé une série d'attentats à la bombe dans les hôtels et les restaurants les plus célèbres de La Havane, y compris le prestigieux Hôtel National et le légendaire restaurant La Bodeguita del Medio. La campagne terroriste avait pour objectif de détruire l'industrie touristique à Cuba, et ainsi porter un coup à l'économie du pays qui était déjà affaiblie après la chute du bloc socialiste de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Après les attentats du 11 septembre, les États-Unis ont affirmé avoir comme priorité de punir les terroristes et de récompenser ceux qui combattent le terrorisme. S'il en est ainsi, ils devraient alors permettre à René Gonzalez de retrouver sa famille à Cuba, au lieu de l'obliger à rester à Miami entouré de terroristes qui veulent lui régler son compte.

La juge Lenard allègue dans sa décision que, si elle permet à René de revenir à Cuba le 7 octobre, elle ne pourra pas « évaluer si le peuple étasunien est protégé des futurs crimes que le condamné pourrait commettre ». Mais le seul crime commis par René a été de ne pas s'inscrire comme agent étranger ? Comment pourrait-il représenter un danger pour le peuple étasunien s'il retourne dans son pays ? De combien de temps la juge Lenard a-t-elle besoin pour évaluer exactement quelque chose d'aussi clair que l'eau de roche ?

La juge a également argué qu'elle a besoin de plus de temps pour que les États-Unis puissent donner à René « une préparation, une éducation et des services médicaux de la façon la plus efficace ». Pardon ? René a déjà déclaré qu'il n'a aucune intention de rester vivre aux États-Unis.

Son avocat a exprimé clairement que René a proposé de renoncer à sa citoyenneté étasunienne pourvu qu'il puisse rentrer chez lui à Cuba. Il n'a besoin ni de l'éducation, ni de la préparation des États-Unis pour l'aider à se réinsérer dans la société étasunienne. Il souhaite tout simplement revenir à Cuba auprès de sa famille, et ne pas recevoir d'instructions sur la manière de vivre dans ce pays, et passer trois ans de plus séparé de son foyer. Somme toute, à Cuba, il aura à sa disposition les meilleurs soins médicaux, sans aucun frais ni pour les États-Unis ni pour lui-même.

Sans aucune surprise, la procureure de l'affaire, Caroline Heck-Miller, a rejeté la requête de René sollicitant son retour à Cuba au terme de sa peine d'emprisonnement. C'est cette même juge qui a décidé de ne pas inculper Posada Carriles pour terrorisme, bien que l'avocate du Département de Sécurité le lui ait demandé.

La seule issue de l'inexplicable et étrange décision de la juge Lenard est qu'elle laisse la porte ouverte à René pour une nouvelle demande de retour à Cuba, « si les circonstances justifient une modification de sa sentence. »

Quelles circonstances la juge Lenard attend-elle ? Qu'un terroriste quelconque à Miami tire sur René ?

José Pertierra est avocat à Washington D.C. Il représente le gouvernement du Venezuela dans l'affaire de l'extradition de Luis Posada Carriles.

Investig'Action 28 septembre 2011

Suite de la page (13)

Le profil de cette occupation, qui par son nombre si réduit était passé presque inaperçu, a pris du poids ces jours derniers avec la visite et(ou) les témoignages d'appui de figures connues comme le cinéaste Michael Moore, le philosophe et l'activiste Cornel West, l'actrice Susan Sarandon et le comédien Stephen Colbert.

D'un autre côté, la tentative de la police pour réprimer une petite marche est devenue un scandale, qui a capté l'attention des médias de masse.

En même temps, on a vent de tentatives pour organiser des actions similaires dans plusieurs villes, notamment Boston, San Francisco et Chicago, mouvements qui sont, pour l'instant, aussi de dimension très réduite. Cependant, quelques observateurs et activistes espèrent que certains d'entre eux puissent servir de détonateur à quelque chose de plus grand, vu le désenchantement et la colère populaire que génèrent la crise économique et l'inégalité de plus en plus marquée des revenus.

Mille organisations cherchent que « Wall Street rende des comptes » Avec de telles actions, mais pas encore liées à « Occupy Wall Street », une nouvelle coalition nationale de plus de mille organisations religieuses et communautaires, dont l'objectif est de faire que « Wall Street rende des comptes » aux familles qui souffrent de la crise, organise des manifestations dans 10 villes cette semaine, surtout à San Francisco et à Boston. Dans ses « actions directes », la coalition « The New Bottom Line » demande que les grandes banques paient plus d'impôts et mettent fin à la crise hypothécaire, mais aussi créent des postes de travail. Ils affirment qu'ils ont été les contribuables qui ont sauvé les banques dans la crise financière de 2007, et qu'il est temps que ceux-ci « paient le peuple ».

Parmi les actions, des centaines ont marché vers les bureaux des banques avec leurs revendications, ils ont fait irruption dans des réceptions et des cocktails de banquiers, et ils ont aussi aidé les familles qui ont été expulsées de leurs foyers pour ne pas avoir payé leurs hypothèques à réoccuper leurs maisons.

Une autre coalition appelle à l'occupation de la Place de la Liberté à Washington le 6 octobre, demandant de financer « des nécessités humaines, pas l'avarice patronale ». Octobre, soutient-elle, marque l'année 11 de l'invasion de l'Afghanistan et l'entrée en vigueur du budget fédéral d'austérité. En majorité les groupements anti-guerre affirment que des milliers d'étasuniens se réuniront sur la Place de la Liberté « pour prendre le contrôle de notre pays et de nos vies » et pour élaborer des solutions « justes et durables » pour résoudre les crises qui existent ici. « Occupy Wall Street » et la coalition « October 2011 » ont endossé ces initiatives. Certains affirment qu'il s'agit« d'occuper les deux têtes de la bête »

La Jornada. Depuis New York, le 29 septembre 2011
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le 1er octobre 2011

Desandann à Brooklyn !



Le groupe vocal cubain, "Desandan," a joué pour un public restreint mais enthousiaste à la First Presbyterian Church sur la rue Henry à Brookyn, le lundi 3 Octobre dernier. Le groupe composé de six femmes et quatre hommes (pour la plupart des descendants haïtiens), a effectué un medley de musiques, allant de chansons folkloriques haïtiennes, des hymnes Gospel de l'Amérique du Nord à la meringue cubaine. Il entreprend une tournée aux Etats-Unis, en visitant des villes comme Chicago, Boston et New York depuis le mois de Septembre. Il retourne à Cuba en Novembre prochain. L'événement a été réalisé au bénéfice de l'IFCO et des Pasteurs pour la paix, deux organisations fondées par le feu ami de Cuba, le révérend Lucius Walker, qui est décédé l'année dernière.

La Vérité sur l'Épidémie

Suite de la page (14)

DC: Comment des catastrophes géophysiques, comme le tremblement de terre de 2010 en Haïti, peuvent-elles contribuer à des maladies infectieuses comme le choléra?

RP: Il n'existe aucun lien entre les catastrophes géophysiques (séismes, tsunamis et éruptions volcaniques) et la survenue d'épidémies de choléra.

Je sais que les rapports des médias soulignent presque toujours un risque d'épidémies après de telles catastrophes et que de nombreux "experts" tirent la sonnette d'alarme sur les risques épidémiques à chaque fois qu'un séisme ou un tsunami dévaste une région. En 2005, nous avons analysé la littérature médicale portant sur le sujet et étudié tous les rapports de situation publiés entre 1985 et 2004 par les agences humanitaires et par l'Organisation Mondiale de la Santé. Notre objectif était d'identifier les épidémies détectées au cours des mois suivants ces catastrophes géophysiques. Pour plus de 600 catastrophes géophysiques enregistrées, nous n'avons trouvé que trois rapports qui ont fait état d'épisode épidémiques limités dans les suites de ces catastrophes et nous n'avons trouvé aucune épidémie de choléra.

L'épidémie de choléra en Haïti est ainsi la première qui s'est produite dans une zone touchée par un tremblement de terre depuis plus de 15 ans!

De plus, rappelez-vous qu'en Haïti, l'épidémie de choléra a débuté dans une zone épargnée par le séisme et a été moins sévère dans les camps de personnes sinistrées que partout ailleurs.

Par opposition aux catastrophes géophysiques, je reconnais que les catastrophes météorologiques telles que les inondations, sont parfois associées à des épidémies de choléra, mais je répète que ce n'est pas le cas après les tremblements de terre.

DC: Dr Piarroux, comment le choléra se transmet-il dans une population? Peut-il être transmis par un simple contact entre les gens? Quelles sont les différences entre la transmission d'une infection bénigne de choléra et une infection grave ou même mortelle?

RP: Les gens tombent malades quand ils ingèrent une quantité élevée de bactéries. Ceci peut être provoqué par un contact étroit avec quelqu'un souffrant du choléra, mais il est facile de se protéger par une bonne hygiène. C'est pourquoi les docteurs, infirmières, etc., tombent très rarement malades, malgré le fait qu'ils ont de nombreux contacts avec des personnes qui souffrent du choléra. En revanche, la transmission entre les malades et les membres de leur famille est fréquente.

L'autre manière de s'infecter est d'ingérer de l'eau ou des aliments contaminés. Les infections les plus sévères sont fréquemment en rapport avec l'ingestion d'une grande quantité de bactéries dans de l'eau fortement contaminée.

A Suivre

Dessalines En poésie et en musique



Pour commémorer le 205ème anniversaire de l'assassinat du fondateur de la Nation Haïtienne, Jean-Jacques Dessalines, Haiti Liberté et Grenadier books vous invitent à une grande soirée culturelle en mémoire de l'immortel et célèbre révolutionnaire.

Avec la participation de plusieurs artistes particulièrement le grand et talentueux Guesly Morisseau (Ti Gousse), le poète Tony Leroy et tant d'autres poètes…

Vous êtes tous invités

Samedi 15 Octobre 2011
7 pm

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY

Donation $20.00

Information 718 421-0162

GRANDE ACTIVITÉ DE FUNDRAISING

Samedi 8 Octobre 2011 - 8h PM
A l'auditorium de Grenadier Books/Haiti Liberté
1583 Albany Ave, Brooklyn NY
AVEC LE GROUPE TAYNO



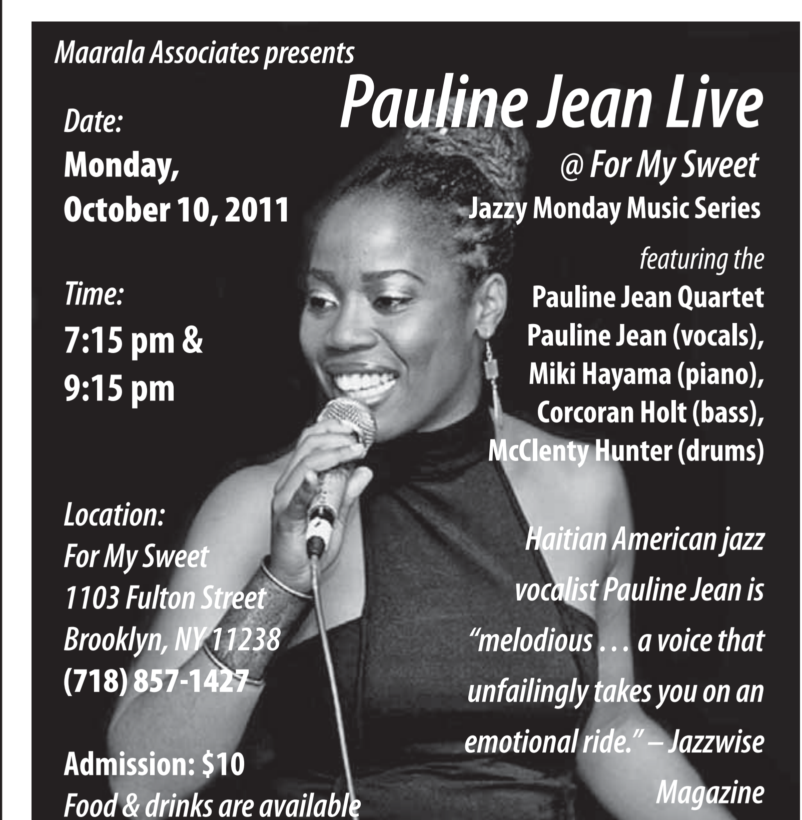
Le Mouvement Progressiste pour le Développement d'Haiti (MPDH) vous invite le samedi 8 Octobre 2011 à partir de 8h PM à un grand Concert pour recueillir des fonds en vue d'entamer des études de faisabilité pour la construction de deux projets dans la ville des Côteaux:

Une petite Centrale hydro-électrique de 50 Kw et un projet pilote de Biogas pour la cuisson et l'électricité.

Tous les riverains et amis de Côteaux sont cordialement invités!

Donation $ 40.00
Informations:
718-421-0162 • 347-385-7714
718-853-2402 • 347-841-4239





Commémoration de l'assassinat de Dutty Boukman



Samedi 29 Octobre 2011
Grande activité culturelle avec le groupe Black Mistic pour commémorer le 220ème anniversaire de l'assassinat de notre héros national Dutty Boukman assassiné le premier novembre 1791

En première partie : Une petite réflexion sur la guerilla de Boukman
Deuxième partie le groupe Black Mistic

Samedi 29 Octobre 2011
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
7h PM

Donation $ 20.00

Informations
718-421-0162